

UN ESSAI

d'Organisation Professionnelle Agricole:

“Le Plateau Central”

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 22 Novembre 1920, à 3 heures

PAR

Pierre JOUVE

Président : M SOUCHON, Professeur.

Suffragants { M. HITIER, Professeur.
M. TRUCHY, Professeur.

AURILLAC

UNION SOCIALE DE LA HAUTE-AUVERGNE

1920



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THESE
POUR LE
DOCTORAT

UN ESSAI

d'Organisation Professionnelle Agricole:

“Le Plateau Central”

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 22 Novembre 1920, à 3 heures

PAR

Pierre JOUVE



Président : M. SOUCHON, Professeur.

Suffragants { M. HITIER, Professeur.
M. TRUCHY, Professeur.

• AURILLAC

UNION SOCIALE DE LA HAUTE-AUVERGNE

1920

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

AVANT-PROPOS

En un temps où l'édifice révolutionnaire basé sur l'individualisme craque définitivement pour faire place à l'association dans tous les domaines, il est intéressant de constater que l'Agriculture, en dépit des méthodes routinières qu'on lui reproche généralement, n'est pas plus réfractaire aux idées nouvelles et fécondes que les autres branches de notre activité nationale. Plus tard venue que le Commerce et l'Industrie aux idées d'organisation, en raison d'une dispersion plus grande de ses membres, qui ne favorise guère les rapprochements et les échanges d'idées, elle est maintenant entrée résolument dans la bonne voie, et il est déjà permis d'entrevoir le jour, où toutes ses forces, groupées en un puissant faisceau, exerceront sur les destinées de notre pays une influence prépondérante, celle qui lui revient.

Le mouvement d'organisation professionnelle agricole, dont les premières manifestations remontent au vote de la loi du 23 mars 1884 sur les syndicats, s'est développé avec une inégale rapidité dans les diverses régions de la France. Grâce au dévouement de quelques hommes d'élite : MM. Emile Duport, de Gailhard Bancel, de Villeneuve-Trans, les régions du Sud-Est et des Alpes de Provence virent éclore de bonne heure, et en très peu d'années, des centaines, bientôt des milliers d'associations agricoles, syndicats, mutuelles, coopératives, etc... Dans l'Est, le Sud-Ouest, l'Ouest, le Nord et le Centre, le mouvement fut plus lent.

La région du Plateau Central semblait encore, il y a une

quinzaine d'années, absolument fermée à toute idée d'organisation. Les habitants, doués de belles qualités d'énergie et d'initiative, se montraient plus individualistes que partout ailleurs. Leur répugnance à s'associer, même pour défendre leurs intérêts matériels, était entretenue par les luttes politiques très vives, qui engendraient la défiance permanente à l'égard de quiconque tentait de faire comprendre autour de lui les méfaits de l'isolement.

D'autre part, la nature accidentée du pays rendait plus difficiles les relations entre les groupements de population qui auraient eu intérêt à entreprendre une action coordonnée en vue d'une organisation professionnelle¹.

Tous ces obstacles n'ont pas tenu contre la volonté de quelques apôtres bien décidés à promouvoir le groupement des forces rurales, et à créer un mouvement qui se relierait aux mouvements similaires commencés dans les autres parties de la France.

Presque simultanément, vers 1905 et 1906, se produisirent les premières manifestations du syndicalisme agricole dans

1. Le Plateau Central n'est pas une région uniforme, ni par son aspect, ni par sa structure physique et géologique, ni par son climat. Ensemble de hauts plateaux entrecoupés de vallées profondes et de massifs, qui sont le produit des soubresauts de l'époque miocène, des éruptions volcaniques plus récentes et d'une érosion intense, il renferme une infinité de petites régions distinctes, dont l'aspect, malgré le voisinage, est souvent aussi différent que si elles étaient séparées par des centaines de kilomètres.

Il faut chercher les raisons de cette variété dans les différences d'altitude, dans la composition du sol et aussi dans l'orientation qui, par suite de l'influence des vents, agit considérablement sur le climat.

Toutes ces causes physiques de différenciation ont un retentissement considérable sur la population, sur sa vie, ses mœurs, ses habitudes, ses traditions.

A ne considérer que la partie du Plateau Central qui nous intéresse comme cadre de la présente étude, c'est-à-dire les départements de l'Aveyron, du Cantal, de la Lozère et la partie sud du Puy-de-Dôme, on peut distinguer des régions assez bien tranchées :

1° Les hauts plateaux ou « montagnes » et les vallées qui

l'Aveyron, la Lozère et le Cantal. Toutefois, c'est à Rodez et dans ses environs qu'elles furent immédiatement les plus nombreuses. Très rapidement, le mouvement s'y intensifia, au point de faire de cette ville le foyer principal de l'action rurale dans le Plateau Central. Et ce fut à Rodez que se constituèrent les organes régionaux, coordinateurs des essais sporadiques d'association, que devait grouper plus tard, à son tour, l'Union des Associations agricoles du Plateau Central.

Aujourd'hui, l'Union du Plateau Central s'est attirée par ses initiatives, par sa propagande et par les services rendus une grande popularité parmi les agriculteurs du Rouergue, du Gévaudan et de l'Auvergne, qui ne la désignent plus que du nom familier de « Plateau Central ». Pour leur bon sens solide, pour leur intuition des réalités, le « Plateau Central » est désormais une force en constant progrès, leur force à eux, terriens, la grande force qui apportera à la petite Patrie une vie et une prospérité nouvelles.

Il nous a paru utile de consacrer au mouvement régional, que résume le « Plateau Central », une étude détaillée.

échancrent leurs bords, formés de terrains volcaniques riches en phosphates, en chaux et en potasse, d'une fertilité remarquable. C'est la zone des pâturages (Aubrac, Cantal, Limon), peuplée de grands troupeaux de vaches, à la belle saison, pendant cinq mois tout au plus, à peu près déserte pendant les longs mois d'hiver, productrice de bétail et de fromage. Les villages y sont très clairsemés, les propriétés étendues.

2° Une région qui commence vers 700 mètres d'altitude, sous-bassement des massifs volcaniques, de composition nettement différente. Le schiste, le granit y forment la mince couche de terre arable, la chaux manque généralement. C'est la châtaigneraie, le ségala, où la petite culture remplace le grand élevage, et l'élevage des moutons celui des bovidés.

Les Causses, d'origine jurassique, plateaux calcaires plus fertiles, font partie de cette région intermédiaire.

3° Enfin, sur le pourtour du Massif Central, d'anciens dépôts lacustres argilo-calcaires, pénétrant souvent très avant dans la zone précédente, ont formé des vallées et des îlots (bassins d'Aurillac et de Maurs, plaine de la Limagne, etc...), dont la grande fertilité forme un contraste frappant avec la stérilité des co-teaux primitifs qui les environnent.

Puissions-nous, en décrivant les efforts opiniâtres déployés, les miracles d'énergie réalisés, avoir fait sentir quel souffle généreux animait les créateurs du mouvement aujourd'hui si vivant, qui a dépassé toutes les espérances.

Chemin faisant, nous avons été amené à exposer des notions générales sur la mutualité, le crédit, la coopération et sur l'organisation intérieure des associations qui les mettent en œuvre, bien que ces idées aient été très vulgarisées depuis trente ans. Nous l'avons fait dans le but de donner à notre travail une portée pratique, que n'aurait pu avoir une simple relation descriptive et historique.

Notre ambition serait entièrement satisfaite si la lecture de ces pages amenait à la grande œuvre, que nous avons étudiée avec tant de réelle sympathie, de nouveaux bâtisseurs.

Septembre 1920.

PREMIÈRE PARTIE

L'Union des Associations Agricoles
du Plateau Central

L'UNION

DES

Associations Agricoles du Plateau Central

Le 10 mars 1918, les représentants autorisés de tous les groupements agricoles du Plateau Central étaient conviés à une réunion plénière, dans la grande salle de la Société Centrale d'Agriculture de l'Aveyron, à Rodez, pour jeter les bases d'une vaste association qui prit le nom « d'UNION DES ASSOCIATIONS AGRICOLES DU PLATEAU CENTRAL ».

Cette nouvelle Union recevait pour mission « *de grouper les organisations agricoles de la région, de leur servir de centre permanent de relations et d'initiatives, pour l'étude et la défense de leurs intérêts professionnels, économiques et sociaux, et d'être l'organe de ces intérêts auprès des Pouvoirs Publics* ». Elle était chargée, notamment :

1° D'aménager et de mettre à leur disposition les locaux nécessaires à leurs réunions, à l'installation de leurs divers services et spécialement au fonctionnement des différentes œuvres de mutualité et de prévoyance déjà établies, ou qui pourront l'être par la suite ;

2° De recueillir et centraliser toutes indications et renseignements susceptibles de leur être utiles, en organisant,

au besoin, toutes expositions permanentes ou temporaires qui pourraient être opportunes ;

3° De leur donner des avis et conseils, en toute matière contentieuse et technique ;

4° De propager et vulgariser les notions professionnelles et les doctrines économiques et sociales les plus favorables au développement de l'agriculture nationale ;

5° De favoriser l'enseignement et le développement du progrès agricole par tous les moyens en son pouvoir ;

6° D'aider et de favoriser la création d'industries rurales et de toutes institutions économiques et sociales capables d'améliorer la condition des travailleurs des champs et de donner une vie nouvelle aux communes rurales ;

7° De créer, en un mot, tous liens moraux, juridiques ou économiques susceptibles d'accroître leur action et d'aider au développement du mouvement d'organisation professionnelle agricole dans la région.

« Nous avons en quelque sorte, écrivait le secrétaire général de l'Union, scellé définitivement la clef de voûte de cette organisation agricole, dont nous poursuivons envers et contre tous les obstacles, inlassablement, la réalisation. Nous avons créé un centre et un lien indissoluble entre toutes nos institutions économiques et sociales qui, ainsi réunies en un faisceau compact, verront décupler leur force et leurs moyens d'action pour tout ce qui concerne le progrès de l'agriculture et l'organisation de la profession agricole.

Ce faisant, nous aurons créé une gardienne vigilante de nos intérêts collectifs et de notre patrimoine social, surveillant l'horizon économique, étudiant les lois agraires et douanières, et faisant entendre à l'occasion, suivant la parole expressive de M. de Rocquigny, « la forte voix du peuple des campagnes » auprès du Parlement et des hautes Institutions du pays ».

La Maison Sociale. — L'œuvre ainsi réalisée est concrétisée dans un vaste immeuble du boulevard de Guizard, à

Rodez, l'ancien hôtel de l'Univers, un des plus importants de la ville, nouvellement aménagé et portant sur sa façade une large enseigne : « Union des Associations agricoles du Plateau Central ».

Au rez-de-chaussée fonctionnent, à côté du secrétariat général, un secrétariat social, centre de renseignements sur toutes les questions d'intérêt rural et social ; des services de mutualité (Caisse régionale de Crédit agricole, Caisse régionale-Incendie, Caisse régionale Bétail, Caisse régionale de Retraites, Union des Syndicats agricoles, Société de Crédit Immobilier, Coopératives de production. Au premier étage sont groupés des services commerciaux : Coopérative agricole, Société d'exportation des produits agricoles du Plateau Central, Service des Transports, Service des Industries agricoles.

Au deuxième étage enfin sont aménagées des pièces pour le logement du personnel des différents services de l'Union.

C'est la Maison Sociale du Plateau Central, le rêve d'Emile Duport réalisé ici, le cerveau d'un organisme complet d'œuvres de mutualité agricole et de sociétés d'intérêt rural, qui se développent de jour en jour, et sont destinées, dans la pensée des initiateurs, à réaliser l'organisation professionnelle agricole d'une vaste région qui comprend l'Aveyron, le Cantal, le Puy-de-Dôme, la Lozère, le Tarn.

L'Union du Plateau Central, dont la Maison Sociale abrite les services, « est un *mouvement* créé en dehors de toute pensée politique et de profits particuliers, qui ne recherche rien de plus que l'intérêt général et le bien commun ».

« C'est aussi une *vie*, car ce mouvement n'existe pas seulement dans le domaine des idées, il réside surtout dans les faits ; il se traduit en actions et en réalisations ».

« C'est enfin une *amitié* entre gens qu'animent les mêmes pensées, qu'inspirent les mêmes sentiments, profondément convaincus que la vie a d'autant plus de prix qu'elle est plus orientée vers le Bien Public, que la Patrie a besoin en tous temps de désintéressements, et que le retour à la Terre, la Restauration de la Profession

agricole apparaît plus que jamais comme une nécessité, comme un des moyens les plus sûrs d'assurer la vie économique et la prospérité générale du pays ».

« Légalement, l'Union des Associations agricoles du Plateau Central est une Association constituée dans le cadre de la loi du 21 mars 1884, qui a pour objet l'organisation professionnelle agricole ¹ ».

*
**

Cette organisation apparut comme le seul moyen d'enrayer le fléau de la dépopulation rurale qui, sous forme d'émigration, menaçait de mort une vaste région. Depuis longtemps déjà, comme par un courant terriblement régulier, la population robuste et saine était entraînée vers les villes. De 1886 à 1912, l'Aveyron perdit 50.000 âmes, le Cantal, 20.000, la Lozère, 22.000, le Puy-de-Dôme, 45.000, en tout 137.000 âmes, soit le dixième de la population de ces quatre départements.

En 1914, on pouvait évaluer à 92.000 les Aveyronnais d'origine habitant Paris. Le mal sévit surtout parmi les jeunes. Pour le seul arrondissement d'Espalion, sur 914 conscrits de la classe 1908, 479 répondirent à l'appel de leur classe à Paris, 435 seulement au pays, et dans cet ensemble la proportion des émigrants était la plus élevée dans les six cantons ruraux (202 contre 154 ²).

Le même courant dévastateur sévit dans les autres départements avec une égale intensité.

Attirés par le mirage de la capitale, Rouergats, Auvergnats, Lozériens, y exercent les professions de marchands de vins, charbonniers, brocanteurs, chiffonniers. A ces durs labeurs, dans des conditions d'hygiène détestables, que viennent trop souvent aggraver une nourriture inférieure et l'alcoolisme, la race s'anémie et s'étiole, devient la proie de la tuberculose.

1. Maurice ANGLADE, *La Maison Sociale du Plateau Central*, p. 2. Nous exposerons plus loin la genèse de l'Union.

2. Chiffres cités par M. Enée Boulloc.

Là ne se borne pas le mal. Dans les ménages d'émigrants, la natalité baisse brusquement, et la mortalité infantile atteint 80 %².

A la lumière de tels résultats, l'émigration apparaît comme le fléau suprême capable de ruiner à bref délai toute la région du Plateau Central et d'en faire disparaître la population.

Les causes de cette désaffection progressive de la terre ne sont pas inconnues. Elles sont d'ordre matériel et d'ordre moral :

Pauvreté du sol, dont les rendements sont faibles.

Inclémence des saisons, qui condamne le travailleur au chômage, et anéantit indirectement ses économies de la belle saison.

Manque de bien-être dans l'habitation et les conditions générales de la vie.

Dépréciation de la profession agricole, par suite de l'exemple de ceux qui réussissent à la ville et de ceux qui deviennent fonctionnaires.

Désir d'une vie plus facile, de travaux moins pénibles, de salaires réguliers, de distractions, de toilette et de parures chez les femmes.

Appât des retraites dont bénéficient les fonctionnaires, les employés de chemins de fer, parfois aussi les ouvriers de l'industrie.

Influence pernicieuse du service militaire, qui donne aux ruraux le goût des jouissances factices et les détourne de la vie simple et saine des champs, etc.

Les remèdes proposés ne sont pas moins nombreux que les causes et s'opposent à chacune d'elles.

Amélioration des procédés de culture, et par là, du rendement de la terre.

Organisation de métiers ruraux, d'industries d'hiver pour éviter le chômage.

2. Chiffres cités par M. Anglade.

Développement du confort de l'habitation et construction de maisons à bon marché pour les ouvriers agricoles.

Grand effort d'éducation par l'école, le livre, le journal, tendant à faire ressortir les avantages de la vie des champs et sa beauté, et à instruire le campagnard de toutes les misères qui l'attendent à la ville.

Constitution de retraites qui le mettront à l'abri du besoin dans ses vieux jours ; meilleure préparation de la femme à la vie rurale, etc. etc.

Mais tous ces remèdes sont d'une application difficile, voire même de nul effet, si l'on ne commence par combattre l'individualisme étroit des terriens, qui est en réalité la grande cause du mal, celle qui les résume toutes.

On ne le combattra efficacement qu'en développant l'organisation corporative ¹.

Vivant isolé et égoïste dans son coin, gardant jalousement pour lui seul les maigres avantages de sa situation médiocre, cachant ses déboires, enviant stérilement ses voisins mieux partagés, le paysan ne progresse pas, ne s'élève pas, souffre de sa faiblesse et s'ennuie.

Seule, l'association professionnelle peut, en le rapprochant de ses semblables qui exercent la même profession, lui rendre sensibles les liens de solidarité qui unissent sa vie à la leur, donner à ses aspirations imprécises vers le mieux-être une direction, des armes pour la défense de ses intérêts, et peu à peu, lui faire aimer sa profession, à mesure qu'elle est moins ingrate ¹.

1. *La Maison Sociale*, p. 3 (op. cit.).

1. Cette conception est familière à tous ceux qui se sont fait, en France, les promoteurs du syndicalisme agricole. Elle est affirmée dans tous les Congrès des Syndicats agricoles. Exposant, au Congrès de 1913, les idées qui doivent être à la base de l'organisation professionnelle agricole, M. de Clermont-Tonnerre disait :

« Le groupement professionnel, celui-là du moins que conçoivent nos amis et qu'à leur suite nous voulons réaliser, dans l'intérêt matériel, moral et social de ses membres, est l'association de tous les hommes, quelle que soit leur condition de naissance et de fortune, qui concourent à l'élaboration d'un produit déter-



Ces idées fécondes animaient les agriculteurs de la commune de Gabriac, lorsque, en 1905, à l'appel de Maurice Anglade, ils décidèrent de fonder un syndicat agricole « dans le but d'enrayer l'émigration vers les villes et de créer toutes institutions telles que : Caisses de secours pour les malades, Mutuelles-incendie et Mutuelles-bétail, Caisses de crédit et Caisses de Retraites, susceptibles de rendre leur situation meilleure ».

Ce premier essai, bien modeste, d'organisation professionnelle agricole devait avoir rapidement des imitateurs. A la suite de conférences données par Maurice Anglade et ses amis, dans les communes environnantes, des syndicats, des mutuelles-incendies, des mutuelles-bétail, des caisses rurales de crédit mutuel furent créées².

Bientôt, on dut songer à grouper ces diverses institutions et à créer des organismes régionaux destinés à coordonner

miné en mettant en commun les divers capitaux qu'ils détiennent, ce mot de capital étant pris dans son sens le plus large, et signifiant les biens naturels, les dons de la fortune, la puissance d'action du corps comme celle de l'esprit. Il en résulte, et c'est l'abîme qui sépare nos idées sociales des conceptions du socialisme révolutionnaire, qu'un groupement exclusivement ouvrier, comprenant des travailleurs de métiers différents, la C. G. T., par exemple, n'est pas un groupement professionnel, pas plus que ne l'est une coalition patronale. Il en résulte aussi que dans un même métier, l'association des ouvriers seuls n'est que la moitié du groupement professionnel, tandis que le groupement professionnel intégral est l'association ou le système d'association qui, dans un même métier, réunit les ouvriers et les patrons; la profession est constituée par l'ensemble des uns et des autres. »

« Ainsi, la profession agricole comprend tous ceux qui, à un titre quelconque, participent à l'agriculture : propriétaires, fermiers, métayers, ouvriers, grands et petits, riches et pauvres. »

2. M. Maurice Anglade était alors inspecteur de la Société Générale à Paris. Il s'est, depuis, consacré exclusivement à son cher Rouergue et à l'œuvre magnifique qui, sous son impulsion d'apôtre, est devenue une des plus intéressantes organisations régionalistes actuelles.

Cette action était prolongée en Lozère par celle de M. Philippe de Las Cases, dont les résultats ont été également remarquables.

l'action des groupements locaux et à propager les idées syndicales et mutualistes.

C'est ainsi que, dès 1908, une Caisse de Crédit Mutuel de l'Aveyron fut fondée à Rodez, qui devait devenir, en 1911, la Caisse Régionale de Crédit agricole mutuel du Plateau Central.

En 1909, se réalisait également le groupement de vingt Mutuelles-incendies aveyronnaises, 17 de la Lozère, 3 du Cantal, 4 du Puy-de-Dôme, pour former la Caisse Régionale Incendie du Plateau Central.

Puis virent le jour, tour à tour, l'Union des Syndicats Agricoles du Plateau Central, une Société de Crédit Immobilier, une Caisse de Retraites, une Coopérative agricole, une coopérative-transports, et des sociétés anonymes de caractère corporatif et semi-mutualiste, telles la Société d'Exportation des Produits agricoles, la Société agricole de Roquefort, une Société de chaux et engrais pour l'agriculture.

En 1914, à la veille de la guerre, se trouvait ainsi posée la base d'un important mouvement régionaliste agricole embrassant déjà 378 associations ainsi réparties :

- 224 dans l'Aveyron ;
- 39 dans le Cantal ;
- 97 dans la Lozère ;
- 17 dans le Puy-de-Dôme ;
- 1 dans le Tarn.

Entre temps, sous le patronage de nombreuses personnalités aveyronnaises et des départements limitrophes, groupées en dehors de toute idée de parti politique, se forma, à Rodez, la Société d'Encouragement aux Institutions rurales du Plateau Central. Son but était de lutter contre l'émigration en soutenant de toutes manières les agriculteurs associés sur le terrain de la profession, en se livrant à une propagande active d'idées, en récompensant la fidélité à la terre par des prix et des distinctions honorifiques.

A l'heure actuelle, le nombre des associations agricoles groupées sous la direction de l'Union du Plateau Central

s'est considérablement accru et s'élève à 523. Le progrès a été surtout sensible dans le Tarn, où 110 syndicats nouveaux ont été créés. Il ne l'a pas été moins dans le Cantal, où les années 1919 et 1920 ont vu naître près de 80 syndicats agricoles. Mais ces derniers groupés en une Fédération départementale ne sont pas encore reliés à l'Union du Plateau Central. Cette fusion est tellement logique et de l'intérêt des agriculteurs cantaliens, qu'elle ne saurait tarder.

Bientôt, l'Union¹ groupera la totalité des forces agricoles organisées du Plateau Central.

1. Conseil d'administration de l'Union du Plateau Central :

Président :

M. Maurice ANGLADE, membre de la Confédération nationale des Associations agricoles et de l'Union Centrale des Syndicats des agriculteurs de France.

Vice-présidents :

M. Charles DE RODAT, président de la Société Centrale d'agriculture de l'Aveyron.

M. Joseph MIGNONAC, président de la Caisse régionale de Crédit du Plateau Central.

M. Henri BONNAFÉ, avocat à Rodez.

M. Philippe DE LAS CASES, avocat à la Cour d'appel de Paris, président de la Fédération lozérienne, président de la Caisse régionale Bétail du Plateau Central.

Secrétaire général :

M. Henri LAPIERRE.

Membres :

M. le Docteur AYRIGNAC, président du Syndicat agricole d'Huparlac.

M. DE BANCAREL, propriétaire à Hyars.

M. BENOIT, propriétaire à Lesclauzade.

M. BARRAU, propriétaire à Espinassous.

M. G. CARRIÈRE, avocat à Albi.

M. FABRE, propriétaire à Lézins.

M. F. GALY, président de la Caisse Crédit du P. C.

M. P. LUNET DE LA MALÈNE, propriétaire à Planèzes.

M. SARRAUSTE DE MENTHÈRES, propriétaire à Lacapelle-del-Fraysse.

M. RENAUD DE VEZINS, propriétaire au château de Vezins.

CHAPITRE PREMIER

Les Syndicats Agricoles

En fondant, le 30 août 1905, le Syndicat agricole de la commune de Gabriac, Maurice Anglade et ses amis étaient loin de prévoir qu'ils commençaient un mouvement qui devait très vite se développer.

C'est que le fait social parle autant au cœur qu'à la raison ; le cœur peut pousser à l'action avant même que la raison ait discerné et prévu les résultats probables ou même possibles de cette action. Et cela est heureux, car la raison est trop souvent prudente et réservée à l'excès, surtout lorsqu'ils s'agit de faire œuvre désintéressée. Sans les généreux élans, que d'œuvres sociales magnifiques n'auraient pas vu le jour, qui paraissent, après coup, de venue toute naturelle et comme nécessaire, tant les âmes d'élite qui les ont créées ont, par leur influence profonde, transformé les habitudes de penser et de sentir de leurs contemporains.

Pénétrés des idées qui avaient fait ailleurs, et notamment dans le Sud-Est, le succès du Syndicalisme agricole, les novateurs du Rouergue orientèrent leur effort vers la création de syndicats communaux.

Les syndicats à circonscription très étendue, qui avaient été fondés un peu partout, en France, n'avaient en fait, qu'une fonction purement coopérative et de défense économique, laissant subsister l'étroit individualisme qu'il qu'il importait avant tout de faire disparaître,

Le Syndicat agricole de l'Aveyron, créé en 1886, au lendemain du vote de la loi sur les Syndicats agricoles du 21 mars 1884, avait borné son activité à ce rôle de protection des intérêts matériels. Il avait créé un magasin de vente, à Rodez, avec six succursales, dans le but de procurer aux agriculteurs, aux meilleures conditions de prix et de qualité, des semences, des engrais, des tourteaux, des instruments agricoles, etc. et s'était acquis une légitime popularité d'ordre commercial. Au point de vue mutualiste, au point de vue de l'organisation professionnelle agricole, son influence avait été à peu près nulle.

Seuls, les syndicats à circonscription limitée, les syndicats communaux, pouvaient avoir une vertu créatrice.

« La commune est, en effet, une sorte de famille, dont tous les membres se connaissent et sont unis par une étroite solidarité. Il sera, dès lors, beaucoup plus aisé, et par suite, beaucoup plus profitable d'associer des gens qui ont la même vie, les mêmes coutumes et des besoins en quelque sorte identiques. Avec une circonscription restreinte, le recrutement s'opère d'une façon plus rapide et plus complète, la direction est plus efficace. Le syndicat communal seul peut créer utilement les institutions de mutualité et de prévoyance dont le champ d'action est forcément limité¹ ».

Cette nouvelle conception allait s'imposer. La tâche de défendre les intérêts professionnels agricoles dévolue aux syndicats devait s'étendre, déborder le cercle des nécessités matérielles immédiates. « Par des démarches et des mouvements d'opinion, ils ont le devoir d'intervenir dans les réglementations municipales et préfectorales, d'agir auprès des Compagnies de Transports et des Pouvoirs publics, pour défendre les intérêts agricoles toutes les fois qu'ils sont en jeu ».

« Leur rôle, dans l'étude des intérêts professionnels, doit être rempli dans le même esprit de réalisation pratique. Ils

1. *Comment fonder un Syndicat*, p. 2 (tract de propagande).

doivent se faire les agents actifs de la vulgarisation des connaissances agronomiques, mettre la découverte scientifique à la portée de leurs membres, organiser des concours de labourage, de tenue d'étables, des essais de semences, de nouveaux engrais, de cultures étrangères, etc.

« Enfin, et par dessus tout, ils ont le devoir de susciter à côté d'eux, la création d'un réseau puissant d'œuvres de mutualité et de solidarité : Mutuelles d'assurance contre la mortalité du bétail et contre l'incendie, Caisses de crédit pour avancer de l'argent aux cultivateurs, Caisses de retraites pour aider les travailleurs à se constituer une rente assurée pour leurs vieux jours, Coopératives de consommation, etc. ² ».

Le souci est évident de dégager et de faire comprendre le rôle social qui doit être celui des syndicats agricoles. Il ira se précisant de plus en plus. En 1919, Maurice Anglade écrivait : « A côté de la famille et de la cité, un peu partout, la profession s'organise pour former la troisième assise sur laquelle doit reposer une société qui veut réaliser le progrès, assurer au monde du travail un accroissement de bien-être et de dignité, développer la production nationale, maintenir l'ordre intérieur et la paix.

« Dans tous les domaines de l'activité humaine, le groupement professionnel s'affirme et, de plus en plus, apparaît comme un fait naturel, fatal, inéluctable, qu'on pourra plus ou moins combattre, mais avec lequel il faudra nécessairement compter. Il nous pousse vers un état social où les professions organisées seront une force pesant d'un poids considérable sur les destinées du pays ¹ ».

Cette évolution ne se fera pas sans heurts dans l'industrie. Dans le monde rural, elle se fera « de façon plus calme et plus pacifique, mais le paysan n'en devra pas moins rester ferme et tenace dans la revendication de ses droits en

2. *Comment fonder un Syndicat*, p. 2 (tract de propagande).

1. Maurice ANGLADE, *Un Essai d'organisation professionnelle agricole* (Brochure in-8°, Rodez, 1919, p. 12).

matière corporative, et rechercher dans l'association professionnelle une condition meilleure en usant des facilités, qui, dès maintenant, lui sont données par la loi.

« A ce titre, le Syndicat agricole est une véritable Institution sociale, occupant même une place unique et exceptionnelle dans la hiérarchie de ces Institutions.

« Organisme spontané de la profession, qui passe ainsi de l'état chaotique à l'état ordonné, il apparaît comme très supérieur à l'œuvre sociale telle qu'une Mutualité, une Coopérative, une Caisse dotale, une Œuvre d'assistance, une Association anti-alcoolique, une ligue antituberculeuse, qui pourront rendre de très grands services sans doute, mais ne sont que des organisations contingentes, accidentelles, facultatives, et non des institutions sociales indispensables à la vie sociale, au bon ordre de la Société ¹ ».

Ainsi, dès le début de leur action, les syndicats agricoles du Rouergue s'inspiraient d'une doctrine qui, tout en les renfermant dans le cadre étroit de la commune, allait élargir leur horizon et les élever à la conception de l'intérêt général de la profession.

*
**

Orientation excellente et admirable due à Maurice Anglade et à ses collaborateurs de la première heure ².

Secondés par un clergé intelligent, en beaucoup de communes également par les instituteurs, tous conscients de la gravité de la crise agraire et de la désertion des campagnes, ils trouvèrent très rapidement un écho sympathique dans les milieux ruraux.

Outre de nombreuses conférences locales, des « Journées

1. *Id.*

2. Maurice Anglade, éloigné du pays natal par sa profession d'inspecteur de la Société Générale, s'imposait la lourde tâche d'aller, souvent de très loin, donner une ou plusieurs conférences, entre deux trains.

Spéciales Aveyronnaises » furent organisées dans le but de bien persuader les auditeurs de la nécessité d'une organisation professionnelle complète du monde rural, avec le syndicat à la base, portant toute la floraison des « institutions sociales nécessitées par les besoins sociaux du moment », pour « restaurer la vie rurale et retenir chez nous cette jeunesse qui déserte en longues théories nos villages et nos hameaux ».

« A ceux qui restent encore, disait Maurice Anglade, il faut donner le goût de rester à leurs champs ; aux jeunes, des cercles d'études qui leur feront connaître et aimer la vie des champs, et des distractions saines ; aux agriculteurs, il faut donner des syndicats, des mutuelles, des Caisses de Retraites ; aux ouvriers agricoles, il faut faciliter l'accession à la propriété ; aux domestiques, accorder la participation aux bénéfices ; à tous, offrir des logements confortables, hygiéniques, rendre en un mot la vie de chaque jour plus agréable et plus appréciée, parce que meilleure¹ ».

Le Syndicat central. — Sous cette inspiration, de nombreux syndicats se fondèrent rapidement, à l'exemple de celui de Gabriac, et il parut bientôt nécessaire de coordonner les efforts qui se manifestaient ainsi un peu partout, dans le département de l'Aveyron. A cet organisme en voie de formation, il fallait une tête.

Cette tête se trouva constituée par la fondation du Syndicat Central qui, en fait, se confondit, jusqu'en 1911, avec le Syndicat agricole de l'Aveyron. Les dirigeants de ce dernier se trouvaient, pour la plupart, parmi les fondateurs du Syndicat Central, et les services commerciaux déjà très développés du premier étaient mis à la disposition du second et de tous les syndicats communaux adhérents.

La différenciation s'imposa cependant de plus en plus entre les deux organisations.

1. Conférence de Maurice Anglade à l'assemblée générale de la Société d'Encouragement aux Institutions rurales du Plateau Central (*Bulletin de la Fédération des Associations agricoles du Plateau Central*, mars 1911).

Le 18 février 1914, eurent lieu à Rodez l'Assemblée générale du Syndicat agricole de l'Aveyron et l'Assemblée générale du Syndicat Central.

Après avoir constaté la bonne harmonie qui n'avait cessé d'exister entre le vieux Syndicat et les diverses associations nouvelles formées, pour ainsi dire sous ses auspices et avec son aide, M. Mignonac, qui présidait la réunion, déclara que, pour donner satisfaction aux intérêts en présence, il serait peut-être bon de nommer un Président différent pour le Syndicat de l'Aveyron et pour le Syndicat Central. Sa proposition fut adoptée.

En parfait accord, les deux Syndicats séparaient leur action, tout en s'appuyant l'un sur l'autre. L'un continuait à fournir à l'autre l'aide d'une organisation matérielle qui avait fait ses preuves, l'autre devenait une Fédération des Syndicats, ou plus exactement des « Associations agricoles de l'Aveyron » dans laquelle le Syndicat agricole de l'Aveyron demeurait l'unité la plus importante.

M. de Rodat fut nommé Président du Syndicat agricole de l'Aveyron, par suite du décès de M. Lunet de la Malène, son fondateur, et il l'est resté depuis.

M. Mignonac fut nommé Président du Syndicat Central Fédération qui groupait déjà 33 syndicats locaux.

Enfin, le Bulletin du Syndicat agricole de l'Aveyron devint le « Bulletin de la Fédération des Associations Agricoles de l'Aveyron ».

L'Union des Syndicats Agricoles du Plateau Central. — Le développement des syndicats agricoles se poursuivit activement dans ce cadre départemental jusqu'en 1914.

Au début de cette année, à la demande de l'Union Centrale des Syndicats des Agriculteurs de France, à laquelle s'était relié le Syndicat Central des Agriculteurs aveyronnais, une Union Régionale fut créée, semblable à d'autres Unions Régionales venues avant elle, telles l'Union du Sud-Est, l'Union des Alpes et de Provence, l'Union du Périgord et du Limousin, l'Union du Sud-Ouest, etc. Elle groupait des Syndicats agricoles de l'Aveyron, de la Lozère,

du Cantal et du Puy-de-Dôme, au nombre de 108, avec 10.000 membres ¹.

L'Union des Syndicats Agricoles du Plateau Central se proposait d'accroître la force des syndicats éparpillés dans une région dépourvue de communications faciles, de régulariser leurs moyens d'action par un appui mutuel, la coordination et la concentration des efforts, d'assurer plus efficacement la défense des intérêts professionnels agricoles, en un mot de constituer un centre de vie et d'information, un foyer commun où ils puissent trouver un appui permanent et tous les rouages complémentaires indispensables à leurs services d'assurance, de coopération, etc.

Comme il fallait bien un trait d'union entre les Syndicats ainsi groupés par l'Union, entre tous les membres de cette grande famille agricole, le Bulletin de la Fédération des Associations agricoles de l'Aveyron fut transformé et devint le « Bulletin de l'Union des Syndicats Agricoles et de la Société d'Encouragement aux Institutions Rurales du Plateau Central ».

Quand la guerre éclata, il était à craindre que tous ces syndicats, en pleine période de croissance et de stabilisation, subissent une crise grave, et que tout fût anéanti des magnifiques efforts de huit années.

Il n'en fut rien. Privés pour la plupart de leurs secré-

1. Syndicats adhérents :

Aveyron. — Syndicat Central des Agriculteurs aveyronnais; Syndicat agricole de l'Aveyron; Syndicats agricoles d'Arcanhac, Anglars et Banc, Ayssènes, Bar, Bournazel, Bruéjoul, Bonnefon, Cadour, Cassagne-Bégonhès, Centres, Clairvaux, Claunhac, Compolibat, Cruéjoul, Ennous, Gabriac, Golinhac, Gramond, Laboulesq, Lescure, La Salvetat-Peyralès, Marcillac, Melvieu, Millau, Monteils-de-Najac, Monteils-de-Saint-Sernin, Montrozier, Nant, Ols-et-Rhinodes, Pierrefiche-d'Olt, Prades-d'Aubrac, Pradials, Saint-Affrique, Saint-Chély-d'Aubrac, Lannuéjoul, La Rouquette, Lassouts, Lavaysse-Vesins, Saint-Clair, Saint-Côme, Saint-Geniez-d'Olt, Saint-Jean-d'Elnous, Saint-Sever, Sauveuse, Senergues, Soulages-Bonneval, Le Truel, Vezins, Villecomtal, Villeneuve.

Cantal. — Syndicats agricoles d'Arches, Champs, Chaudesai-

laïres et de leurs adhérents les plus militants, les syndicats agricoles du Plateau Central se maintinrent à la hauteur de leur tâche, et rendirent de grands services à leurs adhérents, grâce souvent à la coopération des femmes. Plusieurs, notamment celui de Lavaysse-Vezins, qui eut une femme pour secrétaire, firent des chiffres d'affaires supérieurs à ceux d'avant-guerre.

D'autres ne se contentèrent pas de se livrer à leurs opérations normales, mais prirent des initiatives nouvelles : projet d'achat d'un moulin pour fournir l'éclairage et la force motrice, comme à Lescure, contribution à la défense nationale en approvisionnant en fruits du pays, châtaignes et noix, par exemple, les coopératives du front.

En constatant l'admirable vitalité des syndicats agricoles du Plateau Central, à l'Assemblée générale de juin 1917, Maurice Anglade faisait remarquer que l'Union s'intéressait aussi aux questions que la guerre avait mis au premier plan de l'actualité. Elle contribua largement au recrutement et au fonctionnement de l'Ecole d'Agriculture de Montagnac transformée en établissement de rééducation professionnelle des Mutilés de la Guerre, et lui consacra une chronique spéciale dans chaque numéro de son Bulletin. Elle invita ses Syndicats communaux à rechercher les terrains ou jardins pouvant servir de champs d'expérience pour les enfants des Ecoles Rurales, à signaler les immeubles

gues, Cussac, Feydit-Chanet, Fressanges, Lacapelle-del-Fraysse, Laroquebrou, Leynhac, Molompize, Mourjou, Montsalvy, Mouret, Murat, Oradour, Recoules-Joursac, Roannes-Saint-Mary, Saint-Etienne-de-Chomeil, Saint-Cernin, Saint-Just, Saint-Illide, Soullages, Talizat, Tanavelle, Tessières-les-Bouliès, Vabres, Vallée-de-Cheylade, Védrières-Saint-Loup.

Lozère. — Syndicats agricoles de Marvejols, Arcomy, Bagnols, Barjac, Bere, Bramonas, Chadenet, Chanac, Cultures, Esclanèdes, Lannuéjols, La Rouvières, Le Bleyard, Le Mas-d'Orcières, Pelouse, Rimeize, Saint-Beauzile, Saint-Etienne-du-Valdonnez, St-Germain-du-Teil, Saint-Hélène, Saint-Pierre-de-Nogaret, Saint-Pierre-le-Vieux.

Puy-de-Dôme. — Syndicat du Puy-de-Dôme, Syndicats de Dallet, Ennezat, Saint-Denis-Combarnazat, Saint-Maignier.

susceptibles d'être mis à la disposition des familles nombreuses originaires du département, habitant Paris, qui désireraient revenir au pays natal.

En union d'action avec les pouvoirs publics et la Société Central d'Agriculture de l'Aveyron, l'Union s'efforça de procurer aux Agriculteurs la main d'œuvre qui leur manquait (travailleurs espagnols, prisonniers de guerre, etc...)

De concert avec la Société d'Encouragement aux Institutions Rurales du Plateau Central, elle mit à l'étude un projet de Société d'Exportation des Produits Agricoles du Plateau Central, projet qui fut réalisé dès avant la fin des hostilités ¹.

Enfin, à l'appel de l'Union Centrale des Agriculteurs de France, les Syndicats Agricoles du Plateau Central ont déployé une grande activité pour l'établissement d'une pétition ayant pour objet la cessation des taxations, réquisitions et déclarations de récoltes, toutes mesures qui s'expliquaient pendant la guerre pour parer à un déficit considérable, mais qui, prolongées pendant le temps de paix, ne pouvaient qu'entraver la production et aller à l'encontre de l'intérêt des consommateurs eux-mêmes.

Le Président de l'Union du Plateau Central, Maurice Anglade, fit partie, en qualité de vice-président de l'Union Centrale des Syndicats des Agriculteurs de France et de membre du Bureau confédéral de la Confédération nationale des Associations agricoles, de la délégation envoyée auprès du Ministre de l'Agriculture et de la Commission de l'agriculture à la Chambre.

Cette délégation dont faisaient partie également MM. J.-H. Ricard, actuellement ministre de l'Agriculture; de Marcillac, président de l'Union du Périgord et du Limousin; Gavoty, président de l'Union des Alpes et de Provence, devenu depuis rapporteur à la Chambre des députés de la loi sur les Chambres d'Agriculture, avait demandé :

1. La Société d'Exportation des Produits agricoles fera l'objet d'une mention spéciale dans la présente étude.

1° L'extension de la capacité civile des Syndicats ;

2° La suppression des taxations, réquisitions et déclarations de récoltes ;

3° Le vote de la loi sur les Chambres d'agriculture. Elle obtint satisfaction sur tous ces points, sauf en ce qui concerne le blé qui continuait à être taxé, mais avec un relèvement de la taxe et avec promesse formelle que la liberté commerciale serait rendue à cette denrée en 1921.

Quelques Syndicats Modèles

Pour juger exactement l'œuvre d'organisation professionnelle agricole réalisée aujourd'hui par l'Union du Plateau Central, il n'est pas inutile d'examiner d'un peu plus près quelques-uns des groupements syndicaux qui sont comme les cellules du grand organisme, les centres où, par l'effort continu de quelques militants, s'élabore et persiste la vie. A ne considérer que des résultats d'ensemble, on risquerait de méconnaître les magnifiques dévouements créateurs, et de croire à tort que, dans ce domaine de l'organisation professionnelle agricole, ne se rencontrent pas des difficultés très grandes :

I. -- Le Syndicat Agricole de Lescure (Aveyron)

Celui qui fut le fondateur et l'âme de ce syndicat a lui-même raconté la genèse de son œuvre et les difficultés rencontrées :

« Nous ne sommes qu'un tout petit rameau de l'arbre déjà gigantesque si solidement planté en notre sol par

Maurice Anglade et ses amis. Nous fûmes, il est vrai, un des premiers nés de cette belle famille sociale et nous voudrions rester toujours fidèles à l'esprit et à la doctrine auxquels nous devons notre vie et notre développement. »

« Nos débuts furent modestes et traversés par des difficultés de tout genre. Le paysan du bas Ségala, comme le paysan aveyronnais en général, est très individualiste et très positif, il croit à ce qu'il voit et à ce qu'il touche de ses doigts et reste sceptique pour tout ce qui n'a pas fait ses preuves et n'est pas consacré par l'expérience. Les plus belles théories, les vérités les plus fécondes en résultats durables n'ont pas de prise sur son entendement, tant qu'elles ne répondent pas à un intérêt immédiat et palpable. Le syndicat « œuvre de défense professionnelle et d'intérêt collectif », cela ne dit pas grand chose; c'est de l'abstraction et à longue échéance. On a beau montrer son rôle dans le monde ouvrier, faire des dissertations sur sa terrible puissance dans les conflits du travail et son influence sur la législation, rien n'y fait ».

« Aussi avons-nous relégué pendant un certain temps au second plan ce qui devait occuper le premier. Nous avons placé le syndicat sur le terrain pratique et en avons fait tout d'abord un pourvoyeur d'engrais, de semences, etc.. Les adhérents y trouvèrent immédiatement leur compte ».

« Nous commençâmes avec quelques dizaines de membres qui donnèrent leur adhésion plus par sympathie que par conviction. Sur une quarantaine, il n'y en avait pas trois qui eussent la foi; on ne voulait pas déplaire et on marchait. Les autres voulaient voir. Si le fiasco se produisait, ils auraient le droit de sourire et de faire les entendus : « eh ! nous l'avions prévu ! » Si le succès venait et qu'il eut des avantages, on arriverait à temps pour les cueillir. Certains même, pour des motifs de mesquine politique locale, combattaient avec toutes sortes d'armes, des initiatives auxquelles participait le curé ¹ ».

1. Lettre de M. l'abbé Chincholle, curé de Lescure, secrétaire du Syndicat.

« 42 naïfs ou complaisants, ou braves comme les soldats de Gédéon, voulurent bien se faire inscrire, verser la modeste cotisation de un franc et accepter de se partager ensemble un wagon de balles de superphosphate.

« C'était superbe. Le wagon commandé arriva sans à coup. Le prix de revient était merveilleux. Remise à domicile, la balle coûtait 1 fr. 25 meilleur marché que prise hier chez l'intermédiaire de la ville. Du coup cela valut 39 nouveaux adhérents et une nouvelle commande de 250 balles de superphosphate.

« Nous étions déjà la majorité. Plus rien à craindre. Nous pouvions sortir des régions de la modestie. Aussi bien nous ne tâtonnions plus. 6.000 kilos de blé de semence, 30.000 kilos de maïs, 10.000 kilos de fèves ou fèverolles, 3.000 kilos de tourteaux divers, 100 hect. de chaux, furent aussi vite distribués que commandés. Les wagons ne nous effrayaient pas, ils se succédaient au grand étonnement universel.

« Le syndicat, fondé le 10 janvier 1910, avec 42 membres, comptait, au 1^{er} janvier 1911, 81 adhérents. Il s'était procuré pour 12.239 fr. 60 de marchandises, denrées utiles à l'agriculture, représentant un poids total de 74 tonnes. La caisse avait une réserve de 162 francs, et les syndiqués avaient réalisé plus de 1.400 francs de bénéfices.

« Il n'y avait plus d'incrédules. Les retardataires venaient, timides et penauds, solliciter leur admission. Ils ne marchandèrent pas de verser leur cotisation pour l'année écoulée, condition exigée d'eux ».

« Mais, grand Dieu ! Quelle levée de boucliers parmi le monde du négoce : tous les moyens furent mis en jeu pour nous briser les reins. Nous tinmes d'autant mieux que, si nous agissions pour nos intérêts, nous ne travaillions déloyalement contre personne. Les procédés peu propres et quelques-uns très coûteux restèrent au compte de ceux qui les employèrent. Nous continuâmes notre marche en avant ».

« A la fin de 1911, nous comptons 133 membres, 273 tonnes de marchandises diverses, engrais, semences, maïs,

étaient arrivées jusqu'à nous. Plus de 30.000 francs étaient passés par la Caisse du Syndicat, 645 fr. 15 y étaient restés à titre de réserve ? »

« Que faire de cette somme ? »

« Dans la commune se trouvaient seulement trois faucheuses-moissonneuses. Pourquoi le syndicat n'essayerait-il pas d'en mettre une à la disposition des petits propriétaires ? Les objections ne manquèrent pas. Après avoir payé la machine et ses accessoires, il nous restait en réserve une somme de 245 fr. 55 ».

« Au début de 1913, les Syndiqués étaient au nombre de 163, c'est-à-dire, à quelques exceptions près, tous les propriétaires de la commune. Les assistés étaient considérés comme syndiqués et traités comme tels, sans cotisation.... Nous avions 815 francs en caisse. C'était presque la fortune ».

« Pouvions-nous laisser improductive pareille somme ? Un ministre des finances célèbre n'a-t-il pas dit que plus un Etat augmente sa dette, plus il s'enrichit ? Pourquoi diable ! n'essayerions-nous pas du paradoxe et de créanciers ne deviendrions-nous pas débiteurs ? »

« *La question des transports* nous préoccupait au plus haut degré. Plus de 300 tonnes devaient parcourir 25 kilomètres pour arriver jusqu'à nous de la gare la plus rapprochée. Certains camionneurs se mettaient carrément en grève, d'autres consentaient à venir, mais quand le travail manquait ailleurs ; les propriétaires, pleins de ferveur au début pour aller à la gare avec leurs bœufs, ne voulaient plus bouger de place. Bref, nos marchandises traînaient des semaines et des mois sur les quais de la gare. Et alors, à l'addition totale, on remarquait des absences, et parmi les présents, que d'avaries ! »

« De toute nécessité, nous devons nous procurer un moyen de transport sûr et rapide ou réduire nos commandes. Réduire, nous ne le pouvions pas ; les syndiqués étaient de plus en plus nombreux ; les besoins de l'agriculture plus pressants. Nous avons réussi à faire monter 550 hectolitres

de chaux, or il en faudrait des milliers tous les ans à notre petit coin de Ségala ».

« Quoi faire ? Acheter chevaux et camions ? C'était bien la solution qui se présentait d'elle-même. Les syndiqués comme toujours, à chaque nouvelle initiative, faisaient des objections, mais avec moins d'assurance. Les amis du dehors, ceux qui avaient le mieux soutenu notre ardeur, encouragé nos débuts, nous poussaient dans ce sens : « Achetez trois bons percherons, nous disait le plus dévoué d'entre eux, et la crise des transports n'existera plus pour vous ».

« Nous comptions : trois percherons sur nos routes à fortes rampes nous apporteront à chaque voyage, deux tonnes. Par suite, ils rapporteront au syndicat vingt francs. Chaque cheval, d'autre part, va nous coûter trois francs par jour de nourriture. Le conducteur exigera six francs. Il nous restera en tout cinq francs par jour pour parer aux frais de la ferrure des chevaux et de l'entretien des harnais et du camion. Et l'amortissement, et l'intérêt du capital engagé, et les pertes possibles, et les jours de chômage nécessaire et commandé ? Il ne fallait guère songer à rien de tout cela. Quelques transports à l'aller comme au retour grossiraient, il est vrai, le chiffre des recettes. Peut-être suffiraient-ils à résoudre le problème des intérêts et de l'amortissement. Restait du moins toujours pour nous l'impossibilité d'enlever de la gare dans le temps voulu un wagon de marchandises. Dans cette hypothèse, nous étions obligés de nous procurer un dépôt en ville. Or, un dépôt en ville représentait des frais de manutention, du temps perdu, des fatigues excessives pour des chevaux qui devraient faire 50 kilomètres, un prix de location, des assurances, etc... »

« Notre tableau parut exact et nullement chargé à ceux qui conseillaient, la veille, l'achat de trois percherons ».

« Engorgés, allons-nous mourir de pléthore ? Ah ! cette crise des transports, que de récriminations n'a-t-elle pas soulevées durant cette effroyable guerre ! Que de projets impuissants n'a-t-elle pas fait naître ! Que de ministres,

qui promettaient merveilles n'a-t-elle pas usés ! Oui, certes, nous l'avons connue la crise des transports ! Personne n'aura, plus que nous, pitié du pauvre ministre des transports ! Que Dieu lui vienne en aide ! »

« Toutefois nous voulions vivre et non mourir. Nous étions jeunes, nous nous sentions quelque avenir. Volontiers nous aurions garanti 8000 francs à quiconque aurait voulu se charger de satisfaire tous nos besoins. Une pareille somme donnait une base digne d'attention et permettait de concevoir le projet de l'achat d'un camion automobile ».

« Un camion automobile ! 21.000 francs de capital. Et cela par un syndicat d'une petite commune de 1.000 habitants, dans un coin reculé du bas Ségala, avec des routes unies sans doute, mais aux cailloux roulants, aux pentes accentuées, aux bords rapprochés, surtout avec une en caisse de 815 francs. Quelle témérité ! Quelle folie ! aux yeux de tous ceux qui ne connaissaient ni nos difficultés, ni le tonnage assuré. »

« Cependant le vent était à l'automobilisme. Conseillers généraux et députés rivalisaient de zèle et d'éloquence. Communes, Département et Etat promettaient de larges subsides à quiconque voudrait établir un service régulier par autobus. Il s'agissait avant tout de transporter des voyageurs... et leurs valises. »

« L'avenir de notre pays toutefois n'est pas tant dans la facilité de se promener pour ses habitants que dans le développement de l'agriculture. Qu'on lui facilite l'emploi des engrais nécessaires en les mettant à la portée de tous, que le transit de ses produits se fasse rapidement et sans avaries, et nos Causses et nos Ségalas montreront une toute autre puissance de productivité et donneront une impression plus grande de vie et de richesse. Pourquoi donc les mandataires de la population paysanne ne favoriseraient-ils pas avant tout les transports agricoles et commerciaux ? Si une initiative était prise en ce sens, pourquoi ne l'encourageraient-ils pas ? Ne servirait-elle pas de barème à toutes les entreprises similaires ?

« Des hommes bien placés nous avaient fait espérer de

précieux concours. La commune nous donna son appui. Mais la politique veillait : le progrès venait cette fois d'où il n'était pas permis qu'il vint. On cassa donc la décision prise par la municipalité et nous ne voulûmes pas recourir au Conseil d'Etat. Le Conseil général daigna nous voter cent francs que notre dignité nous empêcha d'accepter ».

« Nous nous tournâmes alors vers « l'Union du Plateau Central ». Là nous trouvâmes aide et encouragement. On nous donna 600 francs à titre de secours et on nous ouvrit un crédit de 8.000 francs à 2 et demi % d'intérêt ».

« Nous pouvions donc, avec ce concours, montrer à tous les politiciens de grand et de petit acabit que nous marcherions sans eux et malgré eux. Eux, les prétendus amis du Progrès, s'armaient de l'éteignoir et nous, nous allions rouler sur nos routes escarpées, à 20 kilomètres à l'heure, en trainant 4 tonnes de marchandises ».

« Le 22 mars 1913, un Samedi Saint, nous arrivait, en effet, notre camion flambant neuf. C'était foire au chef-lieu d'arrondissement. Tout le monde avait entendu le ronflement de son moteur, admiré sa forte carrure; jamais on n'avait vu là pareil mastodonte. Personne, malgré l'inscription en très gros caractères : Syndicat agricole de Notre-Dame de Lescure, ne voulait croire qu'il nous était destiné. Les nôtres crânaient un peu, ils étaient si fiers ! Les braves paysans des environs étaient divisés entre l'admiration et le doute sur le résultat. Les adversaires des syndicats agricoles et les politiciens se partageaient, eux aussi, entre le dépit et une certaine crainte. »

« Enfin le camion quitta le chef-lieu d'arrondissement en emportant 35 balles de superphosphate et une douzaine de voyageurs. Sans sueur, ni essoufflement, il gravit les 18 kilomètres de côte sur 23 de distance. Il pleuvait fortement, la nuit était noire, tout le monde attendait avec impatience, quelques-uns avec anxiété. Quand on entendit la sirène et le « roum-roum » de son moteur, tous se précipitèrent pour voir et saluer son arrivée. Les enfants ne furent pas les moins enthousiastes ».

« Nous voilà en possession d'un moyen puissant de

transport. Lui fournirons-nous le travail nécessaire ? Certains se le demandaient. Les laissant à leurs calculs nous nous mîmes avec ardeur à transporter chaux et superphosphates. Nous doublions et quelquefois triplions nos voyages à la gare, dévorant 100 kilomètres par jour et quelquefois 150 et même 200, portant 10 tonnes et demie de marchandises, et plus nous transportions, plus il nous restait à transporter. C'était merveille ; nous ne pouvions suffire à la besogne. L'organe créait le besoin. »

« Le succès était énorme ; il fallait qu'il fut sanctionné par l'épreuve. Celle-ci vint pour montrer à tous que nous n'étions pas à la merci d'un à coup quelconque. »

« Notre camion avait reçu les bénédictions de l'Eglise, mais celles-ci ne montrent vraiment leur efficacité que quand elles permettent de se tirer de graves dangers et de surmonter des difficultés à faire peur. Des accidents arrivèrent par inexpérience de conduite et non par défaut de construction. Nous dépensâmes, à diverses reprises, plus de 8.000 francs de réparations, sans compter le bénéfice que nous aurions réalisé pendant 42 jours de chômage forcé. Si notre entreprise n'avait pas été viable, nous aurions sombré. »

« Grâce à Dieu, il n'en fut rien. Au 3 Août, notre camion, comme tout soldat de France, répondit présent à la réquisition militaire. Dans l'espace d'un an, quatre mois, douze jours, qu'il avait été en notre possession, il avait parcouru 26.845 kilomètres, transporté plus de 1.800 tonnes de marchandises, sans compter les voyageurs qu'il avait déversés en foule ici et là (jusqu'à 26 dans la même journée, à 30 kilomètres de distance), réalisé pour 29.030 fr. 70 de recettes contre 18.201 fr. 90 de dépenses. Quel aurait été notre bénéfice net, sans les accidents imputables, je le répète, non au camion, mais à nous-mêmes ? Il nous avait coûté 21.000 francs, nous l'aurions presque gagné. »

« A l'heure actuelle (1918), le Syndicat possède un titre de rente de 750 francs et un avoir en caisse de plus de 4.000 francs, donc 18.000 francs pour recommencer de plus belle après la guerre. »

« Notre cher camion marche toujours sur le front. La campagne se prolonge pour lui comme pour tous ceux qui y participent; mais nous le savons, il tient bon encore : il contribue au ravitaillement de nos chers soldats. Quelle joie et quelle fierté pour les nôtres, de retrouver sur ses baches défraîchies et presque en loques l'inscription à demi disparue : Syndicat agricole de Notre-Dame de Lescure ».

« Privés de notre moyen de transport, nous n'avons pas renoncé au Syndicat. Il nous a rendu des services inappréciables pendant la guerre. Alors que dans bien des localités on était privé des matières de première nécessité pour l'agriculture, nous les avons procurées presque en abondance. Nos gens n'ont pas eu à perdre leur temps pour aller les chercher au loin : des femmes, des vieillards, des enfants ont pu les prendre à quelques pas de leur demeure. Et surtout, ils n'ont pas eu à souffrir de l'exploitation éhontée à laquelle on s'est livré dans bien des localités. »

En 1918, le Syndicat agricole de Lescure fut amené à organiser un service public de dépêches et de voyageurs, en l'absence de tout moyen de communication de la région avec le reste du département, acquérant pour cela trois voitures automobiles et faisant face à des charges très onéreuses pour aider une administration défaillante. Services d'importance, rendus à une population intéressante, au prix, il est vrai, d'une entorse à la loi de 1884.

Par les soins du syndicat, de nombreux colis, des victuailles et des objets divers utiles furent envoyés aux prisonniers de guerre et aux soldats du front.

La guerre terminée, le Syndicat a repris son développement. Il étend son action sur plusieurs communes voisines et le nombre de ses adhérents a dépassé 400.

Un nouveau camion automobile a été acheté, puis un deuxième. Les transports effectués du 15 octobre 1918 au 15 avril 1920 ont produit une somme de 120.000 francs. Pour la courte période due 1^{er} janvier au 15 avril 1920, le tonnage transporté (scories, superphosphates, chaux, semences, etc.) a atteint 400 tonnes.

D'ores et déjà, les services d'ordre matériel rendus par

le syndicat agricole de Lescure sont considérables. En chiffres ronds, on peut estimer que les économies réalisées sur les prix d'achat par ses adhérents, depuis sa fondation, s'élèvent à plus de 100.000 francs. Si l'on envisage que, sans la propagande dont le syndicat a été le centre, et sans les facilités de transports créées par lui, l'usage des engrais serait encore très peu répandu, c'est à un chiffre bien supérieur qu'il faut évaluer les bénéfices qu'il a apportés aux agriculteurs de Lescure.

Par l'étendue de ses services matériels, il a pris une place considérable dans la vie agricole de la région.

Les résultats d'ordre moral et social commencent à se faire sentir. Rapprochés par leur intérêt bien compris, les syndiqués ont eu de multiples occasions de s'entretenir de leur profession, de leurs travaux, de leur vie. Peu à peu, les sujets de méfiance et d'isolement ont disparu, on est devenu plus sociable.

Une sorte d'esprit de corps s'est réveillé. Tout ce qui est professionnel intéresse au premier chef.

A toutes les initiatives du « Plateau Central » les syndiqués de Lescure ont apporté une adhésion et un appui empressés. Ils prennent une part prépondérante à tout ce qui se fait dans la commune : création d'une bibliothèque agricole, érection d'un monument aux Morts de la Guerre, projet de construction d'une usine pour l'éclairage électrique.

Une mutuelle-incendie, dont la fondation est antérieure à celle du syndicat, se développe sous l'influence de l'esprit syndical de plus en plus fort. Une grande partie des agriculteurs de la commune en fait partie.

Une caisse de crédit rural créée par le syndicat est devenue prospère. Elle prête sur place, mais depuis un certain temps déjà les emprunteurs font défaut, les profits élevés des dernières années permettant à chacun de faire face à ses besoins d'argent par ses seuls moyens. Par contre, le Syndicat ne cesse de faire appel à la Caisse rurale, qui met à sa disposition les sommes nécessaires pour ses nombreuses initiatives.

Les dépôts sont nombreux. En avril 1920, ils s'élevaient à plus de 150.000 francs, figurant en compte ouvert ou en bons de 3 et 5 ans à la Caisse Régionale de Crédit du Plateau Central. C'est un beau résultat; sans la Caisse rurale, l'argent liquide des agriculteurs de Lescure resterait improductif, les valeurs mobilières ne leur paraissant pas d'une réalisation courante et facile. En remboursant toujours sans retard, la Caisse a gagné la confiance de tous.

Au point où il en est parvenu, le syndicat de Lescure est un agent d'organisation professionnelle agricole remarquable. Les résultats obtenus, que nous avons pu entrevoir, chemin faisant, ceux qui se préparent pour demain (mutuelle-bétail, mutuelle-accidents, coopérative, cours d'agriculture, concours d'élevage et culturaux, assistance médicale, organisation de petits métiers ruraux, etc...) feront de lui un exemple type de ce qui peut être réalisé de plus complet, en très peu de temps, dans les communes de la région du Plateau Central.

Tout le mérite en revient à l'esprit de dévouement qui anime celui qui fut le créateur et l'inspirateur du groupement, l'abbé Chincholle, apôtre ardent qui a su faire passer dans les âmes de ses paroissiens une conviction profonde. Nul mieux que lui ne sait parler le langage qui touche l'homme de la terre, langage à la fois idéaliste et pratique, qui convient à son solide bon sens.

« Oh ! que je voudrais, écrivait-il en 1918, que les agriculteurs rouergats comprissent la force de l'idée syndicale, qu'ils sortissent de l'individualisme et groupassent leurs intérêts ! Ils ne seraient plus les éternelles « poires » qu'on pressure. Sans menacer de la grève, ni de la révolution, ils se feraient respecter en haut et à côté. Qu'ils songent que, de toutes parts, on crie haro sur le producteur, sans tenir compte de sa vie rude, de ses journées au grand soleil de seize et dix-huit heures, des aléas qu'il court, de la privation de tout confort, de la quote-part effrayante qu'il a fournie à la défense nationale et que, pendant que ses fils tombent là haut, lui n'a point de cinémas, ni de

maisons de plaisir, pour se distraire et gaspiller sottement et honteusement les quelques billets qu'il aura ramassés à la sueur de son front et dans un travail dépassant souvent les limites de la puissance de son organisme ! »

« Ses réserves, si réserves il y a, il les consacrerait à l'amélioration de son petit domaine, à l'augmentation de son cheptel, au perfectionnement de l'outillage agricole, à mettre dans son habitation comme dans sa vie, ce qui est juste et légitime, un peu plus de confort et de bien-être, à accroître son foyer, à faire aimer à ses enfants la bonne et féconde terre, et à leur donner une instruction plus professionnelle. En agissant ainsi, ne travaillera-t-il pas encore à la grandeur et à la prospérité de la France ? »

« Si ces quelques lignes donnaient à quelqu'un l'idée d'essayer d'un syndicat agricole, qu'il aille avec confiance, qu'il ne redoute ni les ennuis, ni les heures de travail. Qu'il songe surtout que le grain de blé, pour germer et mûrir, a besoin de la surveillance et du travail prolongé du laboureur, comme du soleil du Bon Dieu. Que lui non plus ne plaigne point la fatigue et même parfois le dégoût, mais qu'il mette tout son espoir en Dieu, qui a fait les hommes pour se soutenir et s'entr'aider¹. »

II. -- Le Syndicat Agricole de Roannes-St-Mary (Cantal)

Vers la même époque où se dessinait le mouvement d'organisation agricole dans l'Aveyron, un humble vicaire du Cantal rêvait de réaliser dans une commune importante l'union de tous ses paroissiens autour de l'idée syndicale. Rien ne paraissait le désigner spécialement pour cette propagande, sinon son amour pour les travailleurs de la terre qu'il tenait de son origine terrienne.

Toute une année durant, il s'attacha à gagner à ses idées les jeunes gens d'abord, puis quelques paysans parmi les plus instruits et les plus en vue de la commune.

1. Abbé CHINCHOLLE, *Bulletin paroissial de Saint-Affrique*, 1918.

Ce travail d'approche devait porter ses fruits. Une réunion eut lieu. Plus de 150 paysans s'y rendirent. M. Elie Sarrauste de Méthières, propriétaire important, connu et estimé dans la région pour sa compétence et son dévouement à la cause de l'agriculture, fit une conférence sur l'organisation et le fonctionnement d'un syndicat agricole. Le même jour, 9 mars 1909, le syndicat agricole de Roannes-Saint-Mary était créé, et ses statuts déposés à la Mairie.

Tous les agriculteurs n'entrèrent pas du premier jour dans le nouveau groupement. Quelques-uns le soupçonnaient de cacher une manœuvre politique, d'autres ne croyaient guère à son succès et voulaient attendre. 80 cependant se firent inscrire.

Sans plus tarder, le syndicat se mit au travail. Dès le 22 mars, une circulaire était adressée à tous les adhérents, les invitant à faire leur commande d'engrais de printemps. Environ 22.300 kilos de superphosphate minéral et 20.000 kilos de scories Thomas furent demandés et purent être livrés très rapidement. Le bénéfice sur les prix de commerce s'élevait à 20 %. En gare, des échantillons furent prélevés dans les formes légales et envoyés au Laboratoire de la Société des Agriculteurs de France. Le résultat de l'analyse, connu quelques jours après, montra aux paysans qu'ils avaient été servis consciencieusement.

Vint le moment d'ensemencer les « blés noirs ». 800 balles de phosphates furent commandées, jamais les paysans de Roannes ne se seraient doutés, quelques mois auparavant, qu'ils deviendraient d'aussi grands consommateurs d'engrais. Ce fut par une radieuse journée de printemps qu'ils allèrent les prendre à la gare. Près de 80 chars défilèrent devant les wagons du syndicat. Le secrétaire et le trésorier du syndicat étaient là pour prélever, comme précédemment, des échantillons d'engrais et les envoyer à l'analyse.

La cause du syndicat était définitivement gagnée, non pas que quelques paysans ne restassent encore convaincus que le vicairé avait voulu organiser surtout une entreprise

destinées à lui laisser de gros bénéfices. Mais, au moment de la reddition des comptes, les dernières préventions s'évanouirent, et aujourd'hui, personne ne met plus en doute le désintéressement des administrateurs du syndicat. C'est là une des conditions primordiales du succès de toute association similaire.

A l'automne de la même année, les adhésions au syndicat affluèrent et les commandes également. Le nombre des syndiqués passa de 80 à 120 et le chiffre d'affaires atteignit une douzaine de milliers de francs pour la première année.

Depuis lors, le succès du syndicat est allé en s'accroissant : 150 membres en 1910, 180 en 1912, 220 en 1913, 300 en 1914, 320 en 1920.

Son chiffre d'affaires s'est accru parallèlement.

12.975 francs en 1909.

27.122 francs en 1910.

16.758 francs en 1911.

26.034 francs en 1912.

30.225 francs en 1913.

31.822 francs en 1914.

Pendant la guerre, presque tous les membres du Bureau du syndicat furent mobilisés et les opérations suspendues. Au printemps de 1919, la vie syndicale reprit avec une intensité nouvelle. Il fallait se remettre au travail, donner aux terres épuisées les engrais nécessaires. Investi de la tâche difficile de procurer ces engrais aux agriculteurs, le syndicat la mena à bien, en dépit de la crise des transports.

De mai 1919 à mai 1920, il a pu faire distribuer 2.643 sacs d'engrais, soit 27 wagons (dont 20 de scories Thomas, engrais particulièrement apprécié dans la région).

Son chiffre d'affaires, en un an, s'est élevé à 160.135 fr.

L'activité du syndicat de Roannes-Saint-Mary ne devait pas se borner à faire de bonnes opérations commerciales. L'année même de sa fondation, un trieur Marot à grand débit (5 à 6 hectolitres à l'heure) fut mis à la disposition

des adhérents pour le nettoyage et la sélection de leurs semences.

Cette même année encore, une Caisse de Crédit Rural fut créée. Le paysan n'aimait pas à faire connaître ses besoins d'argent, les prêts ne furent pas nombreux tout d'abord. Il fallut recourir à de petites ruses pour encourager les hésitants, par exemple amener les agriculteurs les plus fortunés à venir, sans nécessité, emprunter à la Caisse rurale et obtenir d'eux l'autorisation de faire connaître leurs emprunts. Les prêts, qui s'élevèrent à 3.400 francs en 1909 et à 10.300 francs en 1910, ont atteint, en 1920, la somme de 17.900 francs, sans compter quatre prêts à long terme pour un total de 22.000 francs et un prêt à long terme de 8.000 francs à 1 % consenti à un mutilé de guerre (Loi du 9 avril 1918).

Une autre création du syndicat fut la mutuelle-incendie. Le succès de cette dernière fut immédiat. Elle date de 1911. Très appréciée des paysans, qui comprennent très bien son fonctionnement et ses avantages, le nombre de ses membres effectifs est de 53. A mesure que leurs polices expireront, tous les syndiqués se feront inscrire. Sans la guerre, qui a nui à la propagande individuelle, la mutuelle grouperait tous les agriculteurs de la commune.

A Roannes-Saint-Mary, comme partout, le syndicat agricole a commencé par être un facteur de bien-être pour la population rurale, en lui permettant d'augmenter le revenu tiré de la terre. Puis, il est devenu entre les paysans un lien puissant qui leur a fait prendre conscience de la solidarité professionnelle dont s'inspireront désormais leurs actes pour le plus grand bien de tous. Dans la pratique de l'association, une âme collective s'est formée, dont les manifestations récentes révèlent qu'un long chemin a été parcouru depuis le jour où les premiers militants de la commune jetèrent les bases du groupement.

Les syndiqués de Roannes ont construit la « *Maison du Paysan* » destinée à servir d'entrepôt pour les engrais, matériaux et outillage de toute sorte, mais aussi de salle

de réunion et de fêtes. Cette maison est le siège social de toutes les œuvres syndicales.

Elle est bien la maison de tous. Tous ont collaboré à sa création, donnant les bois de charpente, transportant gratuitement tous les matériaux. Les ouvriers agricoles eux-mêmes voulurent prendre part à l'œuvre commune et offrirent quelques journées de leur travail.

La « Maison du Paysan » s'élève aujourd'hui au milieu du bourg de Roannes-Saint-Mary, en bordure de la route de Marcolès à Aurillac. Elle a été inaugurée le 25 avril 1920. L'évêque de Saint-Flour avait été invité à venir la bénir. Ce fut une grande et touchante fête. Tous les agriculteurs de la commune étaient présents. Un banquet les réunit ensuite dans la grande salle des fêtes. Le maire, M. Montarnal, au nom de la municipalité, exalta l'œuvre accomplie, montrant dans « La Maison du Paysan » la « Bourse du Travail » de l'homme des champs. « Nous sortons de là, s'écria-t-il, non la haine au cœur et des paroles de haine sur les lèvres, mais toujours plus unis et plus vaillants, décidés à travailler davantage, afin d'assurer le plus vite possible le relèvement de la France, notre patrie bien-aimée ».

On peut dire que l'œuvre d'organisation professionnelle entreprise à Roannes a fait vraiment la conquête de l'âme paysanne. Les dirigeants du syndicat peuvent aller de l'avant, ils seront suivis. Il leur faut un champ d'expérience, ils le trouveront facilement. Ils veulent installer une puissante bascule, les fonds nécessaires ne leur manqueront pas. Ils songent à fonder une société pour l'exploitation d'une manière qui peut être la fortune pour la commune de Roannes-Saint-Mary, cette idée aboutira comme bien d'autres. L'esprit existe désormais, qui crée et fait vivre les œuvres rurales, dans ce coin de Haute-Auvergne que l'individualisme le plus étroit étouffait il y a quelques dix ans ¹.

1. Nous devons à l'obligeance de M. l'abbé Molénat les renseignements qui nous ont permis d'écrire les lignes ci-dessus.

III. -- Le Syndicat Agricole de St-Germain-du-Teil (Lozère)

Fondé en 1912, le syndicat agricole de Saint-Germain du Teil comprenait, avant la guerre, 70 adhérents. Il en compte aujourd'hui 119, c'est-à-dire la presque totalité des chefs de maison (la commune a environ 1.000 habitants).

L'achat en commun des denrées agricoles, fut le but que se proposèrent d'abord les nouveaux syndiqués. Bientôt ils créèrent des champs d'expériences pour les engrais, qui n'avaient été, jusqu'alors, que timidement employés. La leçon de ces modestes essais a été profitable, puisque de 10 sacs en 1912, la consommation d'engrais s'est élevée à quatre wagons en 1920.

Le syndicat a donc développé activement la pratique des engrais et la production.

On lui doit aussi la fondation d'une mutuelle-bétail, d'une mutuelle-incendie et d'une caisse de crédit rural.

Mais l'initiative vraiment originale, qui pourrait être imitée utilement par beaucoup d'autres syndicats, fut l'achat d'une batteuse automobile qui est la propriété du Syndicat. Les fonds nécessaires à cette acquisition furent prêtés par la Caisse de crédit. Le prix, 3.500 francs, a été déjà amorti jusqu'à concurrence de 3.000 francs. A partir de l'an prochain, la batteuse syndicale pourra donc travailler dans des conditions particulièrement avantageuses pour les adhérents du syndicat : en se contentant d'un prix tout à fait réduit, le syndicat pourra faire face aux frais d'entretien et de main-d'œuvre nécessaire à la marche de la machine, et en même temps constituer une réserve destinée aux réparations et au renouvellement du matériel.

La vie du syndicat de Saint-Germain du Teil ne s'est guère ralentie pendant la guerre, bien que son actif secrétaire, M. Gabrillargues, ait été mobilisé. Les deux jeunes sœurs de ce dernier l'ont suppléé avec une compétence et un dévouement admirables.

IV. -- Le Syndicat Agricole de Gabriac (Aveyron)

Ce syndicat, créé le 30 août 1905, d'où est sorti le mouvement du Plateau Central, s'était placé, dès son origine, sur le terrain de l'organisation professionnelle.

Aussi, dès la première année de son existence, avait-il fondé une Caisse de secours pour les malades, une mutuelle-bétail, une mutuelle-incendie, une caisse d'épargne, auxquels vint s'ajouter, peu après, une caisse de Retraites, qui fusionna avec la Caisse régionale du Plateau Central, dès que celle-ci fut créée.

Le syndicat de Gabriac acquit ensuite une bascule d'une force de 10.000 kilos et un trieur. Son fondateur avait aussi envisagé la création d'un tribunal arbitral, pour la solution amiable des litiges, qui n'a jamais eu l'occasion de fonctionner. En 1912, une maison syndicale fut construite comprenant un rez-de-chaussée, une grande salle de réunion communiquant avec un grand hangar (la salle et le hangar peuvent contenir jusqu'à 500 personnes).

Au premier étage, un logement a été prévu pour le secrétaire. Attenant à l'immeuble, existe un champ d'expérience.

Le syndicat de Gabriac n'avait pas négligé, d'ailleurs, les opérations commerciales, et dès 1905, il put fournir des quantités importantes d'engrais, maïs, tourteaux et semences, à ses adhérents. Des ventes de laine et de lait de brebis furent également réalisées cette même année. Les marchandises étaient portées à la gare par un attelage syndical, deux vaches, dont les produits étaient vendus au profit de la caisse du syndicat.

C'est ainsi que l'Union centrale des syndicats des Agriculteurs de France, voulant récompenser l'activité de ce groupement professionnel, ne crut mieux faire que de lui décerner, en 1912, le prix Trésor de la Roque, d'une valeur de 300 francs et une médaille d'or.

« Ce syndicat, disait M. de Clermont Tonnerre, secrétaire général de l'Union, dans son rapport, a été la véritable

cellule d'où est sorti tout le mouvement du Plateau Central. Il mérite, par ses initiatives et les services rendus, les plus hautes récompenses de l'Union Centrale ».

Le syndicat de Gabriac a aujourd'hui une succursale de la Coopérative du Plateau Central. Tous les agriculteurs de la commune en font partie. Il est actionnaire ou porteur de parts de la plupart des caisses régionales ou sociétés filiales de l'Union du Plateau Central.

CHAPITRE II

L'Assurance Mutuelle⁽¹⁾

Si, plus que partout ailleurs, dans le Plateau Central, la profession agricole est délaissée et la terre désertée, il faut reconnaître qu'une des grandes causes de cet état de choses réside dans les risques trop nombreux qui menacent l'homme des champs.

Un incendie allumé accidentellement ou par la malveillance d'un voisin peut anéantir, en quelques instants, la ferme, son outillage, son bétail. Et ce dernier est aussi guetté par les accidents et les maladies.

La grêle, la gelée peuvent détruire ses récoltes qui sont le fruit d'un long labeur.

Après avoir peiné opiniâtrement toute sa vie, le paysan arrive souvent au seuil de la vieillesse, à l'âge des infirmités, sans avoir pu s'assurer une réserve de ressources suffisantes pour se mettre à l'abri du besoin, alors qu'il ne peut plus travailler.

1. L'assurance mutuelle contre les risques professionnels agricoles fut organisée en France par la loi du 4 juillet 1900, qui en fit une application des droits généraux accordés aux syndicats agricoles par la loi du 21 mars 1884, une manifestation de la faculté que confère cette loi aux agriculteurs de se concerter pour l'étude et la défense de leurs intérêts professionnels.

La loi du 4 juillet 1900 est ainsi conçue :

« Les sociétés ou caisses d'assurances mutuelles agricoles qui sont gérées et administrées gratuitement, qui n'ont en vue et qui,

Vivant isolé, aux prises avec les dangers inhérents à sa profession, il est inquiet, ne connaît pas la sécurité ; la continuelle menace, qui pèse sur lui, lui fait croire, de loin, que les professions commerciales et industrielles assurent une vie exempte de soucis.

Trouver le moyen de calmer cette inquiétude, en créant de la sécurité, c'est contribuer pour beaucoup à retenir le paysan à la terre.

Ce moyen existe : c'est l'assurance, dont le but n'est pas d'empêcher le risque, d'éloigner le danger, mais de réparer le sinistre réalisé, et par là d'empêcher les conséquences ruineuses qui pourraient en résulter.

Recourir aux sociétés anonymes d'assurances, pour couvrir les risques agricoles, serait s'engager dans une mauvaise voie, l'assurance ainsi pratiquée serait difficilement réalisable et trop coûteuse, en raison de l'étendue, de la variété et de la dispersion des risques.

L'assurance par des Caisses d'Etat entraînerait pour le pays des frais énormes, la création d'une armée de fonctionnaires nouveaux, et par suite de l'intrusion fatale de la politique dans ces organismes, un régime de faveurs aux amis du pouvoir qui ruinerait très vite toute confiance chez les assurés.

Reste l'assurance mutuelle par les agriculteurs eux-mêmes, qui met d'accord tous les intérêts en présence. Elle présente aussi toutes les garanties désirables de surveillance facile, chaque assuré ayant intérêt à empêcher la fraude ; d'économie, toutes les fonctions directrices étant gratuites ; de sérieux, les premiers rôles étant attribués

en fait, ne réalisent aucun bénéfice, sont affranchies des formalités prescrites par la loi du 24 juillet 1867 et le décret du 22 juillet 1868, relatifs aux sociétés d'assurances.

» Elles pourront se constituer en se soumettant aux prescriptions de la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels.

» Les sociétés ou caisses d'assurances mutuelles agricoles ainsi créées seront exemptes de tous droits de timbre et d'enregistrement autres que le droit de timbre de 10 centimes prévu par le paragraphe I^{er} de l'article 18 de la loi des 23 et 25 août 1871. »

aux plus dignes, à ceux qui inspirent le plus de confiance.

Ces garanties précieuses offertes par l'assurance mutuelle ne peuvent se trouver réunies que dans un cadre limité, en principe le cadre communal. Les institutions rurales d'assurance mutuelle sont essentiellement professionnelles, c'est-à-dire formées entre hommes de la même profession, et leur succès dépend du dévouement et de la moralité de chacun des adhérents, qui doivent se connaître et pouvoir s'apprécier mutuellement.

« C'est au pied du clocher du village qu'on se rencontre, qu'on peut se grouper et se prêter une aide mutuelle, unissant le présent et l'avenir à la forte chaîne du passé et des traditions ¹ ».

L'association d'assurance mutuelle apparaît comme le fruit du syndicat agricole communal, la manifestation première de l'altruisme que fait naître ce rapprochement d'hommes exerçant la même profession. Résultat magnifique que soulignait déjà, en 1906, M. de Vogué au Congrès National des Syndicats agricoles de Vannes :

« Comment douter, disait-il, de l'arbre qui produit de tels fruits, de cet arbre dont le syndicat est comme le sauvageon et la mutualité la greffe ? C'est à tort qu'on cherche parfois à les séparer : ils se complètent merveilleusement ; de même que la greffe ne saurait se passer du sauvageon, de même le syndicat est le support nécessaire des institutions de mutualité. Il développe l'esprit d'association en l'appliquant tout d'abord aux besoins matériels, il permet aux diverses aptitudes de se faire connaître, il met son organisation au service des œuvres annexes, qui y trouvent sans frais des bureaux, des administrateurs, des appuis de tout genre, mais, par dessus tout, il leur donne la base la plus solide : celle de la profession ².

La nécessité de donner aux mutuelles une circonscription restreinte, qui sera généralement celle du syndicat agricole

1. DE MARCILLAC, *Les Syndicats agricoles*, p. 138.

2. Cité par de Marcillac, p. 137.

local, afin de réaliser pleinement en elle les conditions d'une aide mutuelle entière et facile, ne permettrait pas de créer contre les risques agricoles une sécurité absolue, si elle ne pouvait se concilier avec une organisation régionale.

Cette dernière seule peut aboutir à une division suffisante des risques dans le temps et dans l'espace, en englobant un grand nombre d'assurés, et en rendant possible la constitution d'importantes réserves.

C'est pourquoi, les mutuelles locales, dès leur origine, dans toutes les régions où elles ont vu le jour, et en particulier dans le Plateau Central, ont été amenées à pratiquer la *réassurance*, et que des Caisses Régionales se sont créées dans ce but.

Nous allons voir comment, dans le Plateau Central, se développa, en très peu d'années, l'assurance mutuelle sous ses diverses formes : assurance contre l'incendie, assurance bétail, assurance-accidents, retraites ouvrières et paysannes.

a) L'Assurance Mutuelle contre l'Incendie

L'assurance contre l'incendie était, de toutes les assurances, celle qui avait le plus pénétré dans les campagnes du Plateau Central, au moment où commença le grand effort de vulgarisation de l'assurance mutuelle.

Les Compagnies anonymes d'assurances comptaient un grand nombre de polices dans chaque localité, même les plus éloignés des centres populeux, et avaient des agents partout.

Ce succès était dû à diverses causes, dont la principale était la fréquence des incendies. Frappés par l'exemple des pauvres sinistrés ruinés sans retour par le feu et réduits à une situation misérable, les habitants s'assuraient pour le plus grand nombre, en dépit des taux élevés des primes d'assurance. La peur du feu, engendrée par l'exemple des sinistres fréquents, était telle qu'elle avait même accredité couramment la légende que les compagnies provoquaient des incendies pour faire naître dans toute une région le

besoin de l'assurance. En fait, chaque sinistre était suivi d'une abondante récolte de polices.

En dehors des mobiles de prudence, l'emprise des Compagnies d'assurances sur la région du Plateau Central s'explique par l'action et la propagande âpre de leurs nombreux agents, qu'elles savaient intéresser par des commissions importantes allant parfois jusqu'au quart des primes versées par les assurés. Guidés avant tout par leur intérêt personnel, ces agents acceptaient tous les risques, rédigeaient mal les polices, commettaient dans les tarifications des erreurs souvent considérables, l'essentiel pour eux étant de percevoir le plus de commissions possible.

Cependant, si l'assurance contre l'incendie était de pratique courante, les agriculteurs n'avaient pas une grande sympathie pour les Compagnies d'assurances et pour leurs agents. Les griefs ne manquaient pas contre eux.

Les tarifs imposés étaient beaucoup trop élevés et hors de proportion avec les risques assurés, permettant ainsi de réaliser de gros bénéfices sur les assurances des campagnes, de manière à compenser les contrats plus onéreux des villes et de l'industrie.

De nature essentiellement commerciale, les Compagnies avaient soin de rédiger leurs statuts et les règlements imposés aux assurés au mieux des intérêts de leurs actionnaires¹, avec des clauses très élastiques lorsqu'il s'agissait de leurs obligations, très serrées au contraire, lorsqu'il s'agissait de leurs droits, avec des cas de déchéance

1. Les grandes compagnies d'assurances ont connu une prospérité extraordinaire. Leurs actions ont monté à des chiffres qui représentent 10, 15, 20 fois le capital initial.

« Cette prospérité phénoménale va d'ailleurs toujours en progressant, écrivait M. Pelud, il y a près de vingt ans. D'après la statistique que nous avons sous les yeux, dans un espace de dix ans, le chiffre net des primes encaissées accuse, pour les dix-neuf principales compagnies, une augmentation de 9 fr. 68 %. L'excédent des recettes sur les dépenses a augmenté de 44 fr. 06 %. Dans l'actif des compagnies, on constate en fonds placés, agences et débiteurs divers, une augmentation de 19,17 %. Dans le même

sans nombre pour les assurés, le tout très habilement rédigé et imprimé en caractères microscopiques, de manière à ne point éveiller la méfiance des intéressés.

Si un sinistre survenait, armé d'une police pleine d'échappatoires, le pauvre assuré se trouvait bien faible devant une Compagnie puissante et résolue à payer le moins possible. Il n'obtenait souvent qu'une réparation dérisoire, quand il n'était pas frustré par des agents habiles et sans scrupules. Peu instruit, et intimidé, il n'osait pas intenter un procès, chose trop compliquée et trop aléatoire, et acceptait le sort que lui faisait la Compagnie.

Ce régime prolongé pendant un demi-siècle explique assez la défaveur très méritée à laquelle étaient parvenues les Compagnies d'assurances dans les départements du Plateau Central, et pourquoi le milieu se trouvait favorable à l'éclosion de l'assurance mutuelle contre l'incendie, lorsqu'en 1906 se fondèrent les premières sociétés locales.

Il n'en fallut pas moins un vigoureux effort de propagande pour triompher de la méfiance des agriculteurs à l'égard de toute innovation, méfiance soigneusement entretenue par les critiques sournoises répandues par les Compagnies anonymes d'assurances et par leurs agents. A leurs dires, la sécurité de l'assurance mutuelle était illusoire, les sociétés mutuelles, même groupées, n'offrant pas des garanties suffisantes.

Puis, lorsqu'une propagande intelligente avait fait comprendre le néant de ces critiques et prouvé que, grâce

espace de temps, les réserves ont augmenté de 34 % et ont dépassé 100 millions. »

D'après le même auteur, le budget annuel des dix-huit principales compagnies accusait un excédent de recettes de plus de 24 millions.

Et il n'est pas étonnant qu'on ait pu écrire dans le *Bulletin financier des assurances*, numéro du 30 mars 1896 : « Les valeurs d'assurances constituent un placement de premier ordre, en raison de leurs revenus, et surtout par la progression du cours des actions. Ce sont les titres qui ont procuré à leurs détenteurs les plus fortes augmentations de capital... » (Cité par Pelud).

au système de la réassurance à trois degrés, l'assurance mutuelle ne laissait rien à désirer, on s'essayait à contester la légalité des mutuelles incendies ¹.

Des conférences très simples, sans appareil, faites dans les communes par des jeunes hommes ardents et convaincus de l'excellence de l'œuvre entreprise, des tracts répandus à profusion dissipèrent rapidement les effets de ces critiques intéressées et firent comprendre à tous les avantages considérables qu'apportaient les mutuelles-incendie.

*
**

Au moment où commençait cette propagande dans les départements de l'Aveyron, de la Lozère, du Cantal, les Mutuelles-Incendie existaient déjà en grand nombre dans le Sud-Est. Les créateurs de ces dernières, hommes de doctrine sûre et d'expérience furent, pour les initiateurs du Plateau Central, des guides sur les traces desquels ils s'appliquèrent à marcher.

Leur tâche devait en être d'autant facilitée, puisqu'à l'action de la parole ils pouvaient ajouter la force de l'exemple.

Les avantages de l'assurance mutuelle, exposés clairement, brièvement, à la lumière des résultats, frappaient vivement

1. Ces attaques contre les mutuelles-incendies sont restées à peu près stériles et ne trouvent plus aujourd'hui aucun crédit en France.

Au reste, la jurisprudence en a fait justice depuis longtemps déjà. Un arrêt de la Cour d'appel de Dijon, en date du 9 mars 1908, rejeta la prétention d'une association d'agents d'assurances qui, contestant la légalité des mutuelles-incendies du département de la Haute-Marne, leur demandait des dommages-intérêts pour concurrence illicite.

Cet arrêt fut confirmé par la Cour de cassation (24 mai 1913) qui décida, en outre, que les caisses de réassurance des mutuelles-incendies ont la personnalité juridique contestée par les compagnies d'assurances.

les cerveaux positifs des terriens peu enclins à se laisser prendre par des mots creux.

On les résumait à peu près ainsi :

1^o Réduction de 20 % sur les tarifs des Compagnies anonymes d'assurances ;

2^o Economie des impôts, timbre et enregistrement grevant les polices des Compagnies et pouvant atteindre jusqu'à 20 %¹ ;

Soit au total, une économie immédiate d'environ 40 %.

3^o Conservation des primes dans le pays, au lieu de les perdre à jamais en les donnant aux Compagnies d'assurances ;

4^o Constitution de réserves qui vont en s'accumulant et seront assez importantes un jour pour que les revenus des sommes ainsi amassées suffisent à faire face aux sinistres, sans qu'il soit nécessaire d'exiger des assurés le paiement de primes annuelles ;

5^o Développement de l'esprit de solidarité chez les membres d'une même mutuelle qui, ayant des intérêts communs, s'habituent à se rendre service et à s'aider ;

6^o Diminution notable du nombre des sinistres (estimée par les Compagnies elles-mêmes à 25 %) grâce à une conscience plus développée de l'intérêt de tous, grâce aussi à la surveillance réciproque exercée par les assurés eux-mêmes ;

7^o Empressement à régler les sinistres, qu'on ne trouve pas toujours chez les Compagnies anonymes, et aussi, en général, générosité plus grande dans l'estimation des dégâts ;

8^o Disparition des procès onéreux et pleins d'embûches pour les assurés.

1. Une loi récente, du 15 juin 1919, a frappé les contrats d'assurance passés aux compagnies anonymes d'assurances d'un nouvel impôt, auquel échappent les mutuelles, d'où nouvelle économie sur le coût de l'assurance, que l'on peut estimer à 15 %.

*
**

Une fois le terrain préparé par l'action individuelle et le tract, une conférence était donnée par Maurice Anglade ou un de ses collaborateurs. Elle aboutissait généralement à la fondation d'une Mutuelle-Incendie ¹.

Cette création se faisait de la manière la plus simple. Il suffisait de recueillir l'adhésion de 7 membres au moins, présentant toutes les garanties d'honorabilité désirables, s'engageant pour une durée minima de 5 ans.

Afin de grouper rapidement un nombre important d'adhérents, on admettait, outre les membres titulaires versant réellement leurs primes annuelles, des membres expectants encore liés par un contrat à une Compagnie d'assurances, mais s'engageant à devenir membres effectifs de la Mutuelle, à l'expiration de ce contrat.

Seuls, les risques agricoles pouvaient être assurés par la Caisse d'assurance mutuelle, c'est-à-dire les risques relatifs aux bâtiments de ferme, instruments, bestiaux, récoltes, au risque locatif.

*
**

La Caisse Régionale-Incendie du Plateau Central. —

Les sociétés mutuelles locales, fondées suivant ce processus, dans le Plateau Central, eussent été dans l'impossibilité d'offrir à leurs adhérents une sécurité parfaite, si elles n'avaient eu recours à la réassurance.

Les premières Mutuelles-Incendie fondées en Aveyron, de 1905 à 1908, réassurèrent les 9/10 de leurs risques à la Mutualité Française.

C'était un premier stade provisoire dans la vie de ces Sociétés.

1. Les statuts-types adoptés par les mutualistes du Plateau Central furent ceux qui avaient été rédigés par l'Union du Sud-Est.

A l'instigation de l'Union Centrale des Syndicats des Agriculteurs de France, et après entente avec les représentants des Mutuelles-Incendies des départements voisins, la création d'une Caisse Régionale fut décidée, à laquelle se rattacheraient les sociétés déjà existantes de l'Aveyron, du Cantal, de la Lozère, et du Puy-de-Dôme.

Le 21 octobre 1909, une assemblée constitutive réunissant les délégués¹ des mutuelles-incendie de ces quatre départements, eut lieu à Rodez, et la constitution définitive de la Caisse Régionale fut acclamée.

Maurice Anglade développa les raisons d'être de la nouvelle Institution et en expliqua le fonctionnement. Les statuts, établis avec beaucoup de soin, furent discutés et approuvés. Un Conseil d'administration fut nommé à raison d'un membre par groupe de 5 mutuelles².

Dans sa première séance, le 18 décembre 1909, le Conseil constitua son Bureau pour l'année 1909-1910 :

Président : M. Maurice Anglade ;

Vice-Président : M. Philippe de Las Cases ;

Assesseurs : MM. le docteur Mazoyer, Elie Sarrauste de Menthnières, Verdier, Albert Alazard ;

Secrétaire : M. Henri Canitrot.

1. Étaient représentées : 14 mutuelles de l'Aveyron sur 17, 12 de la Lozère sur 18, 3 du Cantal sur 4, 2 du Puy-de-Dôme.

2. Furent désignés :

Pour l'Aveyron. — M. Maurice Anglade, administrateur de la Mutuelle de Gabriac; M. P. Barrès, administrateur de la Mutuelle de Colombières; M. H. Canitrot, administrateur de la Mutuelle de Vezins; A. Alazard, administrateur de la Mutuelle de Lassouts.

Pour la Lozère. — Le docteur Mazoyer, administrateur de la Mutuelle de Villefort; M. J. Gilles, administrateur de la Mutuelle de Cubières; M. Ph. de Las Cases, administrateur de la Mutuelle de Prinsuéjols; M. C. Salles, administrateur de la Mutuelle du Buisson.

Pour le Cantal. — M. Elie Sarrauste de Menthnière, administrateur de la Mutuelle de Lacapelle-del-Fraysse.

Pour le Puy-de-Dôme. — M. P. Verdier, administrateur de la Mutuelle de Saint-Martin-d'Ollières.

Rôle de la Caisse Régionale-incendie du Plateau Central. La Réassurance. — Cette Société est un organe de réassurance pour les Caisses locales. Si ces dernières restaient isolées, elles courraient les plus graves dangers, les avantages qu'elles offrent à leurs adhérents seraient un leurre, s'ils étaient exposés à se trouver, au moment des sinistres, en présence d'une caisse incapable de faire face aux pertes subies.

En d'autres termes, l'assurance contre l'incendie par une mutuelle n'a de valeur pratique que si elle s'appuie sur des garanties suffisantes.

Lorsque les réserves — accumulées par les mutuelles locales s'élèveront à des sommes très importantes, assez importantes pour couvrir les prévisions de sinistres les plus pessimistes, elles constitueront ces garanties nécessaires. Ce moment n'arrivera qu'après une longue existence.

En attendant, les mutuelles doivent chercher leurs garanties dans la Réassurance, système très simple qui apporte toute sécurité, une sorte « d'assurance entre assurances », une Mutualité d'assurances. La Réassurance groupe les mutuelles comme les mutuelles groupent les individus ¹.

En fait, la réassurance des caisses locales par la Caisse Régionale réalise une extrême division des risques, celles-là gardant une proportion des risques variable suivant l'importance de leurs réserves et de leur capital de garantie, et passant le surplus à la Caisse Régionale.

Au début de son existence, une caisse locale, ayant des ressources très réduites, estimera prudent de ne conserver qu'un ou deux dixièmes des risques, puis trois, quatre dixièmes, au fur et à mesure de son enrichissement.

La règle généralement suivie dans le Plateau Central pour une Mutuelle qui n'a ni capital de garantie, ni réserves appréciables, est de conserver deux dixièmes des risques et des primes, avec un maximum de 3.000 francs par risque unique ou contigu.

1. PELUD et DES ESSARTS, *L'Assurance agricole mutuelle contre l'incendie*.

Ainsi, sur un immeuble de 3.000 francs, elle peut garder la totalité du risque et de la prime; sur un immeuble de 10.000 francs de un à trois dixièmes; sur un immeuble de 30.000 francs, un dixième seulement; sur des immeubles d'une valeur encore supérieure, 3.000 francs au plus de cette valeur, et la prime correspondante.

Mais grâce aux subventions de l'Etat, de la Commune, du Département, de diverses Sociétés, même des particuliers, grâce aussi aux ristournes de la Caisse régionale, chaque Caisse locale peut se constituer une réserve qui lui permettra d'élever le chiffre maximum des risques à prendre à sa charge.

La constitution d'un capital de garantie souscrit par les adhérents de la Caisse ou par des amis de l'œuvre, mais non versé, est encore une garantie qui permet d'assumer une plus grande part des risques assurés. On admet que le maximum de 3.000 francs, dont nous venons de parler, peut être augmenté de 1.000 francs sur chaque risque pour chaque somme de 1.000 francs portée aux réserves ou au compte de garantie.

*
**

La Caisse Régionale ne procède pas autrement Elle demande à la réassurance sa principale sécurité, et c'est la Caisse Centrale des Agriculteurs de France qui joue le rôle de réassureur. Cette dernière est un organe de compensation entre les Caisses Régionales de France, qui conservent d'ailleurs leur autonomie et leur autorité¹.

La première année de son existence, la Caisse Régionale très prudente ne garda que deux dixièmes du risque sur chaque police reçue par les Mutuelles locales, avec un maximum de 6.000 francs, se réservant la faculté de

1. La Caisse Centrale des Agriculteurs de France, 8, rue d'Athènes, Paris, n'assume pas elle-même la totalité des risques reçus des caisses régionales. Elle se réassure à la « Mutualité française ».

conserver intégralement les risques inférieurs à ce chiffre.

A mesure qu'augmentait le nombre des polices souscrites, un quantum plus important de dixièmes du risque put être conservé : le maximum de 6.000 francs fut augmenté progressivement, à raison de 1.000 francs pour chaque nouveau millier de polices souscrites.

En 1919, la Caisse Régionale pouvait déjà assumer les 4/10 et demi de chaque risque par suite de son développement et grâce à son capital de garantie souscrit, qui, d'abord de 5.000 francs, avait été porté à 100.000 francs en 1916.

*
**

Plus important encore que ce rôle de réassureur est le rôle moral et social de la Caisse Régionale-Incendie du Plateau Central. Elle est la tête d'un organisme toujours en croissance, qui a besoin d'une impulsion intelligente et dévouée.

Dirigée par des hommes qui se sont faits les ardents propagateurs des idées mutualistes, elle offre aux mutuelles locales toutes facilités de renseignements soit pour leur organisation intérieure initiale, soit pour leur fonctionnement. Elle leur procure tous les imprimés et registres nécessaires¹. Avec une grande compétence, elle fait tout le travail matériel des polices qu'elle rédige, apprécie les risques proposés à l'assurance, applique les tarifs, fait la répartition des risques et des primes.

En cas de sinistre, c'est elle encore qui procède à l'expertise et au règlement des dégâts, gère toute la comptabilité.

Outre ses rapports avec les Mutuelles locales, la Caisse Régionale en entretient de constants avec la Caisse Centrale des Agriculteurs de France, son réassureur, et avec la

1. Les registres indispensables sont : le livre de caisse, le livre des polices, le livre des sociétaires, le livre des procès-verbaux, un carnet de reçus à souches.

Mutualité Française, pour tout ce qui a trait à l'assurance des risques non agricoles.

Lorsqu'elle fut fondée, le 21 octobre 1908, la Caisse Régionale-Incendie groupait 32 Mutuelles-Incendie de l'Aveyron, de la Lozère, du Cantal et du Puy-de-Dôme.

Dès 1910, ce nombre était porté à 80. L'année suivante, il s'élevait déjà à 110, avec mille polices environ (Avril 1911).

En Octobre de la même année, le Bulletin de la Fédération des Associations Agricoles pouvait annoncer à ses lecteurs que la Caisse Régionale était à la tête de 127 Mutuelles locales, et que sa croissance, depuis le 1^{er} Janvier 1911, se chiffrait par 100 polices par mois.

Le tableau suivant donne une idée de cette heureuse progression :

Années	Caisses	Polices	Capitaux assurés	Primes
1909	34	233	1.876.400 »	2.010 »
1910	80	520	4.925.330 »	5.336 60
1911	135	1.330	12.676 065 »	13.572 71
1912	171	2.252	22.547.455 »	24.204 72
1913	188	3.030	32.615 575 »	35.153 52

Ces résultats étaient pleins de promesses pour l'avenir.

A l'assemblée générale qui eut lieu à Rodez, le 5 Octobre 1912, M. Rabier, Directeur de la Caisse Régionale-Incendie du Plateau Central, rendant compte des progrès réalisés, s'efforçait d'en dégager les raisons en ces termes :

« Si la Caisse Régionale a fait des progrès très rapides, Messieurs, elle le doit sans nul doute, tout à la fois au travail qui a précédé sa fondation, au système d'assurance adopté par elle, à son organisation intérieure, aux nombreuses conférences qui ont été données¹. »

« Pour quiconque consulte le dossier relatif à la consti-

1. De la fondation de la Caisse régionale au 31 décembre 1912, plus de 200 conférences avaient été données et un tract de propagande édité à 10.000 exemplaires.

tution de la Caisse Régionale, un fait frappe l'attention : c'est le nombre considérable de lettres échangées, de visites faites, de conférences données en vue de la création des Mutuelles destinées à former le noyau de la Caisse Régionale ».

« Tout ce travail considérable, qui a préparé le succès actuel, porte plusieurs signatures sans doute, mais la part la plus étendue et la plus délicate est l'œuvre de notre inlassable président ».

Il est juste de reconnaître qu'à cette action prépondérante de Maurice Anglade répondit avec empressement celle de l'élite des propriétaires ruraux. Attirés par les garanties très sérieuses que leur offrait le système très simple de la réassurance, ils avaient donné l'exemple aux petits et moyens propriétaires et aux fermiers, qui n'avaient pas tardé à les suivre dans la voie de la mutualité.

Dès le début, le service intérieur de la Caisse Régionale avait donné entière satisfaction par le soin et la célérité avec lesquels il répondait aux demandes de renseignements et rédigeait les polices, suivant ainsi les bonnes règles qui font le succès des commerçants actifs et industriels.

Un service d'inspection avait été créé, qui avait déjà obtenu de sérieux résultats, en aplanissant beaucoup de difficultés.

Enfin, l'appui moral et quelques subventions accordés à l'Institution récente par la société d'Encouragement aux Institutions rurales du Plateau Central, par la Solidarité Aveyronnaise, et surtout par le Syndicat agricole de l'Aveyron, avaient eu également une grande part dans le succès.

*
**

Pendant la guerre, il était à craindre que les mutuelles, très éprouvées par le départ de leurs adhérents les plus actifs, par la disparition de beaucoup d'entre eux, ne vissent leurs progrès enrayés et même leur fonctionnement compromis.

Elles connurent, en réalité, un ralentissement dans leur progression, mais elles continuèrent à fonctionner souvent grâce aux concours des femmes des mobilisés.

Les règlements de comptes ne s'opérèrent pas sans difficultés dans tous les cas, mais ces difficultés furent toujours aplanies grâce au concours de la Caisse Régionale. Celle-ci se chargea d'établir les quittances des caisses dépourvues de secrétaires et de faire recouvrer les cotisations par la poste.

Le nombre des caisses locales resta stationnaire avec un chiffre d'affaires augmenté, en dépit de toutes les difficultés rencontrées, ainsi que le font ressortir les chiffres suivants :

Années	Caisses	Polices	Capitaux assurés	Primes
1914	207	3.741	41.116.065 »	44.651 60
1915	206	3.925	44.290.069 »	48.333 90
1916	206	4.146	48.787.219 »	53.629 10
1917	206	4.405	54.324.357 »	60.058 00
1918	206	4.661	62.506.132 »	69.814 95
1919	206	5.082	74.380 348 »	85.000 00 (1)

Dès 1919, la démobilisation ayant rendu à la terre des éléments jeunes et actifs, la propagande put reprendre plus suivie et plus énergique, et déjà on peut envisager de nouveau des progrès très rapides. L'épreuve terrible de la guerre, qui a laissé debout l'édifice, a prouvé du même coup que celui-ci était solide et susceptible d'un développement de plus en plus magnifique. Alors que le syndicat

1. Mutuelles-incendie affiliées à la Caisse régionale du Plateau Central :

Aveyron. — Agen, Alpuech, Alrance, Albignac, Anglars-de-Rignac, Anglars-le-Cayrol, Arcanhae, Arvieu, Aubin, Artigues, Auzelle-Verlac, Auriac, Auzits, Balsac, Banhars, Bar, La Bastide-l'Evêque, Bonnefon, Bournazel, Brandonnet, Brasc, Broquiès, Bruéjoul, Calmels-et-le-Viala, Calmont, Canet, Cantoin, Capelle-Bonance, Caplongue, Carcenac-Peyralès, Cassagnes-Bégonhès, Cassagnes-Goutrens, Centrés, Claunhae, Compolibat, Comps-Grandville, Condom, Coubisou, Cruéjoul, Curières, Druelle, Durénque, Escandolières, Flagnac, Flavin, Foissac, Fondamente, Frayssinhes, Gabriac, Gaillac, Galgan, Golinhae, Grandvabre, Huparlac, Lalo, Lanuéjoul, Lassouts, Laval-Roquecezière, Lavaysse-Vezins, Lax, Lescure, Livinhae-le-Haut, La Lourbière, Lue, Lugnan, Lunac, Lunet-Prades, Malleville, Manhae, Monte-

a une vie plus dépendante des variations du milieu. des conditions de la vie, est très touché, par exemple, par une crise comme celle des transports, la Mutuelle-Incendie s'impose et vit par la simplicité même de son mécanisme.

L'avènement de la paix ne mit pas fin immédiatement aux difficultés créées par la guerre, et le rôle d'éducation, qui incombe à la Caisse Régionale, est toujours des plus importants. Une question préoccupa beaucoup les dirigeants de l'œuvre dès avant la fin des hostilités et continue à les préoccuper maintenant : l'insuffisance d'assurance par suite de la hausse générale subie par les prix de toutes choses.

Les valeurs assurées, qu'elles soient des bâtiments ou leur contenu, cheptels et récoltes, ayant augmenté dans des proportions extraordinaires, ne sont plus que médiocrement couvertes par les assurances souscrites aux tarifs d'avant-guerre. Dans ces conditions, en cas d'incendie, les sinistrés risquent de ne recevoir, en indemnités, qu'une partie du montant des valeurs détruites. Ainsi, une maison assurée pour 5.000 francs et en valant maintenant 10.000 vient à brûler : le propriétaire ne recevra que 5.000 francs, c'est-à-dire la moitié de la valeur réelle.

zie, Marciillac, Le Mauron, Mayran, Monastère-Cabrespines, Montagnol, Monthazens, Monteils-de-Najac, Monteils-de-Saint-Sernin, Montlaur, Montpeyroux, Montrozier, Morlhon, Murasson, Murols, Le Nayrac, Ols-et-Rhinodes, Peyrusse, Pierrefiche, Pomayrols, Pons, Pont-de-Salars, Le Port-d'Agrès, Pradinas, Prévinquières-de-Rieupeyroux, Pruines, Recoules-Prévinquières, Rieupeyroux, Rivière-de-Rieupeyroux, Rignac, Rives, Saint-Aignan, Saint-Amans-du-Ram, Saint-André-de-Najac, Saint-Chély-d'Aubrac, Saint-Christophe-Vallon, Saint-Clair, Saint-Côme, Saint-Cyprien, Sainte-Eulalie-d'Olh, Sainte-Radegonde, Saint-Salvadou, Saint-Sever, Salgues, Salles-Curan, Salles-la-Source, Salmiech, Salvagnac-Cajarc, La Salvetat-Peyralès, Sauvensa, Sauveterre, La Selve, Sénergues, Soulages-Bonneval, Tayrac, Touluch, Trédou, Verrières, Trémouilles, Valady, Valzergues, Vaureilles, Villefranche-de-Panat, Vimenet, Vinnac, Vors-Moyrazès.

Cantal. — Lacapelle-del-Fraysse, Laroquebrou, La Vallée-de-la-Rhue, Leynhac, Naucelles, Recoules-Joursac, Roannes-Saint-Mary, Saint-Santin-Cantalès, Teissières-les-Bouliès.

Il en est de même s'il s'agit de cheptels-bétail. Ces derniers ont subi une hausse qui excède de beaucoup le double de leur valeur d'avant-guerre; 15 à 20 bêtes à cornes qui valaient, par exemple, il y a six ans, 6.000 francs, venant à périr dans un incendie, le propriétaire ne sera indemnisé que dans cette limite, alors que les animaux détruits valent 30.000 francs. Si la perte est partielle, la règle proportionnelle jouant, l'indemnité sera dérisoire : un bœuf valant 2.500 francs, pourra n'être payé que 500 fr.

Pour remédier à ce gros inconvénient de l'insuffisance de l'assurance, par suite des circonstances, les assurés sont invités par la Caisse Régionale à souscrire des avenants d'augmentation pour tous les articles de leurs polices. Le Bulletin des Associations Agricoles du Plateau Central a mené une active campagne sur ce sujet, affirmant ainsi le rôle éminemment éducateur et protecteur de l'œuvre. Les conseils donnés ont été généralement entendus, et les polices ont subi les modifications qui s'imposaient pour que l'assurance ne fût pas un leurre¹.

Lozère. — Albaret, Sainte-Marie, Arcomie, Auxillac, Barjac, Barre-des-Cévennes, Bere, Brion, Chadenet, Chanac, Chastanier, Chauchaulles, Chaulnac, Chirac, Cubières, Cultures, Estables, Fontabes, Julianges, Lachamp, La Chaze-de-Peyre, Lajo, Le Buisson, Le Fau-de-Peyre, Le Pompidou, Les Hermaux, Malbouzon, Marchastel, Molezon, Montrodat, Pourcharesse, Pierrefiche, Pin-Moriès, Prinsuéjols, Recoules-d'Aubrac, Saint-Andéol-de-Clerguemort, Saint-Germain-de-Calbertes, Saint-Germain-du-Teil, Saint-Jean-Lafouillouse, Saint-Martin-de-Lansuscle, Saint-Pierre-de-Nogaret, Saint-Pierre-le-Vieux, Vialas, Villefort.

Puy-de-Dôme. — Aubières, Chapdes-Beaufort, Dallet, Dorat, Ennezat, Gerzat, Le Vernet-la-Varenne, Limons, Luzillat, Saint-Martin-d'Ollières, Saint-Maurice-de-Pionsat.

Tarn. — Miolles, Tréviën, Albi, Carmaux, Saint-Jean-de-Marcel, Padiès, Rosières.

1. Les compagnies d'assurances ont été amenées, de leur côté, à majorer de 10 % leurs tarifs de manière à remédier à la situation périlleuse créée par la hausse générale. C'est là un palliatif insuffisant. L'effort de persuasion de la Caisse Régionale-Incendie du Plateau Central a été autrement efficace en amenant les assurés à proportionner leurs assurances aux valeurs nouvelles de la matière assurée.

Les résultats atteints, à l'heure actuelle, par la Caisse Régionale du Plateau Central, sont des plus encourageants, ainsi que l'on peut s'en rendre compte par les chiffres cités plus haut.

Elle groupe plus de 40.000 sociétaires et environ 6.000 contrats réalisés, garantissant 100 millions de capitaux.

Depuis sa fondation, elle a fait économiser un demi-million de primes aux agriculteurs du Plateau Central et payé plus de 100.000 francs de sinistres.

Et, en outre, elle a ristourné, tous les ans, aux Mutuelles locales des sommes importantes qui, depuis 1913, atteignent 20 % des primes versées¹ et se sont élevées, en 1918, à 10.167 francs, en 1919, à 11.820 francs.

Ainsi se constituent les réserves des mutuelles, dont l'importance croissante permettra un jour de faire face aux sinistres, avec les seuls intérêts des sommes accumulées, sans que l'on soit obligé de faire verser des primes aux adhérents. Ce sera l'assurance gratuite, qui se traduira par une conservation de richesse pour la terre, avantage appréciable, moins cependant que celui qui résultera des habitudes de dévouement et de conscience plus grande de leurs intérêts prises par les assurés.

b) L'Assurance contre la Mortalité du Bétail

Si le feu est un grand danger pour l'agriculteur, le risque de perte de son bétail par maladie ou accident est peut-être plus redoutable encore, en raison de sa plus grande fréquence. Souvent, le bétail représente son principal avoir et ses seuls moyens de travail ; s'il vient à le perdre, il est à peu près ruiné et réduit à l'impuissance.

Aussi, depuis bien longtemps, bien avant l'apparition des premières mutuelles-incendie, s'étaient organisées, en

1. La Caisse Régionale du Sud-Est, plus ancienne que celle du Plateau Central, peut, à l'heure actuelle, ristourner à ses caisses affiliées plus de 50 % des primes versées par elles.

France, des Caisses de Prévoyance contre la mortalité du bétail, sortes d'institutions annexes des syndicats agricoles ¹.

La loi du 4 juillet 1900 facilita la diffusion de ces institutions, en simplifiant les formalités de constitution, et les exonérant de tous droits fiscaux.

Leur nombre s'élevait en 1911, à près de 9.000, disséminées dans toute la France, c'est-à-dire dans le quart des communes. Résultat magnifique à première vue, mais, en réalité, encore minime, la proportion du troupeau national assuré s'élevant seulement à 10 %.

Suivant le système adopté pour la fixation de la cotisation annuelle, les Mutuelles-bétail se ramènent à deux types principaux :

Ou bien la cotisation est fixée à la fin de chaque semestre ou de chaque année, de manière à couvrir les sinistres, ou une partie déterminée de ceux-ci, survenus pendant l'année.

Ou bien la cotisation est fixée d'avance et la réparation des sinistres se fait en répartissant la somme des cotisations augmentée des autres ressources de la caisse, telles que subventions, dons, etc...

Avec l'un et l'autre de ces systèmes, on n'obtiendrait qu'une assurance précaire, si les caisses locales restaient isolées. Aussi se groupent-elles généralement par région, de manière à mettre risques et primes en commun. Les Mutuelles à prime fixe permettent de recourir à la réassurance, à la manière des Mutuelles-Incendie.

Même ainsi améliorée par la réassurance, l'assurance mutuelle contre la mortalité du bétail reste des plus difficiles, et l'on s'explique que son développement soit, en définitive, plus lent que celui de toutes les autres catégories d'assurances.

1. Les compagnies anonymes d'assurances n'ont guère abordé cette branche de l'assurance, en raison des difficultés qu'elle soulève et des charges trop onéreuses qu'elle entraîne.

*
**

Dans le Plateau Central, l'assurance-bétail fit son apparition avec les premiers syndicats. Une trentaine de mutuelles locales furent créées en Aveyron et en Lozère, de 1905 à 1911.

Le 6 Avril 1911, les Mutuelles se fédérèrent et fondèrent la Caisse Régionale Bétail du Plateau Central, à Rodez, dont le but est de pratiquer la réassurance des risques de mortalité du bétail, de la même manière que la Caisse Régionale Incendie réassure les risques d'incendie¹. Les conditions exigées des Mutuelles pour être admises par la Caisse Régionale, étaient les suivantes :

1° Circonscription restreinte, la seule qui permette une surveillance réciproque efficace ;

2° Déclaration individuelle des animaux ;

3° Contrôle et estimation par des experts associés, afin de garantir la sincérité des opérations ;

4° Contribution de l'assuré ou sinistré, pour au moins 25 % de la valeur perdue.

Cette dernière disposition avait pour but de déjouer la fraude toujours possible et d'inciter les assurés à ne pas négliger les soins susceptibles d'éviter le sinistre, en l'espèce la mort de l'animal.

La réassurance, sous ces conditions était accordée aux

1. Le conseil d'administration de la Caisse régionale Bétail fut ainsi composé :

Président : M. Philippe DE LAS CASES, au château de Labaume (Lozère).

Vice-présidents : M. DE BRION, à Fournels (Lozère).

Secrétaires : MM. Claude POULET, directeur de l'Ecole d'agriculture de Montagnac; François MARCON, administrateur du Syndicat de Marvejols.

Administrateurs : MM. Maurice ANGLADE, La Gardette (Aveyron); GINISTY, à Saint-Saturnin (Aveyron); MANGILLON, à Pierrefiche (Lozère); OLIVIÉ, à Escandolières (Aveyron); TALANSIER, à Montrodat, par Marvejols.

Mutuelles locales pour tous les risques garantis par elles, dans la proportion du huitième, du quart ou de la moitié de la perte nette, moyennant le versement d'une quotité correspondante des primes perçues.

La Caisse Régionale exerçait, en outre, un rôle de surveillance et de contrôle sur les opérations des Mutuelles locales. Elle pouvait leur avancer de l'argent à un petit intérêt, pour le règlement rapide des sinistres, au cas où elles n'auraient pas des ressources suffisantes.

Elle se chargeait, enfin de la propagande des idées mutualistes dans son domaine et intervenait, à titre de conseil, dans la fondation des associations nouvelles.



Malgré cette organisation rationnelle, les premiers essais d'assurance mutuelle contre la mortalité du bétail, n'eurent pas un grand succès.

Les mutuelles locales, une fois créées, végétèrent sans voir s'accroître, d'une manière appréciable, le nombre de leurs adhérents.

En dehors de l'imprévoyance et de l'insouciance habituelle des agriculteurs, cet insuccès eut plusieurs causes. D'abord la propagande fut beaucoup moins active dans cette branche que dans les autres, les conférenciers de l'Union du Plateau Central ayant été débordés par d'autres créations.

Il n'y eut pas non plus l'exemple des agriculteurs importants, comme en matière d'assurance contre l'incendie. Ceux-ci, en effet, de par une conception mieux entendue de l'hygiène du bétail et des soins à lui donner, sont moins exposés aux pertes que le petit cultivateur.

D'autre part, par prudence, les mutuelles excluent les cas d'épizootie, qu'il serait le plus avantageux d'assurer.

Enfin, bien que les primes demandées soient assez réduites (généralement de 1 % de la valeur pour les bovidés), les frais de l'assurance atteignent des sommes élevées chaque année, sommes devenues très importantes,

depuis que la guerre a amené une élévation excessive des cours du bétail.

La prospérité un peu factice, dont cette hausse a fait bénéficier les agriculteurs, leur donnant l'illusion de s'être enrichis considérablement, les rend moins soucieux du lendemain, parce que mieux armés contre les sinistres. Ils savent qu'ils pourraient les réparer d'eux mêmes, au moyen des économies réalisées, sans avoir recours aux indemnités d'une Mutuelle. Moins menacés, ils sont devenus moins prévoyants.

Depuis le commencement de la guerre, la plupart des Caisses d'Assurance Mutuelle contre la mortalité du bétail, qui avaient vu le jour en Lozère et en Aveyron, ont cessé de fonctionner. Pour les rappeler à la vie, il faudrait une très active propagande et aussi qu'elles puissent fournir une assurance moins onéreuse et accepter les risques de mortalité par épizooties ¹.

Il ne semble pas, en dehors de là, qu'elles puissent retrouver jamais une vitalité appréciable.

c) L'Assurance Mutuelle contre les Accidents Agricoles

L'organisation professionnelle agricole ne pose pas moins l'assurance contre les accidents que l'assurance contre l'incendie et la mortalité du bétail.

Les risques d'accidents ne sont pas rares dans l'agriculture et les accidents y sont souvent très graves. Les prévoir, prendre des mesures pour en assurer la réparation s'ils se produisent, c'est apporter une sécurité très appréciable à l'employeur comme à l'ouvrier agricole, c'est, par suite, combattre encore une des causes les plus agissantes de l'abandon de la profession agricole.

La loi du 9 Avril 1898 a institué dans l'industrie le

1. Ces deux derniers buts ne pourront être atteints que lorsque la Caisse Centrale des Agriculteurs de France, qui joue le rôle de réassureur des Caisses Régionales, sera devenue un organisme suffisamment puissant.

principe du risque professionnel qui met les accidents à la charge de l'employeur, à moins qu'il ne puisse établir que l'accident a été provoqué intentionnellement par la victime, faisant ainsi entrer ce risque dans les frais généraux de l'exploitation, au même titre que l'usure et la détérioration du matériel.

Ce principe, dont personne ne saurait contester la justice, a été appliqué aux professions commerciales par la loi du 12 Avril 1906. Le législateur n'a cru devoir l'appliquer à l'agriculture que dans une mesure très limitée : lorsque l'accident est causé par le fonctionnement ou la mise en œuvre d'une machine, même par un moteur inanimé (Loi du 30 Juin 1899).

Dans tous les autres cas, c'est le droit commun qui s'applique (Article 1382 et suivants du Code Civil). La réparation de l'accident n'incombe au patron agriculteur que si la victime peut prouver qu'il y a faute de sa part. Il n'y a présomption de faute de l'employeur que dans deux cas : lorsque l'accident a été causé par un animal ou par la ruine d'un bâtiment résultant d'un mauvais entretien ou d'un vice de construction (Art. 1385 et 1386 du Code Civil).

La persistance de l'application du droit commun en matière d'accidents agricoles, entraîne des anomalies et de nombreuses difficultés. Un ouvrier, blessé par une batteuse actionnée par un moteur inanimé, peut obtenir une indemnité par application de la loi du 30 Juin 1899; si un accident analogue est le fait d'une batteuse mue par un manège à chevaux, il ne donnera droit à réparation que si la faute du patron est prouvée. Il en sera de même si l'accident survient pendant la mise en place d'une machine à moteur inanimé et n'est pas causé directement par le fonctionnement.

En somme, le droit commun protège mal le patron comme l'ouvrier contre les accidents agricoles.

L'un est exposé à n'avoir aucune indemnité, s'il ne peut arriver à prouver que l'accident est dû à une faute du patron; celui-ci risque de voir sa responsabilité civile

engagée gravement et d'être tenu de réparer l'intégrité du dommage causé, ce qui peut l'entraîner très loin.

D'autant plus que les tribunaux, influencés par l'idée de la responsabilité professionnelle qui les guide en matière industrielle et commerciale, sont tout naturellement portés à apprécier sévèrement la responsabilité de l'employeur agriculteur et, par suite, l'étendue du préjudice causé à l'ouvrier et l'importance de la réparation. Munis d'un pouvoir souverain d'appréciation, les magistrats ont de plus en plus tendance à appliquer, par analogie, les dispositions de la loi du 9 Avril 1898 aux accidents agricoles. La faute la plus légère, imprudence ou négligence, engage la responsabilité de l'employeur. Il a été décidé qu'il y avait imprudence à charger d'un travail une personne trop faible ou trop jeune pour l'accomplir ; négligence à ne pas surveiller un ouvrage périlleux ; imprudence à ne pas empêcher un ouvrier de placer ses doigts sous la table d'un pressoir à cidre en fonctionnement ; négligence à ne pas obliger un domestique à descendre d'une voiture de foin pendant le trajet de celle-ci à travers une ville, etc.

L'exception accordée par la loi aux agriculteurs, en les laissant soumis au droit commun, se trouve, en définitive, être un désavantage marqué. La jurisprudence est orientée dans le sens d'une extrême facilité à admettre la responsabilité du patron, sans lui assurer les garanties d'une fixation forfaitaire du montant de la réparation.

La loi du 18 Juillet 1907 apporte une atténuation à cette situation de fait, en permettant aux agriculteurs d'assujettir volontairement leur personnel à la loi de 1898, à condition que les ouvriers acceptent de s'y soumettre. Le résultat de cet assujettissement est que le patron est toujours responsable, en cas d'accident, mais sa responsabilité est limitée : l'indemnité est fixée suivant la gravité du préjudice causé ; si l'incapacité de travail, qui en résulte, est temporaire, l'indemnité est de la moitié du salaire ; dans les autres cas, elle consiste en une rente proportionnelle au salaire de l'ouvrier,

A défaut par lui de recourir à la faculté que lui offre la loi, le patron agriculteur encourt donc une responsabilité étendue.

L'assurance-accidents est cependant très peu répandue dans le monde rural et cela s'explique par plusieurs raisons.

D'abord, on croit assez généralement, mais à tort, que les accidents sont rares dans l'exercice de la profession agricole : les assureurs estiment qu'il y a, en moyenne, un accident par 4 assurés, 7 morts, 23 incapacités permanentes, 380 incapacités temporaires de plus de 20 jours, par 1.000 accidents. La Caisse Syndicale des Agriculteurs de France a pu constater une proportion d'accidents agricoles analogue parmi ses assurés. Une statistique allemande très sérieuse a fait connaître que sur 100 accidents du travail, 33 à 39 étaient agricoles.

D'autre part, l'assurance contractée auprès des Compagnies anonymes n'offre pas assez de garanties aux assurés. Les contrats établis par les Compagnies contiennent trop de restrictions, trop de clauses limitant l'étendue de la garantie consentie, excluant souvent les accidents causés aux tiers par le personnel ou les animaux de l'assuré : d'autres fois, la police passe sous silence les frais médicaux et pharmaceutiques, etc.



L'assurance mutuelle contre les accidents, au moyen de sociétés locales constituées dans ce but, est la forme qui convient le mieux, parce qu'elle apporte dans ce domaine, toutes les garanties désirables de moralité, de surveillance, et peut, de ce chef, être plus complète que toute autre.

Son importance n'a pas échappé aux promoteurs de l'organisation professionnelle agricole dans le Plateau Central. Depuis longtemps, ils se sont attachés à en vulgariser l'idée.

Préoccupés, avant tout, de la création des syndicats locaux, des mutuelles-incendie et de l'organisation des

services régionaux destinés à grouper et à faire vivre cette poussière de sociétés, ils n'organisèrent pas immédiatement des associations d'assurance mutuelle contre les accidents. Mais grâce à la Caisse Syndicale des Agriculteurs de France, ils purent, dès la première heure, procurer aux agriculteurs soucieux de se prémunir contre les accidents de leur profession une assurance parfaite.

Elle les mit à l'abri des conséquences de la loi du 9 Avril 1898 et des dispositions plus sévères du droit commun. Ses conditions sont très avantageuses : elle prend à sa charge, sans aucune limite, à des tarifs réduits, tous les frais de l'accident : médicaux, pharmaceutiques, d'hospitalisation, et d'une manière absolue, toutes les indemnités auxquelles pourra être astreint l'agriculteur assuré. Ses polices ne contiennent ni restrictions, ni clauses frustatoires.

Les contrats d'assurance-accidents étaient recueillis par les associations syndicales ou mutuelles déjà existantes et transmis à la Caisse Syndicale des Agriculteurs de France par l'intermédiaire soit de l'Union des Syndicats agricoles, soit de la Caisse Régionale Incendie du Plateau Central, qui les vérifiaient et les mettaient préalablement au point. Ce régime provisoire, toujours en usage, devra faire place, dans un avenir rapproché, à une organisation semblable à celle de l'Assurance Mutuelle contre l'Incendie, avec des Mutuelles locales distribuant l'assurance, conservant une part des risques et transmettant le surplus à une Caisse Régionale qui, à son tour, se réassurera à la Caisse Syndicale des Agriculteurs de France.

Pour le moment, il suffit à procurer une assurance excellente, le rôle des mutuelles-accidents locales, qui est essentiellement un rôle de contrôle et de surveillance, étant rempli de façon satisfaisante par les Syndicats agricoles.

d) Les retraites ouvrières et paysannes

Pour que le travailleur de la terre, ouvrier, fermier, métayer ou petit propriétaire, s'attache au sol natal et ne se laisse pas emporter par le courant de désertion qui la dépeuple, il faut assurément qu'il soit protégé dans ses intérêts par l'association agricole syndicale, que son travail et ses biens soient garantis contre les sinistres par l'assurance mutuelle, mais il est aussi très important qu'il soit assuré d'avoir à sa disposition les ressources nécessaires à son existence, non seulement tant qu'il sera valide, mais encore lorsque ses forces seront usées et qu'il aura vieilli.

Souvent, s'il fuit la campagne pour les villes ou les fonctions administratives, c'est que le mirage des gros salaires lui fait croire qu'il lui sera plus facile d'amasser un capital suffisant pour alimenter un jour sa vieillesse impuissante. C'est aussi parfois parce qu'il est attiré par la perspective d'une retraite pour ses vieux jours. Dominé par l'esprit de prévoyance, il accepte, pour avoir cette retraite, des salaires à peine suffisants, comme ceux que donnaient pendant longtemps à leurs employés les Compagnies de chemin de fer ou qu'il trouve dans le fonctionnarisme subalterne.

Là, c'est le lendemain assuré, le salaire régulier, l'absence de soucis, la pension pour le soir de sa vie. Aux champs, ce serait le travail pénible et plus rude, les risques nombreux, peut-être la misère plus tard.

Dans la région du Plateau Central, où les salaires et les revenus de la petite propriété ne sont pas suffisants pour permettre aux travailleurs de se constituer une rente, même modique, au moment de la vieillesse, ces considérations jouaient un rôle capital, en dépit de la grosse part d'illusion qu'elles ne laissaient pas de contenir.

La loi du 5 avril 1910, ou loi des Retraites Ouvrières et Paysannes, avait semblé devoir apporter, à cet égard, une amélioration de la situation des travailleurs ruraux¹.

En réalité, les intéressés boudèrent tout d'abord cette loi, les domestiques et les ouvriers agricoles alléguant souvent que leur situation de salariés n'était que provisoire, les autres, métayers, fermiers, petits propriétaires, se défiant de la garantie offerte par l'Etat.

Les avantages qu'ils pouvaient en retirer sont cependant évidents.

Les versements annuels imposés pour la constitution de la retraite sont un placement avantageux. Le taux de capitalisation viager des sommes ainsi versées est, en effet, très élevé. Si les versements ont été faits à partir de 13 ans, il atteint 27.93 % pour les hommes et 29.80 % pour les femmes. De plus, si les assurés ont élevé trois enfants, ils bénéficient d'une majoration qui élève le taux de capitalisation viager à 35 % et à 43 %.

Au cas où ils veulent retarder après 60 ans la liquidation de leur retraite, ces taux s'élèvent encore jusqu'à 32 et 35 % ou 40 et 49 %, selon qu'il y a eu, ou non, trois enfants à élever.

Ces avantages offerts aux travailleurs de la terre par la

1. Ce n'est pas ici le lieu d'exposer toutes les dispositions de cette loi dans le détail. Rappelons-en seulement les caractères essentiels :

1° Elle a établi la retraite obligatoire pour tous les salariés de l'industrie, du commerce et de l'agriculture, dont les appointements n'excèdent pas 3.000 francs par an.

Cette retraite est facultative pour les fermiers, métayers, cultivateurs, artisans et petits patrons travaillant seuls ou avec les membres de leur famille, pour les veuves et les enfants des assurés obligatoires et pour ceux des salariés recevant plus de 3.000 francs et moins de 5.000 francs.

2° La retraite est le produit de trois éléments : le versement des salariés, le versement des patrons pour les assurés obligatoires et les métayers, enfin la contribution de l'Etat.

La cotisation imposée aux assujettis est fixée forfaitairement en

loi des Retraites se trouvent renforcés pendant la période transitoire, c'est-à-dire pendant les trente premières années du fonctionnement de cette loi, dans des proportions considérables. Pour les assujettis ouvriers ayant trente ans, le taux viager de capitalisation est déjà de 56 % pour les hommes et de 69 % pour les femmes. Et si l'on envisage le cas d'un ouvrier qui avait 59 ans au moment de la mise en vigueur de la loi, ce taux est de 1648 %.

*
**

Grâce à de tels résultats, bien qu'elle ait été très attaquée par les ouvriers de l'industrie, la loi du 5 avril 1910 ne devait pas être très longtemps tenue en suspicion par les agriculteurs. Elle attira l'attention des groupements syndicaux et mutualistes agricoles. Hostiles au principe de l'obligation en matière de retraites, comme en matière d'assurances, ils reconnurent cependant dans la loi un excellent instrument de propagande au service de la grande œuvre primordiale de l'organisation professionnelle agricole.

*
**

La Caisse régionale de retraites du Plateau Central. — Mettant à profit l'article 14 qui permet à l'assuré de choisir sa Caisse parmi les institutions existantes, Caisse Nationale des Retraites, Caisses Régionales et Départe-

ee qui concerne les ouvriers, à 9 francs pour les hommes, 6 francs pour les femmes, 4 fr. 50 pour les mineurs, soit par jour : 3 centimes, 2 centimes et 1 centime.

Le versement des patrons doit être égal à celui des salariés.

La contribution de l'Etat se traduit par une allocation viagère de 100 francs, qui vient s'ajouter à la pension principale produite par les versements capitalisés des assurés, si ces versements ont été effectués pendant trente ans au moins.

En outre, pour les assurés de la période transitoire, c'est-à-dire pour les assurés qui avaient moins de trente versements à faire, l'Etat alloue une bonification de 3 fr. 33 par année de versement.

mentales, Caisses fondées par les Syndicats et Unions de Syndicats agricoles, la Société d'Encouragement aux Institutions Rurales du Plateau Central créa, le 1^{er} Juillet 1911, à Rodez, une Caisse de Retraites qui prit le nom de *Caisse Régionale de Retraites du Plateau Central*.

Elle a pour but : la constitution de retraites pour les adhérents des diverses organisations agricoles du Plateau Central et même pour les assujettis qui sont étrangers à ces organisations.

Dans la pensée des fondateurs, elle répond à deux préoccupations : vulgariser parmi les agriculteurs du Plateau Central les idées de mutualité et assurer l'application de la loi du 5 Avril 1910 dans ce milieu très réfractaire ; obtenir par les placements judicieux des réserves des retraites supérieures à celles que peut assurer la Caisse Nationale des Retraites.

Entamée avec ardeur, conformément aux directives des Congrès des Syndicats agricoles et de l'Union Centrale des Syndicats des Agriculteurs de France, la propagande se heurta d'abord à l'indifférence de la masse. Mais bientôt, secondée par l'action de l'élite groupée dans les associations agricoles déjà nombreuses et prospères, elle obtint de sérieux résultats.

La loi exigeait 1.800 adhésions pour que la Caisse Régionale du Plateau Central fut reconnue d'utilité publique et autorisée par décret. Ce nombre fut rapidement atteint et le décret d'autorisation parut le 15 Octobre 1912.

Du 1^{er} Juillet au 31 Décembre 1912, plus de 5.000 assujettis optèrent, selon le droit que leur conférait la loi, pour la Caisse Régionale, et ce nombre fut porté à 6.000 au cours de l'année 1913.

Le droit à l'existence était largement conquis et l'étape décisive franchie.

Mais la Caisse Régionale de Retraites du Plateau Central avait dû se débattre avec des difficultés soulevées par l'administration, d'où des retards dans l'établissement et la liquidation des retraites.

Le décret d'autorisation s'étant fait attendre longtemps, cinq ou six cents assurés, parvenus à l'âge limite furent liquidés par la Caisse Nationale, d'où perte d'un nombre correspondant d'adhérents.

D'autre part, on ne tint pas assez compte, dans les préfectures, des bulletins d'adhésion et encore moins des bulletins rectificatifs de la dernière heure, qui permettaient aux assujettis d'opter pour la Caisse de leur choix, de sorte que, contre leur gré, un grand nombre d'entre eux eurent leurs cartes dirigées sur la Caisse Nationale. Parmi ces derniers, plus d'un millier, soit par ignorance ou par apathie, soit du fait de l'administration, y demeurèrent et continuèrent en dehors de la Caisse du Plateau Central, leur carrière mutualiste.

En ajoutant à ces chiffres le déchet fatal pour toute œuvre de ce genre, le nombre de 6.000 adhérents du début se trouva réduit à 4.300 dont 2.600 à 3.000 cotisants environ..

Les difficultés de cette première période étant aplanies, la Caisse Régionale de Retraites du Plateau Central allait pouvoir reprendre l'effort de propagande un instant délaissé, lorsque la guerre éclata.

Toute action mutualiste dut être suspendue. Le contingent d'assurés demeura cependant stationnaire, le fonds social continua à s'accroître.

Il est, à cet égard, intéressant de comparer la situation de la Caisse au 31 Décembre 1915 et au 31 Décembre 1919.

	31 déc. 1915	31 déc. 1919
Valeurs garanties par l'Etat à 3 77 o o	34.743 98	34.743 98
Prêts aux Communes à 4 o o.....	19.643 22	48.243 92
Rente 5 o o 1916.....	50.779 50	52.704 50
Rente 4 o/o 1917.....	»	28.606 20
Rente 4 o/o 1918.....	»	21.399 30
Solde créditeur à la Caisse des Dépôts et Consignations.....	4.226 68	21.076 32
Fonds Social.....	109.393 38	206.773 52
Ressources de la Caisse (revenus des valeurs, etc)....	4.877 10	8.491 80
Montant des charges (Pensions liquidées).....	2.221 20	6.419 25
Excédent des recettes.....	2.265 90	2 072 53

Depuis sa fondation, la Caisse a liquidé plus de 1.300 pensions, opérant ainsi pour le compte de l'Etat des versements (contribution de l'Etat à la formation des retraites) qui se sont élevées au chiffre de 554.508 30, et pour son propre compte d'autres versements ou pensions proprement dites (produit des versements capitalisés des associés) dont la somme a été de : 23.182 45. Soit au total : 577.670 75.

Résultats considérable, si on se rend compte des difficultés surmontées, dues à l'isolement de l'administration, à l'ignorance et à la méfiance des masses, à l'insuffisance de l'indemnité forfaitaire de gestion allouée par l'Etat à la Caisse ¹.

Elle s'est imposée par les résultats promis et obtenus à l'esprit positif des terriens de cette région.

Sa sécurité est absolue. Comme toutes les Caisses autonomes, elle offre à l'assuré la facilité de contrôler l'emploi de son argent, celui-ci étant consacré généralement à l'achat de valeurs de tout repos, inscrites au nom de la Caisse et mises en dépôt à la Caisse des Dépôts et Consignations. Ou bien, fidèle au but général que se proposent les œuvres mutualistes et syndicales du Plateau Central, la Caisse fait des prêts aux communes pour des travaux d'intérêt général (adduction d'eau, etc.) et contribue ainsi au développement économique de la région.

Elle est administrée par des hommes du pays, choisis et nommés par les assurés eux-mêmes en raison de leur compétence et de leur honnêteté ².

Il faut remarquer enfin que la retraite que peut servir la Caisse des Retraites du Plateau Central ne saurait être

1. Cette indemnité est de 1 franc par compte individuel et par pension liquidée.

2. Conseil d'administration :

Président : M. DE RODAT.

Vice-présidents : MM. F. MARCON, administrateur délégué du Syndicat agricole de Marvéjols; TRÉMOLIÈRES, président de l'Union départementale des Sociétés de secours mutuels du Cantal.

Secrétaire : M. G. CUNYAC.

Administrateurs : MM. ANGLADE, président de l'Union des

plus faible que celles de l'Etat. Elle peut être plus forte, les sommes encaissées se capitalisant généralement à un taux supérieur à celui qui est permis à la Caisse Nationale.

En résumé, la Caisse de Retraites du Plateau Central est une œuvre de prévoyance corporative de premier ordre, qui fait le plus grand honneur à son Directeur, M. Vincent Lipard, mutualiste convaincu dont le dévouement surmonta toutes les difficultés rencontrées pendant la période d'organisation.

Association du Plateau Central; BONNET DE PAILHERETS, avocat à Marvéjols; Philippe DE LAS CASES, avocat, château de La-haume, par Marvéjols; PASSENAUD, président du Syndicat agricole de Cussac (Cantal); Louis RABIER, directeur de la Régionale Incendie du Plateau Central.

Directeur : M. Vincent LINARD.

CHAPITRE III.

Le Crédit Agricole ⁽¹⁾

L'insécurité de l'avenir, principale cause de l'abandon des campagnes, trouve son remède dans l'assurance mutuelle sous toutes ses formes, ainsi que nous venons de le voir.

Pour excellent que soit ce remède, il est insuffisant. Le paysan n'est pas seulement obsédé par la pensée des risques qui peuvent anéantir ses espoirs, il a encore le souci constant d'améliorer sa situation en réalisant les progrès que comporte sa profession.

Dans le Plateau Central, où la propriété est généralement très divisée, le petit cultivateur, propriétaire ou fermier, n'a pas à sa disposition les capitaux nécessaires pour obtenir de la terre le maximum de rendement.

Il a besoin d'engrais, de semence, de plants, de machines agricoles, de bâtiments d'exploitation, de cheptel, etc... Souvent, pour ne pas subir une baisse passagère, il a intérêt à ne pas vendre ses produits au moment où il a besoin du montant de cette vente.

S'il possède un paturage, « une montagne », il a intérêt à la peupler d'animaux, en vue soit de les engraisser, soit

1. Il ne s'agit, dans ce chapitre, que du crédit agricole mobilier.

Le crédit agricole immobilier a été organisé également, dans l'Aveyron, comme on le verra plus loin.

de produire du lait et du fromage.

Enfin, d'une manière générale, à tout moment, des améliorations peuvent être apportées à l'exploitation, en vue d'obtenir une plus-value appréciable.

Or, tout cela n'est possible que si le cultivateur possède une certaine avance ou, tout au moins, s'il peut se procurer des capitaux facilement et à bon compte.

S'il s'adresse aux particuliers ou aux banques, il n'obtiendra du crédit que s'il offre des garanties suffisantes, et souvent à des taux usuraires. Souvent, il lui sera refusé, et se trouvant condamné à la médiocrité et à la stagnation, pendant que d'autres plus fortunés peuvent prospérer, il se détachera de sa profession pour lui sans horizon.

Le Crédit n'est pas moins nécessaire aux Syndicats agricoles pour se rendre acquéreurs d'instruments de travail, de machines, de moyens de transport, de champs d'expériences et les mettre gratuitement ou moyennant une rétribution à la disposition de leurs adhérents, aux syndicats d'élevage qui leur procurent des reproducteurs. Il leur sera également refusé, à défaut de garanties (dépôts de titres ou cautions), et leur action sera pratiquement nulle.

C'est pourquoi les initiateurs de l'organisation professionnelle agricole dans le Plateau Central, au fur et à mesure que naquirent les syndicats, se préoccupèrent d'organiser le crédit agricole, en même temps que l'assurance mutuelle.



Des Caisses rurales de Crédit se fondèrent dès l'année 1905 dans l'Aveyron et le Cantal, essais timides qui devaient bientôt prendre corps et se grouper autour d'un organe plus puissant, protecteur et coordinateur : *la Caisse Régionale de Crédit du Plateau Central*.

Les Caisses rurales sont des associations d'agriculteurs habitant la même commune ou deux communes voisines, se proposant pour but de procurer à chacun d'entre eux le crédit qu'il mérite et qu'il ne peut trouver individuellement.

Dans une Caisse Rurale, on s'associe pour emprunter, comme on s'associe dans un syndicat pour acheter ou vendre des produits agricoles.

Pour atteindre son but, une Caisse Rurale doit s'entourer de garanties sérieuses. Elle ne prête qu'à ses seuls sociétaires, et il faut que ceux-ci se recommandent par leur honnêteté, leur esprit de travail et d'économie. En outre, elle peut avoir recours à des précautions efficaces, s'il y a lieu : hypothèque dans le cas d'un emprunt à long terme, gage, warrant ou caution.

D'autre part, elle se fait une règle de ne prêter que pour des objets utiles, des objets de production, destinés à enrichir l'emprunteur (engrais, machines, instruments de cultures, bétail), et non pour des dépenses inutiles ou ruineuses, pour des objets de consommation (voyages, toilette, etc.)

Enfin, la Caisse Rurale contrôle l'emploi des fonds prêtés et applique des sanctions, si ces derniers sont détournés de leur destination : exclusion du sociétaire, remboursement immédiat, etc...

Les prêts consentis aux adhérents sont effectués contre billets à ordre souscrits par l'emprunteur et payables à une date déterminée.

*
**

Les Caisses Rurales ne se bornent pas à ce rôle de prêteur. Elles servent encore de Caisses d'Epargne aux agriculteurs, fermiers, domestiques, qu'ils soient sociétaires ou non, aux associations agricoles qui leur confient leurs économies, réserves et toutes disponibilités momentanément inemployées, moyennant un intérêt de 3 % s'ils se réservent la faculté de retirer leur argent à vue, un intérêt supérieur s'ils peuvent fixer des délais de remboursement éloignés.

Dans une région où avait sévi l'engouement pour les valeurs étrangères, où tant d'économies avaient été englouties dans des placements très douteux et où la méfiance régnait à l'égard des établissements financiers

responsables de ces placements, l'apparition des Caisses rurales fut accueillie avec faveur par le public à la recherche d'un placement sans aléa.

Reçue sous forme de dépôts, l'épargne des agriculteurs retourne à la terre sous forme de prêts et reste consacrée à promouvoir le progrès et le bien-être dans les campagnes.

Par l'honorabilité de leurs administrateurs, comme de tous leurs adhérents, par les garanties qu'elles offrent, les Caisses rurales inspirent une grande confiance.

Leur capital de garantie n'est autre que la fortune personnelle de tous leurs sociétaires. Ainsi une Caisse comprenant cent sociétaires, dont la fortune personnelle est en moyenne de 25.000 francs, offre une garantie de 2 millions et demi ; si le total des dépôts s'élève, par exemple à 100.000 francs, on voit que cette garantie est considérable, supérieure à celle que peuvent offrir la plupart des établissements de crédit.

En pratique, elle se trouve encore renforcée du fait que la Caisse peut limiter à son gré le chiffre de ses dépôts et qu'elle ne prête qu'aux agriculteurs dont la solvabilité et l'honnêteté sont notoires.

La responsabilité illimitée, qui n'en pèse pas moins sur les sociétaires, les incite à gérer avec le plus grand soin la Caisse Rurale. C'est là surtout le secret de son succès et de sa solidité.

*
**

La constitution d'une Caisse Rurale n'offre pas de grandes difficultés, lorsque le terrain a été préparé par l'action individuelle de quelques agriculteurs convaincus. Une conférence sur la nécessité et l'excellence du crédit mutuel ayant achevé cette préparation du milieu, il suffit de trouver trois hommes dévoués pour composer le Conseil de la Caisse : un directeur, un sous-directeur, un trésorier-secrétaire choisis en raison de leur honorabilité, de leur expérience et de leur solvabilité.

Le Crédit étant distribué par eux, il faut qu'ils soient à

même de juger le bien fondé des demandes et de surveiller au besoin l'emploi des sommes prêtées par la Caisse.

Pour que cette mission soit bien remplie, il importe que les membres du Conseil puissent connaître aisément tous les adhérents, les juger avec justesse, par suite que la circonscription de la Caisse soit peu étendue. Presque toujours, elle n'excèdera pas les limites de la commune.

Ainsi, la Caisse rurale de Crédit mutuel, de même que la Mutuelle-Incendie apparaît comme un des services les plus importants du syndicat, par lesquels se manifeste la vie corporative, dont il est l'organe et la base première. Réunis par leur intérêt bien compris sur le terrain de la profession, les agriculteurs créent ainsi successivement les instruments par lesquels ils pourront se soutenir, s'entr'aider, augmenter leur puissance et faire entendre dans les multiples conflits d'intérêts la voix de la terre.

*
**

La Caisse Régionale de Crédit du Plateau Central. ... Suivant la même loi de croissance que nous avons constatée, en étudiant le développement du syndicalisme agricole dans le Plateau Central et celui de l'assurance mutuelle contre l'incendie, dès que les premières Caisses rurales eurent vu le jour, elles éprouvèrent la nécessité de se fédérer. Le 31 Octobre 1908, fut créée la Caisse Centrale de Crédit agricole de l'Aveyron, qui se transforma trois ans plus tard et devint la *Caisse Régionale de Crédit du Plateau Central*, destinée à grouper les caisses rurales éparses dans le département de l'Aveyron et les départements limitrophes.

La Caisse Régionale de Crédit du Plateau Central est une société anonyme à capital variable, qui est régie par les lois du 5 novembre 1894, 31 mars 1899, 21 décembre 1906 et 19 mars 1910.

Elle a pour objet de faciliter et même de garantir les opérations concernant l'industrie agricole, qui sont effectuées par les Caisses adhérentes et, en général, par les Associa-

tiions de l'Union du Plateau Central et par les membres de ces associations.

Elle peut notamment :

1° Escompter les effets souscrits par les membres des sociétés locales de crédit mutuel agricole et endossés par elles ;

2° Faire à ces Sociétés des avances pour la constitution de leurs fonds de roulement, si leurs dépôts n'y suffisent pas, ce qui arrive souvent dans la période qui suit leur fondation ;

3° Consentir des prêts aux sociétaires des Caisses rurales locales, qui justifient de l'utilité et du caractère agricole de leurs opérations ;

4° Se charger de leurs recouvrements et de leurs paiements relativement aux opérations concernant l'industrie agricole ;

5° Recevoir les dépôts en compte courant ; émettre des bons dont le total ne peut excéder les trois quarts des effets en portefeuille ;

6° Faire réescompter son portefeuille en tout ou en partie ;

7° Placer les fonds momentanément inutilisés, se faire consentir des avances sur titres ;

8° Contracter les emprunts nécessaires pour constituer ou augmenter son fonds de roulement ;

9° Contrôler les opérations des Caisse rurales locales de Crédit agricole, avec lesquelles elle se trouve en relations d'affaires.

Le capital initial divisé en parts fut fixé à 40.000 francs avec faculté de le porter à 80.000 francs, les deux tiers au moins des parts étant réservées aux sociétés locales de Crédit agricole mutuel de la circonscription de la Caisse Régionale.

L'intérêt servi aux porteurs de parts est fixé chaque année par l'assemblée générale. Il ne doit pas excéder 5 % du capital versé.

L'administration de la Caisse Régionale du Plateau Central est confiée à un conseil¹ composé de six membres au moins et de douze au plus, choisis parmi les porteurs de parts, qu'ils soient des particuliers ou des associations représentées par des délégués. Les administrateurs sont nommés pour six ans, renouvelables par tiers tous les deux ans et rééligibles ; leur fonction est gratuite. Cependant, le conseil peut déléguer ses pouvoirs à un ou plusieurs administrateurs délégués, rétribués.

Chaque année, il nomme, parmi ses membres, un président, un vice-président, un trésorier.

Il se réunit au siège social aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige et au moins tous les trois mois.

Les pouvoirs du Conseil sont très étendus. Ils administrent les affaires et les biens de la Société, peut transiger, compromettre, plaider, donner tous désistements et mainlevées, arrête les comptes à soumettre à l'assemblée générale annuelle, propose les augmentations de capital et toutes les modifications aux statuts reconnues nécessaires.

Le Président représente la Caisse Régionale en justice.

Au Conseil d'administration incombe, en outre, la charge de placer les fonds disponibles de la Caisse, soit en rentes

1. Le Conseil d'administration est ainsi composé :

Président : M. Joseph MIGNONAC, avocat, membre permanent de la Société Centrale d'agriculture de l'Aveyron.

Administrateur délégué : M. Maurice ANGLADE, président de l'Union des Associations agricoles du Plateau Central.

Administrateurs : MM. AZAM, administrateur de la Caisse de Crédit de Rodez; B. DE BANCAREL, président de la Caisse Rurale de Crédit de Flavin; Henri BARRAU, agrégé de l'Université, secrétaire de la Société Centrale d'agriculture de l'Aveyron; Henri BONNAFÉ, avocat, directeur du Contentieux de l'Union des Associations agricoles du Plateau Central; Frédéric BRU, propriétaire agriculteur, à Lapanouse, près Rodez; abbé CHINCHOLLE, fondateur de la Caisse Rurale de Crédit de Lescure; François GALY, vice-président de la Société anonyme de Crédit immobilier de l'Aveyron; Ch. DE RODAT, président de la Société Centrale d'agriculture de l'Aveyron et de la Coopérative agricole Rouergue-Auvergne-Gévaudan; Christian DE VALADY, propriétaire agriculteur à Combret, près Navviale.

sur l'Etat, bons du trésor ou autres valeurs créées ou garanties par l'Etat, soit en actions de la Banque de France, obligations des départements et des communes, du Crédit Foncier de France, des Compagnies Françaises de Chemin de Fer, soit en parts des Caisses de Crédit agricole, locales, régionales ou centrales, soit en toutes autres valeurs françaises ou immeubles choisis par le Conseil.

De même, il peut mettre ses fonds en dépôt dans les Caisses d'Epargne, à la Banque de France, dans les Caisses Régionales ou Centrales de Crédit agricole ou dans tous autres établissements de Crédit, négocier des avances sur titres en nantissement, ordonner la vente des valeurs dont le montant est nécessaire au fonctionnement de la Caisse, régler le service des dépôts, des Bons à émettre, fixer le taux de l'escompte et des avances, le maximum de crédit, d'escompte ou d'avances à ouvrir aux caisses locales, encaisser toutes sommes et donner quittance.

En résumé, le Conseil a, dans sa compétence, tout ce qui n'est pas spécialement réservé à l'Assemblée générale.

*
**

L'Assemblée générale de la Caisse Régionale de Crédit doit se réunir sur convocation du Conseil d'Administration chaque année entre le 1^{er} Février et le 1^{er} Avril. Elle se compose des porteurs de parts présents ou représentés par d'autres porteurs de parts.

Les délibérations, prises à la majorité des membres présents ou représentés, ne sont valables que si le quart au moins du capital existant est représenté ¹.

Le rapport des commissaires sur la situation de la Société, le bilan et les comptes présentés, est entendu par l'assemblée qui les approuve, s'il y a lieu. De plus, elle statue sur le

¹ L'Assemblée générale qui nomme les administrateurs, les assemblées générales extraordinaires ne peuvent délibérer valablement que si la moitié du capital est représenté.

versement à affecter à la réserve, nomme les commissaires de surveillance de l'exercice suivant, décide si le capital social doit être augmenté, délibère souverainement sur tous les intérêts de la Société, et confère au Conseil d'Administration tous les pouvoirs supplémentaires qui sont reconnus utiles.

*
**

Les dépôts à long terme. Le compte courant agricole. Le compte courant postal. — A mesure que le Crédit Mutuel agricole entraît dans les mœurs, il apparaissait nécessaire aux dirigeants de la Caisse Régionale de Crédit de perfectionner les procédés et la méthode, de manière à faciliter, le plus possible, les dépôts et les prêts.

Pour simplifier les dépôts, en même temps établir pour l'épargne des placements assez avantageux et l'empêcher d'aller se perdre sur des valeurs étrangères douteuses, la Caisse Régionale de Crédit, décida l'émission, en 1919, de Bons à 3 ans, au taux de 4 %, et au début de 1920, de Bons à 5 ans, au taux de 5 %.

Elle offrait ainsi aux agriculteurs un placement de tout repos, patronné par les plus hautes personnalités de la Région.

Ces bons sont, de plus, d'une stabilité absolue, indépendante de toutes les fluctuations auxquelles sont soumises les valeurs de Bourse. Ils permettent d'atteindre un but tout naturel, mais depuis longtemps perdu de vue : conserver à l'agriculture l'argent des agriculteurs de la région, le faire servir à l'organisation professionnelle agricole.

Grâce à eux, a pu être facilement constitué le fonds de roulement de la *Coopérative Rouergue-Auvergne Gevaudan*, qui fournit aux agriculteurs, aux meilleures conditions de prix et de qualité, les denrées de toutes sortes, et acquis le matériel de la société de transports qui, fondée en 1919, se propose de véhiculer dans les campagnes les denrées fournies par la Coopérative et ses succursales, et d'en

ramener les produits, au retour, vers les gares d'expédition ¹.

Bref, en prêtant son argent à la Caisse Régionale par l'achat de Bons à 4 et 5 % émis par cette Caisse, l'agriculteur se fait à lui-même un prêt rémunérateur, puisqu'il sera le premier à bénéficier des services qui fonctionnent grâce à ces fonds.

Au surplus, les Bons de la Caisse Régionale ne sont pas un placement gênant pour le détenteur. Il peut les céder de la main à la main, sans formalités, puisqu'ils sont au porteur. Et à tout moment, en les remettant en nantissement à la Caisse Régionale, il peut obtenir un compte courant d'avances, avances qui peuvent atteindre jusqu'à la totalité de la valeur des Bons. Avantage appréciable, puisque les prêts sur titres consentis par les Banques, n'excèdent généralement par 80 % de la valeur des titres.

La pratique du compte courant agricole adopté par la Régionale Crédit du Plateau Central, est un procédé de prêt accessible aux agriculteurs possédant quelques valeurs mobilières qu'ils peuvent donner en nantissement, afin de se procurer des fonds de roulement, pour leur exploitation. C'est le procédé le plus simple, le plus rapide et le plus sûr ; il a le grand avantage de permettre le remboursement à volonté et de limiter la paperasserie. Lors du règlement, il est tenu compte à l'emprunteur des intérêts des titres déposés, et ce dernier paie à la Caisse les intérêts des sommes reçues pendant tout le temps qu'il les a gardées.

Ainsi compris, le compte courant agricole facilite grandement les prêts sollicités par les agriculteurs adhérents des Caisses locales, de même que les Bons leur permettent un placement facile, sûr et fructueux de leurs capitaux disponibles.

*
**

Ces moyens de prêts et de dépôts ne suffisent pourtant

1. Voir plus loin l'étude consacrée à chacune de ces institutions.

pas à tous les besoins des agriculteurs, qui peuvent avoir, par exemple, des capitaux disponibles pendant quelques mois ou quelques semaines seulement. C'est ce qui arrive généralement, dans le Plateau Central, lorsque les propriétaires et les fermiers ont vendu, à l'automne, leur bétail et ne doivent en racheter qu'au printemps suivant, pour garnir leurs pâturages ou « montagnes ».

Par ignorance, méfiance ou routine, ils gardent souvent dans leur armoire ces capitaux improductifs.

Pour remédier à cette immobilisation infructueuse, il fallait avoir recours à un procédé de placement simple, permettant les retraits rapides. On l'a créé en utilisant les facilités de la loi du 7 janvier 1918 sur le chèque postal, en établissant le *compte courant postal*, grâce auquel tout agriculteur, membre d'une des associations agricoles adhérentes à l'Union du Plateau Central, peut envoyer à la Caisse régionale.¹ toutes les sommes dont il dispose, depuis les plus minimes, jusqu'aux plus fortes, moyennant une simple dépense de 0 fr. 15 par envoi. Il lui suffit, pour cela, de demander au trésorier de la Caisse Rurale de sa commune une formule rose, sur laquelle il inscrit la somme à déposer, avec toutes les indications nécessaires sur la durée du dépôt : à vue, à un an, à deux ans, à trois ans, etc.. Puis, le déposant verse à la poste, qui lui en donne un reçu, la somme à porter au crédit de son compte, à la Caisse Régionale de Crédit du Plateau Central.

Le versement peut être effectué par le trésorier de la Caisse Rurale, qui peut aussi remplir toutes les formalités.

Dès que l'avis de versement émis par le bureau postal est parvenu à la caisse régionale, les sommes déposées portent intérêt au profit du déposant, au taux demandé par

1. La Caisse Régionale Crédit a son compte courant au Bureau spécial de chèques postaux de Toulouse. L'éloignement de ce bureau est un sérieux obstacle au développement du compte courant postal, obstacle qui disparaîtra le jour où des bureaux spéciaux seront établis à Rodez, Mende et Aurillac.

lui, suivant la durée pendant laquelle il peut les laisser en dépôt.

Pour retirer les fonds ainsi versés, il suffit d'adresser une demande à la Caisse Régionale, qui les fait parvenir au déposant dans le plus bref délai possible.

Généralisé, le compte courant postal permettra aux agriculteurs de ne pas laisser improductifs leurs capitaux et économies disponibles, même pendant un temps très court, d'éviter aussi les risques de vol, d'incendie ou de perte. En l'utilisant, ils n'agissent pas autrement que les industriels et les commerçants, qui font du compte courant en Banque un usage constant.

*
**

Développement du Crédit Rural dans le Plateau Central.

— Pour considérables que fussent les services que pouvait rendre le crédit mutuel agricole, la création des caisses rurales et le développement des opérations de la Caisse Régionale ne devaient se produire que lentement.

Nous avons vu que les gros propriétaires fonciers, trouvant toutes garanties dans le système de l'assurance à trois degrés, s'étaient faits très vite les clients et les vulgarisateurs de l'assurance mutuelle contre l'incendie.

En matière de crédit, il ne se produisit, dès le début, rien de pareil, les propriétaires importants étant justement ceux qui n'avaient pas besoin d'emprunter des capitaux d'exploitation. Dès lors, l'exemple ne venant pas d'en haut, les petits et moyens propriétaires, les fermiers, retenus par un amour-propre chatouilleux qui redoute le discrédit encouru par tout emprunteur, se montrèrent hésitants à s'adresser aux caisses rurales.

Peu à peu, les premiers comprenant mieux le rôle qui leur incombait dans l'organisation professionnelle, en vinrent à emprunter sans besoin aux caisses rurales, dans le seul but d'inciter les autres à recourir sans fausse honte, au crédit mutuel.

A la fin de septembre 1912, une douzaine de caisses rurales à peine étaient créées et fonctionnaient. Un an après, ce nombre était doublé, et le 31 décembre 1913, en fin d'exercice, il se trouvait porté à 32.

Malgré ces débuts modestes, on peut dire qu'à la veille de la guerre, le crédit mutuel agricole s'était implanté dans le Plateau Central, et que sa progression était satisfaisante si l'on en juge par les chiffres des bilans successifs de la Caisse Régionale :

	Capital	Dépôts	Prêts
Du 31 Décembre 1911	40.440	5.240 49	14 391 20
Du 31 Décembre 1912	60.640	35.182 49	18.158 09
Du 31 Décembre 1913	60.680	493.498 65	467.275 14

Résultats très encourageants, si l'on considère que, dans cette progression, les caisses de fondation récente, telles que celles de Flavin et de Rignac, rivalisèrent, pour le chiffre des dépôts, avec celles qui étaient déjà anciennes.

Les esprits s'ouvraient de plus en plus aux idées de mutualité et d'organisation professionnelle.

*
**

La guerre apportant un trouble considérable dans les campagnes en les privant de leurs forces vives, on aurait pu craindre qu'au lendemain de la mobilisation, les déposants eussent besoin des fonds confiés aux Caisses de Crédit et ne vinssent les retirer tous à la fois. Il n'en fut rien; les retraits ne se produisirent que dans une proportion insignifiante.

Du 1^{er} août au 31 décembre 1914, le montant des retraits s'éleva à la somme de 16.894 francs, sur un total de dépôts de 1.300.624 francs. Et pendant la même période, les dépôts nouveaux atteignirent 90.000 francs.

C'est dire que les caisses rurales et la Caisse Régionale

jouissaient d'une confiance absolue¹; alors que les Caisses d'Epargne, pour se mettre à l'abri d'une panique, limitaient le chiffre des remboursements possibles, la Caisse Régionale remboursa intégralement et à vue les dépôts réclamés.

Malgré la longue durée des hostilités, la confiance méritée par les Caisses Rurales et la Caisse Régionale, grandit encore. En mai 1917, les dépôts atteignaient un chiffre voisin de six millions.

Cette épargne, conservée au pays, fut employée en grande partie en souscriptions de Bons de la Défense Nationale (exactement une somme de 4.183.287 francs).

La Caisse Régionale put encore concourir à la création des premières coopératives du front, contribuant ainsi à ruiner l'œuvre détestable des mercantis exploitteurs de nos soldats, et mettre à la disposition du Conseil général de l'Aveyron 700.000 francs destinés au ravitaillement du département.

Depuis la victoire, la vitalité de la Caisse Régionale de Crédit du Plateau Central s'est manifestée plus grande que jamais. Du 1^{er} Janvier au 1^{er} Août 1920, elle a reçu environ cinq millions de dépôts et ses prêts pour la même période se sont élevés à la somme de 3.500.000 francs.

Par les moyens puissants dont elle dispose, elle est devenue le facteur matériel le plus actif du développement des associations agricoles et de la prospérité économique de la région.

D'autre part, les apôtres du crédit agricole ont su mettre en œuvre, pour le succès des emprunts nationaux, leur autorité morale et leur influence, faisant ainsi servir à l'intérêt du pays les magnifiques résultats d'une longue action patiente et féconde.

1. En Allemagne, des institutions semblables, jouissant d'une grande popularité, inspirèrent la même confiance au moment de la déclaration de la guerre : les populations, affolées par les événements, retirèrent leur argent des banques et des caisses d'épargne officielles pour le confier aux caisses rurales, en les suppliant de le recevoir, même sans promesse d'intérêt.

CHAPITRE IV.

La Coopération Agricole

De 1906, date d'origine du mouvement syndicaliste agricole du Plateau Central aujourd'hui florissant, jusqu'en 1919, les services d'ordre purement économique, rendus par les syndicats aux agriculteurs, consistèrent surtout à grouper leurs commandes de denrées et d'outillage et à les transmettre aux fournisseurs. Ceux-ci, en raison des quantités demandées, consentaient des prix de gros.

Seul, le syndicat agricole de l'Aveyron, déjà ancien, possédait un important dépôt principal à Rodez, 23, Rue Béteille, cinq dépôts secondaires, (Aubin, Estaing, Saint-Christophe, Espalion, Naucelles) et réunissait des commandes assez considérables pour pouvoir s'adresser directement aux producteurs eux-mêmes.

Les syndicats locaux étaient encore obligés de s'adresser, trop souvent, à des intermédiaires et ne procuraient pas à leurs adhérents tous les avantages qui avaient été d'abord escomptés. N'ayant pas les organes de contrôle nécessaires, ils ne pouvaient lutter efficacement contre la fraude fréquemment pratiquée par les marchands d'engrais.

La Coopérative agricole « Rouergue-Auvergne-Gévaudan ».

Le besoin d'une organisation régionale se faisait sentir profondément, qui permît de totaliser les besoins de tous

les syndicats et de représenter ainsi, pour les gros fournisseurs, une très importante clientèle, à laquelle ils fussent disposés à consentir des réductions de prix extrêmes.

D'autre part, la nécessité s'imposait d'une Coopérative qui possédât en tous temps des stocks de denrées et objets communément utilisés par les agriculteurs, de manière que ceux-ci ne fussent jamais pris au dépourvu ¹.

Dès 1918, la création d'une Coopérative avait été envisagée à l'Union du Plateau Central.

Des négociations furent, d'autre part, engagées par elle en vue d'obtenir la cession d'une certaine superficie d'un terrain situé aux abords de Rodez et de la voie ferrée, destiné à la construction d'une vaste entrepôt central, où pourraient être emmagasinés d'importants stocks de marchandises et où viendraient s'approvisionner tous les syndicats agricoles de la région.

Le 22 Février 1919, la Coopérative Régionale était définitivement créée sous le nom de *Coopérative Agricole « Rouergue-Auvergne-Gévaudan »*, avec siège social à Rodez, 2 Boulevard de Guizard; elle commença à fonctionner le 10 Mai 1919 ¹.

Elle se proposait :

1° L'achat et la vente en commun, aux meilleures condi-

1. Un arrêt de la Cour d'appel de Nancy, confirmé par un arrêt de la Cour de Cassation, rendu en 1908, déniait aux syndicats agricoles le droit d'acheter pour revendre à leurs adhérents, de constituer des magasins de vente. L'émotion créée par ces arrêts souleva une forte protestation des syndicats agricoles qui, après une campagne énergique, tant dans le pays qu'au Parlement, continuèrent à bénéficier d'une grande tolérance pour l'exercice de leurs attributions économiques, à condition de ne pas déborder le terrain des intérêts professionnels de leurs membres.

Une loi vient de consacrer la capacité civile des syndicats (mars 1920). Désormais, sous la seule condition de ne pas distribuer de bénéfices à leurs membres, ils peuvent acheter et céder toutes les denrées et objets nécessaires à l'exercice de la profession.

1. La Coopérative R. G. A. prenait purement et simplement la suite du Syndicat agricole de l'Aveyron. Ce dernier lui prêtait

tions de prix et de qualité, de toutes substances, denrées et marchandises utiles aux agriculteurs ;

2° L'acquisition, la fabrication, la conservation, la répartition et la vente de tous objets et produits agricoles ;

3° Toutes opérations et traités, généralement quelconques, pouvant présenter un avantage pour les coopérateurs ;

4° L'acquisition, la location et l'aménagement de tous immeubles nécessaires à la réalisation de ces diverses opérations ;

5° La constitution enfin, par l'accumulation des bonis, d'un capital collectif et impersonnel, destiné à favoriser l'expansion de toute œuvre jugée utile au développement de l'organisation professionnelle agricole et du mouvement coopératif.

Par ces dernières dispositions, se révèlent encore les préoccupations capitales des dirigeants de l'Union du Plateau Central, qui, en toutes leurs initiatives, se proposent avant tout de promouvoir une organisation professionnelle agricole de plus en plus développée.

Chaque année, les bonis provenant des trop perçus sont répartis de la manière suivante :

5 % à la réserve ;

10 % à la disposition du Conseil, pour la rémunération de tous concours utiles ou la constitution de réserves supplémentaires ;

35 % aux Syndicats agricoles, à titre de ristournes, au prorata des opérations effectuées par leurs membres ;

40 % à l'Union des Associations agricoles du Plateau Central, pour être par elle employés au mieux des intérêts généraux dont elle a la charge ;

une partie de son avoir, soit 540.000 francs environ. Ainsi, elle a pu se constituer sans capital social, suivant la forme civile (article 1832 du Code Civil).

Son fonds de roulement, assez considérable, lui est fourni par la Caisse Régionale de Crédit du Plateau Central et provient soit des dépôts à vue effectués par les agriculteurs en compte courant, avec intérêt de 4 %, soit de l'émission de bons 5 % à 5 ans.

10 % à la Société Centrale d'Agriculture de l'Aveyron.

Pour être sociétaire de la Coopérative, il faut être agriculteur, membre d'un des Syndicats affiliés à l'Union des Syndicats agricoles du Plateau Central, et être agréé par le Bureau de la Coopérative.

Chaque sociétaire reçoit une carte individuelle nominative et doit verser une cotisation fixée à un franc. Sous ces conditions, il a droit de s'approvisionner dans les magasins de la Coopérative et de profiter de tous ses services, y compris le service du Bulletin des Associations agricoles du Plateau Central.

*
**

Le Conseil d'Administration¹ de la Coopérative agricole comprend douze membres au moins, élus par l'Assemblée générale, dont la moitié doit être prise parmi les administrateurs du Syndicat agricole de l'Aveyron. Ils sont nommés pour six ans et indéfiniment rééligibles.

Les pouvoirs du Conseil d'Administration sont très étendus. Il est chargé de la direction générale de la Société, et peut, à cet effet, faire toutes acquisitions, baux et locations nécessaires, tous les travaux utiles, les paiements et encaissements, contracter des emprunts, etc... Il se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige et au moins

1. Conseil d'administration :

Président : M. Charles DE RODAT, château de Druelle, près Rodez.

Vice-présidents : MM. MIGNONAC, à Lagranville; AZAM, directeur du Crédit Foncier, à Rodez.

Secrétaire général : M. BONNAFÉ, avocat à Rodez.

Administrateur : M. Maurice ANGLADE, à Rodez.

Membres : MM. ARNAL, président du Syndicat agricole de Mil-lau; DE BANCAREL, château d'Hyars, par Flavin; BENOIT, à Les-clausade, par Salles-la-Source; BESSOLES, expert à Rodez; FABRE, à Cassagnes, par Buzeins; LACOMBE, notaire à Frons; Edouard MAISONNOBE, avocat à Rodez; TEULIN, aux Angles, par Moyrazes; RENAULT DE VEZINS, à Vezins; Amédée VIDAL, à Salles-la-Source; DE LESCURE, à Lavergne, par Séverac-le-Château.

tous les trimestres, sur convocation du président, convoque l'Assemblée générale et lui présente un rapport sur les comptes de l'exercice.

Un Bureau, composé d'un Président, deux Vice-Présidents, un Secrétaire, un Trésorier, est nommé par le Conseil et constitue le Comité de Direction chargé spécialement de la surveillance du personnel et du contrôle des opérations.

Le Conseil d'Administration peut déléguer ses pouvoirs, en totalité ou en partie, à son bureau ou à l'un de ses membres, qui devient alors l'administrateur délégué.

L'Assemblée générale de tous les membres fondateurs et souscripteurs a lieu chaque année sur convocation insérée au Bulletin de l'Union. Elle entend un rapport sur les affaires de la Société, désigne, s'il y a lieu, des commissaires aux comptes et statue sur les propositions qui lui sont présentées.

Développement de la Coopérative agricole. — En une année, la Coopérative Agricole R. A. G. a atteint un développement considérable qui fait prévoir un avenir brillant. Elle ne compte pas moins de trente succursales dans les départements de l'Aveyron, de la Lozère et du Tarn. D'autres seront créés bientôt dans le Cantal.

Succursales.	AVEYRON..	Rodez	Carcenac
		Aubin	La Salvetat
		St-Christophe	Salles-Curan
		Espalion	Huparlac
		Estaing	Rignac
		Nancelle	Camarès
		Recoulès	Laguiole
		Bertholène	Réquista
		Gabriac	St-Sernin
		Laissac	Severac
		St-Afrique	Rienpeyroux
		Belmont	
		Segur	
		Marcillac	
	LOZÈRE....	Marvejols	
		Mende	
	TARN.....	Albi	
		Carmaux	
		Laguépic	

Malgré la crise des transports, la Coopérative agricole R. A. G. a pu approvisionner les syndicats agricoles en produits, qu'il leur eut été impossible de se procurer dans le commerce. L'examen du tableau suivant, permet d'évaluer les services rendus.

Produits livrés aux agriculteurs :

Engrais chimiques :	1.100	wagons,	soit	1.100.000 k.
Maïs de consommation :	101	—	—	101.000 k.
Tourteaux Alimentaires :	70	—	—	70.000 k.
Pommes de terres de semences :	103	—	—	103.000 k.
	1.374	wagons,	soit	1.374.000 k.

Du 1^{er} Janvier 1920 au 31 Mai 1920, le chiffre d'affaires de la Coopérative s'est élevé à la somme de 5.149.036 fr. 91. La valeur des marchandises entreposées dans les succursales n'était pas inférieure, au 31 Mai 1920, à 2.550.000 fr. dont la plus grande partie est représentée par des engrais, en particulier des scories de déphosphorations, emmagasinés en vue des besoins de l'automne prochain et pour parer au défaut éventuel de ces matières indispensables aux agriculteurs de la région.

CHAPITRE V.

Les Services Généraux de l'Union

Dès que fut constituée l'Union des Associations agricoles du Plateau Central, groupement puissant des fédérations de syndicats, de mutuelles et autres organisations régionales, des rapports nouveaux s'établirent entre les membres et la tête de ce grand corps. Œuvres des mêmes hommes d'élite, répondant chacune à un aspect particulier, d'un même besoin, celui de s'organiser dans la profession pour défendre des intérêts professionnels communs, les Fédérations cherchèrent dans l'Union un appui, une direction de tous les instants, pour réaliser une coordination d'efforts utile et féconde.

Pour remplir la tâche qui lui incombait désormais, l'Union a créé, à son siège social, 2, Boulevard de Guizard, à Rodez, un ensemble de services généraux qui constituent comme le cerveau d'un organisme complexe, auquel il distribue les impulsions vitales.

*
**

C'est d'abord le *Secrétariat social*, dont le rôle est essentiellement un rôle de propagande.

S'il est vrai que le paysan prend peu à peu conscience de l'infériorité de sa situation, due à son isolement obstiné,

il est encore incapable de recourir spontanément au remède de l'organisation.

Germée au contact des rudes réalités et des difficultés de la vie, l'idée à besoin, pour se développer et aboutir à des réalisations pratiques, d'être stimulée.

Au Secrétariat Social, le rural d'élite, qui éprouve le désir d'agir dans son milieu, trouve tous les renseignements nécessaires sur la constitution et le fonctionnement des associations agricoles, syndicats, mutuelles, caisses rurales, etc., des indications sur les formalités à remplir, des modèles de statuts. A sa demande, s'il le faut, des conférenciers compétents se transportent dans son village pour exposer de façon complète et pratique, aux agriculteurs, les bienfaits de l'association sous toutes ses formes.

Les *conférences* ont été un des plus efficaces moyens de propagande employés par les initiateurs du mouvement d'organisation agricole du Plateau Central. La Fédération des mutuelles-incendie, qui comprend aujourd'hui plus de 200 caisses locales, fut créée et se développa à la suite d'une active campagne de conférences menée par M. Maurice Anglade et M. Rabier, le sympathique Directeur de la Caissé Régionale-Incendie.

Le Secrétariat Social ne se borne pas à attendre qu'on fasse appel à son concours, il se livre à un actif travail de pénétration dans les milieux ruraux. Du jour de sa création, il a eu pour cela à sa disposition le Bulletin de l'Union des Syndicats Agricoles du Plateau Central. Devenu *le Bulletin de l'Union des Associations Agricoles du Plateau Central*, cet organe mensuel fut immédiatement un admirable trait d'union entre toutes les associations, un puissant instrument de diffusion portant partout les idées fécondes, des conseils pratiques, des informations du plus haut intérêt sur le mouvement économique et social, la vie agricole de la région, le développement des institutions rurales, en un mot tous les renseignements pouvant à un titre quelconque, intéresser les agriculteurs.

Son tirage dépassait 10.000 au début de l'année 1920 et

le besoin se faisait sentir d'un organe de périodicité plus fréquente. Le 10 Mai 1920, le bulletin cessait de paraître et était remplacé par « *l'Echo du Plateau Central* » journal bi-mensuel, organe régional des associations agricoles du Plateau Central (Rouergue, Albigeois, Castrais, Carmausin, Auvergne, Gévaudan).

*
**

Un Contentieux dirigé par un éminent avocat du barreau de Rodez, M. Bonnafé, étudie toutes les questions juridiques intéressant les associations agricoles, donne des consultations sur l'application des nombreux textes qui régissent leur existence, vérifie les feuilles d'impôts et les lettres de voitures de leurs adhérents, dans lesquelles se glissent souvent des erreurs importantes.

*
**

Le manque de confort de l'habitation rurale étant une des causes les plus efficaces de l'abandon de la terre, l'Union du Plateau Central a été amené à créer un *Service d'Hygiène et de Construction Rurale*, qui met à la disposition des agriculteurs des devis, des plans d'habitations rurales établies et aménagées suivant les règles d'une hygiène bien entendue.

Ce service est confié à un architecte (actuellement M. Boyer, architecte départemental de l'Aveyron) et à un médecin, qui se transportent, quand c'est nécessaire, sur les lieux, pour donner des directives utiles, dont l'application doit aboutir à corriger les défauts des vieilles habitations, et à faire adopter des méthodes rationnelles dans l'organisation des nouvelles habitations.

Peu à peu, dans chaque village, parmi les maisons d'autrefois, s'élèveront quelques habitations nouvelles ; tous les habitants les admireront, elles seront pour eux des modèles, que tôt ou tard ils imiteront, car le paysan, méfiant par nature, est sensible à la leçon des faits.

Progressivement, il conviendra que les fumiers et les détritrus ne sont pas à leur place dans sa cour, et qu'ils doivent être éloignés. Quand les grandes baies laisseront pénétrer dans sa maison la lumière et le grand air, remplaçant des jours étroits, qui jadis la rendaient sombre et triste, il sentira plus vivement le besoin d'aménager son intérieur avec goût.

Appréciant de plus en plus le confort pour son propre compte, il comprendra mieux que ses domestiques et ses ouvriers méritent qu'on leur fasse la vie plus agréable. Il ne voudra plus qu'ils habitent les étables aux émanations malsaines, ni qu'ils vivent dans une promiscuité déplorable pour l'hygiène et la morale. Il prévoiera pour eux des chambres où il leur sera agréable de se retirer et de se reposer.

Ainsi sera réalisée une mesure efficace pour retenir l'ouvrier agricole aux champs.

Le même effort d'amélioration s'étendra à l'habitation animale qui est aussi defectueuse que l'habitation humaine. Aux étables trop basses, mal aérées, qui entretiennent des foyers de maladies, et particulièrement la tuberculose, se substitueront des écuries très largement ouvertes, bien orientées, saines, et la mortalité du bétail se trouvera considérablement réduite.

Il est facile de juger de l'importance du Service d'Hygiène et de Constructions rurales par les conséquences extrêmement intéressantes d'une action dirigée avec clairvoyance, chaque réalisation sur ce terrain devenant une leçon profitable ¹.

1. L'importance de l'habitation rurale a retenu depuis longtemps l'attention des agriculteurs éclairés. Dans sa séance du 17 mars 1912, la Société Centrale d'agriculture de l'Aveyron décida de mettre au concours un projet d'habitation rurale, avec bâtiments d'exploitation. Une quinzaine de mémoires furent adressés au jury chargé de les examiner, des prix et des mentions furent attribués à sept d'entre eux, qui présentaient des avantages appréciables.

Un album des plans et devis primés au concours fut édité afin de mettre les agriculteurs aveyronnais à même d'en tirer profit.

*
**

La Région du Plateau Central est loin d'être pourvue de moyens de communication suffisants. Certains cantons se trouvent tout à fait en dehors des zones desservies par le chemin de fer; les transports doivent se faire lentement par routes, parfois très difficilement, pendant la mauvaise saison. Là même où pénètre la voie ferrée, les services furent si réduits pendant la guerre que la vie commerciale des campagnes fut en partie paralysée.

Au retour de l'état de paix, la vie des syndicats agricoles et des coopératives reprenant, l'insuffisance des moyens de transport se fit tellement sentir que l'Union du Plateau Central, se faisant l'interprète des désirs exprimés par les associations et les sociétés filiales groupées dans son sein, prit l'initiative d'organiser un *Service de Transports*, dont le centre d'attache serait Rodez.

Il ne saurait, lisait-on dans la préface de cet ouvrage, y avoir de méprise sur le but poursuivi. Il ne faudrait pas conclure, en effet, que tous les propriétaires aveyronnais doivent sans retard s'employer à transformer leurs exploitations en conformité des types proposés, au risque d'y employer des dépenses hors de proportion avec l'importance des intérêts en jeu.

L'album actuel présente un idéal dont chacun pourra chercher à s'inspirer, mais que personne, assurément, ne saurait songer à réaliser. Chacun pourra tirer profit des renseignements qui y sont accumulés, à la condition de s'attacher au fond, non à la forme, à l'idée, non à sa manifestation spéciale.

L'idée, le fond, c'est qu'il faut améliorer nos bâtiments de ferme, et, par là-même, la vie rurale, mais c'est aussi que pour ce faire, il faut chercher l'inspiration sur place, en s'adaptant aux besoins de chaque espèce particulière et en profitant soigneusement des ressources locales et des bâtisses existant déjà.

Les installations des fermes proposées comme modèles touchent de très près à la perfection, les constructions et les aménagements intérieurs sont des mieux compris, les devis eux-mêmes paraissent très modérés; mais, pour si modérés qu'ils soient, il n'en apparaîtront pas moins manifestement exagérés pour l'importance présumée des exploitations envisagées. A chacun de voir dans quelle mesure et dans quelle proportion il pourra utiliser et mettre à profit la très intéressante mine de documents que la « Société d'Agriculture » a tenu à mettre sous sa main.

Ce n'est pas, certes, que les projets soient à l'abri de toutes

Le 23 Août 1919, eut lieu une réunion à laquelle assistaient :

MM. De RODAT, représentant la Société d'Exportation ;
 D'HAUTERIVE, représentant la Société d'Exportation ;
 ANGLADE, représentant la Société Agricole de Roquefort ;
 Benoit de L'ESCLAUSADE, représentant la Société Agricole de Roquefort ;
 LACOMBE, représentant la Coopérative R. A. G. ;
 PEZEU, Ingénieur ;
 CALMELS, Directeur de la Coopérative R. A. G. ;
 RABIER, Directeur de la Caisse Régionale-Incendie ;
 ALRIC, Inspecteur de la Coopérative R. A. G.

M. ANGLADE expose la nécessité de fonder une *Société Coopérative de Transports Automobiles*, et il fut décidé que cette nouvelle institution serait créée par les trois sociétés qui devaient le plus faire appel à ses services :

LA COOPÉRATIVE AGRICOLE ;

LA SOCIÉTÉ AGRICOLE DE ROQUEFORT ;

LA SOCIÉTÉ D'EXPORTATION DES PRODUITS AGRICOLES DU PLATEAU CENTRAL ¹.

Quelques jours plus tard, le 27 Août 1919, une nouvelle assemblée consentit l'achat de six camions automobiles.

critiques. D'aucuns pourront regretter que les auteurs n'aient pas prévu, conformément aux usages du pays, l'installation des réserves à fourrages directement au-dessus des écuries. Il est plusieurs autres de leurs dispositions qui pourront donner lieu à discussion. Il n'en faudra pas moins convenir que chacun des aménagements proposés se défend et se justifie par des considérations sérieuses et des arguments raisonnés.

A chacun donc d'adapter leurs leçons à ses besoins. A chacun de bâtir et s'installer aux meilleures conditions possibles, sans toutefois se laisser par trop effrayer par certaines dépenses d'installation, justifiées malgré tout, et que l'on arrivera à récupérer très vite par de sérieuses économies de temps et par conséquent de main-d'œuvre.

1. La Société Coopérative de Transports du Plateau Central est une société anonyme, au capital de 200.000 francs, fourni par tiers par les trois sociétés fondatrices.

M. PEZEU, ingénieur, fut chargé d'établir la réglementation technique de la Société des Transports, qui se trouva à même de fonctionner en quelques semaines.

Ainsi étaient démontrés, une fois de plus, l'activité et l'esprit d'initiative hardie qui règne à l'Union du Plateau Central. Quelques mois après que l'idée en avait été lancée, elle se trouvait pourvue d'un service de transports appelé à rendre les plus grands services à sa Coopérative agricole et à ses Sociétés filiales, en facilitant et en accélérant les ravitaillements de toutes sortes et l'exportation des produits agricoles des centres éloignés vers les gares expéditrices ou les usines de transformation ¹.

Un atelier central de réparations permet de réduire au minimum les dépenses d'entretien des véhicules et d'exercer une surveillance parfaite.

Un système ingénieux de primes (d'entretien kilométrique, d'économie d'essence, de frêt, et autres primes supplémentaires) garantit le rendement maximum du personnel et du matériel.

*
**

Enfin, l'Union a un *Service Industriel*, dont la tâche est de promouvoir la mise en valeur des ressources économiques de la région et d'être pour les associations agricoles et leurs membres un conseiller technique.

De création récente (Juin 1949) ce service, dont la direction est confiée à M. Pezeu, qui est depuis longtemps spécialisé dans toutes les questions d'organisation industrielle, est destiné à jouer un rôle important.

Etudiant de près les machines agricoles, il signale aux

1. Grâce à ce service, la Société agricole de Roquefort peut aller prendre les fromages dans les laiteries et éviter ainsi les transbordements dans les gares, d'où accroissement de la qualité des produits. De même, la Société d'Exportation des produits agricoles du Plateau Central peut amener rapidement à son usine de Cantarane les agneaux, veaux, volailles, fruits, qui doivent y être traités, et en faire sortir les sous-produits et les issues.

constructeurs les défauts remarqués et les améliorations techniques désirables en raison, soit de la nature, soit de la conformation du terrain dans la région. Il est l'intermédiaire naturel entre ces constructeurs et les agriculteurs pour tous leurs achats, conclus ainsi aux meilleures conditions de prix et de sécurité.

Un atelier mécanique, adjoint au garage de la Société des Transports, permet d'effectuer toutes les réparations qui peuvent être demandées.

Mais c'est dans l'exploitation des richesses locales et des matières utiles à l'agriculture que les initiatives du Service Industriel sont assurées de résultats considérables. Le Plateau Central renferme des forces hydrauliques qui, intelligemment aménagées, fourniront à très bon compte la lumière et la force motrice aux exploitations agricoles, assurant ainsi le développement du confort et de la production.

De nombreuses exploitations (fours à chaux, ardoisières, etc.), abandonnées depuis longtemps, pourront être remises en activité et, grâce à des procédés modernes, arriver à suffire aux besoins de la région, à des prix inférieurs à ceux que peuvent consentir les importateurs. D'ores et déjà, on peut entrevoir le jour prochain, où le Causse pourra fournir au Ségala toute la chaux qui est indispensable à ses terres.

Par son Service Industriel, appliqué à l'étude des ressources considérables du Plateau Central et à leur mise en valeur rationnelle, suscitant et favorisant la formation de sociétés à forme coopérative pour leur exploitation, l'Union a ouvert à son activité un champ immense, portant ainsi sa puissance d'action à un degré tel, qu'elle apparaît comme le principal agent de la régénération d'une région qui est une des plus intéressantes et sera bientôt une des plus riches de la France.

DEUXIÈME PARTIE

Les Sociétés Filiales

Les Sociétés Filiales

Quelque considérables que soient les résultats obtenus par les syndicats agricoles et les services rendus par la mutualité et la coopération aux agriculteurs du Plateau Central, ils sont loin d'épuiser tous leurs besoins, qui doivent trouver leur satisfaction dans une organisation professionnelle complète.

Guidés toujours par l'idée directrice de toutes les Institutions rurales du Plateau Central, qui est avant tout, d'enrayer l'abandon des campagnes, les dirigeants des groupements régionaux que nous avons étudiés et ceux de la Société d'Encouragement ont suscité la création de Sociétés Filiales de l'Union, poursuivant chacune un but bien déterminé.

Ces sociétés ont à la fois un caractère coopératif et mutualiste, puisqu'elles se proposent d'être utiles à tous les agriculteurs de la région, qui feront appel à leurs services, et un caractère capitaliste, en tant qu'elles se constituent au moyen de capitaux à rémunérer, d'une manière limitée, il est vrai, sur les bénéfices.

Ainsi se sont constituées :

1° *La Société de Crédit Immobilier de l'Aveyron*, qui est destinée à faire des avances aux salariés agricoles, pour leur procurer la possibilité soit d'acquérir une petite propriété, soit de se faire construire une maison ;

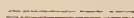
2° *La Société Agricole de Roquefort*, qui poursuit, en

même temps, le progrès de l'industrie laitière et la défense des intérêts des producteurs ;

3° *La Société d'Exportation des produits agricoles du Plateau Central*, qui a pour but la recherche de débouchés avantageux et la vente à des prix rémunérateurs, grâce à la suppression des intermédiaires ;

4° *La Société Immobilière du Plateau Central*, dont l'objet est de mettre à la disposition de l'Union des Associations Agricoles du Plateau Central et de tous ses services, les immeubles nécessaires à leur fonctionnement ;

5° Les Coopératives de production : *Coopérative agricole cantalienne*, *Coopératives laitières de l'Aubrac*.



CHAPITRE PREMIER

La Société de Crédit Immobilier de l'Aveyron

Attentive à découvrir les diverses causes de l'émigration rurale, la Société d'Encouragement aux Institutions Rurales du Plateau Central avait signalé, dès ses débuts, la situation inférieure faite aux ouvriers agricoles, et, par des campagnes de presse attiré l'attention des agriculteurs sur le danger grave qu'il y avait à négliger d'améliorer leur sort.

Beaucoup, parmi ces ouvriers, ne possèdent ni terre, ni maison. Dans les exploitations agricoles où ils sont engagés, ils sont souvent mal logés, mal couchés. Et faute d'avoir un foyer, ils se voient à peu près interdit de fonder une famille. Dès lors, ils ne s'attachent point à la région, qui leur fait une vie aussi médiocre et la quittent à la première occasion, pour aller chercher ailleurs les possibilités de bien-être qu'elle ne leur offre pas.

Pour enrayer cet exode des ouvriers agricoles vers les villes, le Crédit Immobilier apparaît comme un des moyens les plus efficaces et les plus pratiques que l'on puisse mettre en œuvre. Il a été organisé, en France, par la loi du 10 Avril 1908, modifiée par les lois du 8 Avril 1910 et du 26 Février 1912, connue sous le nom de loi Ribot. Cette

loi consacre l'extension des dispositions de la loi du 12 Avril 1906 sur les habitations à bon marché à l'achat de champs et de jardins ; elle ne joue que par l'intermédiaire de Sociétés de Crédit Immobilier, auxquelles l'Etat consent des prêts au taux de 2 %.

La Société de Crédit Immobilier de l'Aveyron fut fondée en 1913, en application du programme de l'Union du Plateau Central¹.

C'est une Société anonyme régie par les lois du 24 Juillet 1867, 1^{er} Avril 1893, 10 Avril 1908 et par toutes les lois subséquentes modifiant ou complétant l'organisation du Crédit Immobilier. Elle a pour but de mettre à la disposition des salariés, qu'ils soient travailleurs des champs ou des villes, ouvriers ou employés, les sommes nécessaires pour l'acquisition, la construction ou la transformation de maisons entrant dans la catégorie des habitations à bon marché, ou pour l'acquisition de champs ou de jardins.

Elle procure des avantages très appréciables à ceux qui ont recours à ses services.

Le taux d'intérêt de l'argent qu'elle avance ne peut excéder 3 fr. 50 %.

1. Conseil d'administration :

Président : Emile FOURNIALIS, ingénieur agronome, propriétaire agriculteur au Coussanet (Aveyron).

Vice-président : François GABY, propriétaire agriculteur à Rodez.

Administrateurs : Maurice ANGLADE, président de l'Union des Associations agricoles du Plateau Central; Pierre DELBREIL, administrateur délégué de la « Société des Caves et Producteurs Réunis », à Roquefort; Joseph MIGNONAC, avocat, propriétaire agriculteur à Rodez; Justin RAZIMBAUD, administrateur délégué du Syndicat agricole de Saint-Affrique; Charles DE RODAT, président de la Société Centrale d'agriculture de l'Aveyron, au château de Druelle; Joseph SARROUY, directeur de la Société agricole de Roquefort.

Commissaires-censeurs : Claude POULET, directeur de l'Ecole de Montagnac; Vincent LINARD, directeur de la Caisse Régionale de retraites.

Directeur : Achille MURATET.

L'emprunteur acquiert immédiatement la propriété du champ ou de la maison.

Il se libère par annuités qui peuvent, à son gré, s'échelonner sur 10, 15, 20 ou 25 ans et qui sont souvent inférieures à l'intérêt qu'eût exigé tout autre prêteur.

En même temps qu'elle lui consent un prêt, la Société souscrit pour lui une assurance sur la vie à la Caisse Nationale d'Assurances en cas de décès, en vertu de laquelle sa femme et ses enfants seront propriétaires de la maison, sans être tenus à d'autres versements, s'il vient à mourir prématurément.

Les habitations et terrains acquis, grâce aux prêts de la Société, bénéficient des dispositions légales qui assurent la conservation du foyer familial, notamment de celles qui permettent à l'époux survivant de rester sa vie durant dans sa maison (Loi du 12 Juillet 1909, sur la constitution du bien de famille).

Enfin, les maisons construites avec les avances consenties, bénéficient de l'exonération d'impôts pendant 12 ans.

Les prêts faits par la Société de Crédit Immobilier sont subordonnés à des conditions destinées, les unes à garantir les crédits avancés, les autres à sauvegarder l'intérêt général.

L'emprunteur doit être majeur et assez bien portant pour être accepté à l'assurance par la Caisse Nationale d'Assurances en cas de décès, et, de plus, posséder au moins le cinquième de la somme empruntée en numéraire ou en terre libre de toute hypothèque.

Outre ces deux conditions essentielles imposées à la fois aux emprunteurs qui se proposent de construire une maison et à ceux qui ont en vue l'acquisition d'un champ ou d'un jardin, des obligations spéciales incombent à chacune de ces catégories d'emprunteurs :

a) S'il s'agit de la construction d'une maison, une liberté absolue est laissée à l'emprunteur pour le choix du terrain et de l'entrepreneur, mais il est tenu de présenter les plans et devis à la Société, qui les vérifie et en contrôle la bonne

Comité de Patronage des habitations à bon marché, les certificats administratifs et de salubrité prescrits par l'article 3 de la loi du 10 Avril 1908 et l'article 5 de la loi du 12 Avril 1906, puis elle délivre l'acte d'ouverture de crédit à l'emprunteur.

Les fonds sont versés au notaire chargé de la vente, en cas d'achat d'une maison ou d'un terrain, à l'entrepreneur, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, s'ils doivent être consacrés à une construction, mais sur la demande de l'emprunteur et après autorisation de l'agent de la Société qui est chargé de la surveillance.

Instruire les demandes de prêts et les faire exécuter sous son contrôle, ne constitue pas tout le rôle de la Société de Crédit Immobilier de l'Aveyron.

Elle cherche à faire connaître par une propagande bien comprise de conférences et de presse quel parti on peut tirer de l'application des lois qui ont organisé le Crédit Immobilier.

Elle se met à la disposition des emprunteurs pour leur procurer des plans et devis d'habitations bien construites et bien distribuées, et souvent elle est à même de leur indiquer des terrains à bâtir.

· Prêts aux Victimes de la Guerre ·

Avant la guerre, la Société de Crédit Immobilier de l'Aveyron avait instruit une cinquantaine de demandes d'emprunts émanant d'ouvriers agricoles.

Pendant la période des hostilités, cette activité naissante fut paralysée et la plupart des réalisations qui s'annonçaient furent ajournées.

Mais une nouvelle mission s'offrit à la Société. Le Parlement, ému par la situation précaire faite aux mutilés et pensionnés militaires, aux veuves de la guerre et aux victimes civiles de la guerre, vota la *loi du 9 Avril 1918*, qui prévoit « des prêts hypothécaires pour faciliter l'acquisition, l'aménagement, la transformation et la reconstitution de

petites propriétés rurales, dont la valeur, non compris le montant des frais et de la prime d'assurance, n'excède pas 10.000 francs, quelle que soit la surface de l'exploitation, la durée du remboursement de ces prêts pouvant atteindre 25 ans, sans que l'âge de l'emprunteur, à la date du dernier remboursement, puisse dépasser soixante ans ».

Ces prêts sont faits dans les conditions prévues par les lois du 10 Avril 1908, du 19 Mars 1910¹, et par l'intermédiaire des Sociétés de Crédit Immobilier et des Sociétés de Crédit Agricole, qui doivent les consentir au taux de 4 %. Les fonds nécessaires leur sont avancés par l'Etat, sur la fraction de la dotation générale du Crédit Agricole réservée au Crédit Individuel à long terme².

Appelée à jouer le rôle de dispensatrice des prêts accessibles aux victimes de la guerre, la Société de Crédit Immobilier de l'Aveyron s'est livrée à une propagande intelligente, qui aurait été susceptible de porter des fruits dans une région où les travailleurs des champs ont payé un lourd tribut pour la défense du pays, si la loi du 9 Avril 1918 ne contenait pas des imperfections presque insurmontables, ainsi que nous allons le constater plus loin.

Des conférences ont été organisées. Des tracts rédigés en un langage original et touchant ont été répandus jusque dans les hameaux les plus reculés, pour atteindre les intéressés et dissiper l'amertume de leur pénible situation en leur montrant qu'elle n'est pas absolument sans issue³.

1. La loi du 19 mars 1910 a institué le crédit individuel à long terme, dont elle a réservé exclusivement la distribution aux caisses régionales de crédit qui, manquant d'organes d'exécution, n'ont obtenu que des résultats insignifiants.

2. Le crédit agricole dispose des avances mises à la disposition de l'Etat par la Banque de France, qui s'élèvent, à l'heure actuelle, à 200 millions.

3 « Glorieux mutilé, au nom de la loi, je t'arrête! »

Pourquoi ce front soucieux?

Ce qui te manque, me dis-tu, c'est bien ta jambe, ta bonne

Dès les premiers essais d'application de la loi du 9 Avril 1918, la Société se heurta à de graves difficultés. Pour bénéficier de ses avantages, les mutilés et pensionnés, devaient obligatoirement être admis à souscrire une Assurance sur la vie à la Caisse Nationale d'Assurance, en garantie du prêt consenti. Or, il se trouvait justement que pour raison de santé trop précaire, l'assurance leur était souvent refusée. Ainsi, le bénéfice des dispositions avantageuses de la loi, se trouvait inaccessible à ceux qui en avaient le plus grand besoin.

Une loi du 28 octobre 1919, corrigea cette cruelle anomalie, en stipulant que « lorsque l'emprunteur n'aura

jambe laissée à Tahure et que ne remplaceront ni ta jambe de bois, ni ta pension... Mais c'est surtout quelques avances en argent pour remettre ta petite propriété en état.

Si tu avais huit ou dix mille francs disponibles, il te serait facile d'acheter un lot de bonne prairie, d'agrandir ta grange et d'y loger pour l'engrais deux génisses et quelques brebis de plus. Tu ferais venir des scories, un bon brabant; mieux fumées, mieux travaillées, tu aurais de belles récoltes. Avec cela, et du cœur à l'ouvrage, tu ne craindrais pas ton lendemain.

Mais voilà, il te reste une pension et ta jambe de bois (une belle jambe, vieux!) pour élever deux enfants et le troisième qui est en route...

Il y a bien le voisin qui te ferait peut-être crédit. Mais il te faut un délai, cinq ans, dix ans, plus que moins : ça c'est long pour un particulier. Et puis, je sais, tu as perdu l'habitude des « sivouplétis ».

Et alors, « Poilu sublime », débrouille-toi!

Tu ignores donc :

Qu'il existe une loi du 9 avril 1918, loi dont les avantages sont réservés exclusivement à ceux qui sont :

1° Cultivateurs peu fortunés;

2° Titulaires d'une pension pour blessures ou maladies contractées à la guerre.

C'est bien ton cas.

Cette loi te permet d'obtenir :

1° Un crédit de deux mille, cinq mille, dix mille francs;

2° Au taux de 4 %.

3° Remboursable, à ta convenance, dans un délai de cinq à vingt-cinq ans;

4° Ceci, soit pour acquérir, aménager, transformer ou recons-

pas été admis à contracter l'assurance, celle-ci pourra être souscrite par son conjoint ou par un tiers, s'ils s'engagent solidairement au remboursement du prêt et elle garantira, en cas de décès de ce conjoint ou de ce tiers, les paiements des annuités restant à échoir à cette époque.

Pour importante que soit cette amélioration, elle n'a pas rendu viable une loi qui était insuffisante dès son origine, parce que votée sans qu'il soit tenu compte des conditions nouvelles d'existence.

**
**

Même dans l'Aveyron, où le terrain n'a pas une très

tituer une petite propriété agricole, soit encore pour te libérer d'une dette antérieure.

C'est bien ce que tu voulais.

Mieux encore, si tu contractes ton emprunt avant l'arrivée du « troisième qui est en route », l'Etat s'engage à te payer pour cet enfant 0 fr. 50 par cent francs de capital emprunté. Voilà un gosse qui gagne sa petite vie de bonne heure. Et autant pour le quatrième.

Tu ignores encore :

L'Etat ne te fait pas l'aumône et, sur ce point, il a vu juste : on ne fait l'aumône qu'aux mendiants. Ça ne t'irait pas. Tu restes intrépide au travail, comme tu l'as été à l'attaque. Tu veux rembourser.

Mais tu le devines, dans le tas des milliers et des milliers d'emprunteurs, il peut s'en présenter qui sont de mauvaise foi et qui trouveraient la « poire » bonne à sucer aux dépens des autres (à tes dépens, vieux!), car il faut bien que l'Etat récupère ses avances (et nous parlons de millions et de millions) pour pouvoir faire face à ses engagements formidables, pour pouvoir payer la pension et celle de tes camarades.

Aussi exige-t-il :

1° Une garantie hypothécaire sur tes immeubles ou ceux que tu te proposes d'acquérir;

2° Une assurance en cas de décès.

Une hypothèque? tu connais la chose.

Mais l'assurance en cas de décès?

C'est simple et d'une utilité dont je te laisse juge :

Moyennant une somme appelée prime, que tu verses une fois pour toutes à la Caisse Nationale des Retraites, si tu viens à

grande valeur, 10.000 francs ne suffisent pas à acheter à la fois des bâtiments d'exploitation et une terre assez étendue pour faire vivre une famille.

Suffirait-il à ce double objet, ce prêt laisserait le nouveau propriétaire dépourvu du capital d'exploitation nécessaire, dont la valeur est considérablement accrue aujourd'hui, et dans l'impossibilité de se procurer, faute de garantie à offrir, du crédit pour l'acquisition d'animaux, d'un outillage, d'un fonds de roulement.

Telle qu'elle est, la loi du 9 avril 1918 n'est applicable que si le bénéficiaire possède déjà un certain avoir mobilier, au moyen duquel il pourra se procurer un capital d'exploitation, ou encore si, propriétaire d'une petite exploitation, il veut l'agrandir.

Malgré la bonne volonté et l'esprit d'initiative de ses fondateurs, la Société de Crédit Immobilier de l'Aveyron, n'a obtenu encore que des résultats peu importants dans

mourir, pour quelque cause que ce soit, ne serait-ce qu'une heure après la signature de la police d'assurance, ta femme et tes enfants sont à l'abri, ils restent chez eux, définitivement propriétaires, ne devant plus un sou ni à l'Etat, ni à personne.

Un conseil :

Si tu n'as pas la somme disponible pour payer immédiatement la prime d'assurance, demande à l'Etat de t'en consentir l'avance en supplément du principal de l'emprunt. Tu rembourseras le tout un peu chaque année, insensiblement.

Un exemple te fera mieux comprendre :

Un petit exemple va te fixer les idées :

Quel âge as-tu? 35 ans.

Combien veux-tu? 8.000 francs.

Pour combien de temps? Vingt ans.

Ajoutons-y, puisque tu le demandes, l'avance de la prime d'assurance par l'Etat, soit, dans les conditions ci-dessus :

Prime unique : 898 francs.

Tu empruntes donc 8.898 francs pour vingt ans à 4 %.

Pour te libérer de cette somme, tu devras rembourser chaque année pendant vingt ans, capital et intérêts compris, une somme de 443 fr. 30.

Il va de soi que cette somme comprend, non seulement l'amortissement du capital de l'emprunt, mais celui de l'assurance qui

cette œuvre de secours aux victimes de la guerre, comme d'ailleurs dans la poursuite de son but premier, qui est de favoriser l'achat de maisons à bon marché par les ouvriers agricoles et leur accession à la propriété de la terre.

Insuffisantes déjà avant la hausse générale des prix consécutive à la guerre, les possibilités établies par la loi du 10 Avril 1908 paraissent aujourd'hui dérisoires. Les minima, fixés pour la construction des habitations à bon marché, sont devenus absolument prohibitifs. La limitation à un hectare de superficie et à 1.200 francs en capital de la valeur du terrain à acquérir, est plus désastreuse encore. Si bien qu'on peut dire que les textes, actuellement en vigueur sur le Crédit Immobilier, sont pratiquement en désuétude¹.

Comme toutes les sociétés similaires existant en France, la Société de Crédit Immobilier de l'Aveyron reste, pour le

te couvre de toute la dette restant à payer au moment de ton décès.

Si ton troisième enfant vient à naître, l'Etat te payera chaque année pour cet enfant : 44 fr. 50.

Pour le « quatrième » autant : 44 fr. 50.

Soit un total de 89 francs, à déduire de 443 fr. 30, et ainsi de suite jusqu'au dernier à venir.

Tout cela ne te servirait de rien :

Si tu n'avais pas l'adresse, et alors note bien ceci :

Pour demander tous renseignements complémentaires; pour obtenir un prêt, tu peux écrire ou te présenter à la Société anonyme de Crédit Immobilier de l'Aveyron, au capital de 100.000 fr. (dont le 1/4 versé), approuvée par arrêté ministériel du 13 décembre 1913, 2, boulevard de Guizard, 2, Rodez (en face le Palais de Justice). (Siège de l'Union des Associations agricoles du Plateau Central).

Un service en vaut un autre :

Ne déchire pas cet « Avertissement ». Fais-en part au camarade mutilé comme toi. Fais-en part aussi à la brave femme, veuve de tué ou de disparu, car elle aussi a le droit de profiter des mêmes avantages.

1. Les critiques faites à la loi du 9 avril 1918 s'appliquent exactement à la loi du 19 mars 1910 sur le crédit à long terme.

moment, un organe bien constitué, prêt à appliquer des lois que le Parlement devra voter en tenant compte de l'expérience passée et des circonstances actuelles ¹.

1. M. Queille, député de la Corrèze, avait déposé en mai 1919 un projet de loi tendant à compléter la loi du 9 avril 1918, en établissant en faveur des victimes de la guerre, à côté du Crédit Immobilier, des prêts pouvant aller également jusqu'à 10.000 fr. Il est regrettable que ce projet ait été, depuis, retiré.

Enfin, une loi, due à l'initiative de MM. Verlot, Bonnevey et Queille, vient d'être votée (5 août 1920). Elle tend à améliorer de façon très appréciable la loi du 9 avril 1918, en portant à 20.000 francs, au lieu de 10.000, la valeur des propriétés pour l'acquisition, l'aménagement, la transformation desquelles sont consentis les prêts hypothécaires de 10.000 francs au maximum, prévus par cette loi. Cette combinaison, sans surcharger le Trésor, a l'avantage d'offrir aux Sociétés de Crédit Agricole et de Crédit Immobilier, appelées à consentir les prêts, une garantie hypothécaire plus grande, donc à faciliter leurs services.

CHAPITRE II

La Société d'Exportation des Produits agricoles du Plateau Central

La région du Plateau Central est productive de bétail, fruits, fromages, beurres, œufs, céréales, qu'elle exporte vers les villes du Midi (Toulouse, Montpellier, Nîmes, Marseille) ou vers Paris.

Le grand éloignement de ces centres de consommation, le manque d'organisation de la vente des produits, qui se fait à peu près exclusivement dans les foires et les marchés, imposent aux agriculteurs le règne onéreux des intermédiaires. La viande, en particulier, subit des majorations de prix considérables, au moment où elle arrive au consommateur.

Sur les foires et marchés, la loi de l'offre et de la demande joue très imparfaitement. Souvent les marchands présents se concertent pour offrir les prix les plus bas possibles. Souvent aussi, les acheteurs viennent en petit nombre, par suite de circonstances fortuites et imprévues par les vendeurs, par exemple la coïncidence de deux ou trois foires dans des localités peu éloignées les unes des autres ; ainsi dispersés, ils se trouvent en nombre insuffisant sur chaque marché, d'où une baisse souvent considérable, dont la portée est toute locale.

Un tel état de choses entraîne des pertes importantes pour la région, et a, depuis longtemps, attiré l'attention des producteurs, qui ont compris la nécessité d'organiser l'exportation des produits agricoles par la recherche des débouchés, la concentration des marchés, la transformation et la conservation des denrées.

L'expédition par chemin de fer du bétail vivant leur apparut un procédé arriéré et coûteux.

Dès 1908, la Société Centrale d'Agriculture de l'Aveyron, présidée par M. Lunet de la Malène, avait émis le vœu qu'un abattoir régional fut créé à Rodez, et la presse locale s'était faite l'écho de cette idée.

Vers la même époque, cette Société envoya en Angleterre une mission pour étudier les installations frigorifiques de ce pays.

De son côté, l'Union des Syndicats du Plateau Central s'intéressait vivement au problème de l'exportation des produits agricoles dans les meilleures conditions possibles. Des projets furent mis à l'étude.

La guerre devait apporter un témoignage de l'excellence de ces initiatives, en permettant des constatations et des expériences qui ont démontré d'une façon éclatante le caractère illogique et suranné des procédés d'exportation du bétail en usage jusqu'à maintenant.

Grâce à l'esprit ouvert d'un Intendant, qui ne se cantonnait pas dans ses attributions purement administratives, des observations très intéressantes purent être faites au 32^e Corps d'Armée, de 1915 à 1917, portant sur des milliers de têtes de bétail, par Maurice Anglade faisant fonction de Sous-Intendant dans ce Corps d'Armée. Celui-ci put constater l'importance des déchets de route, qui atteignaient de 15 à 25 %, suivant les races et les saisons, et des économies susceptibles d'être réalisées par le traitement et l'utilisation des sous-produits.

Avec des installations de fortune, en dépit du renouvellement constant du personnel, des déplacements fréquents et précipités, des bombardements et de toutes les conditions défavorables de la zone des armées, on était arrivé à

organiser au 32^e Corps d'Armée la préparation du sang desséché, des conserves et produits comestibles, avec les abats jusqu'alors inutilisés et enfouis, la vente des os, et à réaliser ainsi des bénéfices considérables.

Ces essais de guerre donnaient une idée des résultats qui pourraient être escomptés, la paix revenue, au moyen d'abattoirs régionaux doublés d'usines frigorifiques, avec un personnel fixe.

**
**

On n'attendit pas la fin des hostilités pour reprendre le programme d'avant guerre. Profitant d'un congé de maladie, qui avait amené son évacuation du front, Maurice Anglade annonçait, par une circulaire datée d'Août 1917 et portant aussi la signature de M. de Rodat, la prochaine formation d'une Société dont « le principal objet serait de rechercher la meilleure utilisation de toutes les ressources agricoles du pays et d'en provoquer de nouvelles, en assurant à toutes des débouchés ». « S'il est exact, disait-il, que le département de l'Aveyron est très riche en produits agricoles de toutes sortes, il est non moins certain que beaucoup de ces produits restent inemployés.

« Sans parler des divers produits de la basse-cour et de la ferme, que nos fermières et ménagères pourraient apporter sur les marchés en bien plus grande abondance et dans des conditions tout autres, si la vente en était organisée, il n'est pas douteux que certaines récoltes, celle des fruits, par exemple, sont souvent abandonnées faute de débouchés.

« Dans les exportations du bétail sur pied vers les grands centres de consommation de Paris ou de la Région du Midi, que notre pays d'élevage approvisionne très largement, les pertes résultant des déchets de route, sont non moins évidentes ».

« Suivant les chiffres et statistiques fournis par les Ingénieurs des Compagnies et des personnes autorisées, la diminution de poids subie par le bétail transporté sur un

parcours de 250 kilomètres, ne serait pas inférieure à 5 % environ, de sorte que si l'on prend pour base les totaux des exportations dans les principales gares du département seulement, pour les années 1913 et 1914, on peut dire que les pertes, subies par les éleveurs aveyronnais par suite de ces déchets et de la disparition des sous-produits et issues, qui ne profitent qu'aux intermédiaires, s'élèvent, en temps normal, à près de 2 millions par an.

« Combien plus importantes encore sont les pertes actuelles, résultant des conditions d'expédition du bétail à destination du front. Ce n'est un secret pour personne que ce bétail subit, par suite des déplacements et des lenteurs de route, un déchet énorme de 20 % selon les uns, de 30 % selon les autres (voir l'Economiste Français du 12 Mai 1917), ce qui revient à dire qu'une grosse partie du cheptel national disparaît ainsi sans contrepartie et sans aucun profit.

« La Société d'Encouragement aux Institutions Rurales et l'Union des Syndicats Agricoles du Plateau Central ont pensé qu'il était possible de remédier à cet état de choses, en créant une Société dont le principal objet serait de rechercher la meilleure utilisation de toutes les ressources agricoles du pays et d'en provoquer de nouvelles en en assurant à toutes des débouchés.

« Ce sera le rôle de la Société d'Exportation des Produits Agricoles du Plateau Central, dont la fondation était déjà décidée avant la guerre et dont nous poursuivons la réalisation aujourd'hui.

« Cette Société, désirant passer sans retard aux réalités pratiques, va, dès cette année, s'occuper de l'utilisation des fruits. Elle s'emploiera, ensuite, dès que les terrains mis à sa disposition seront aménagés et que les constructions projetées seront assez avancées, à la conservation dans des chambres frigorifiques de la viande provenant du bétail abattu sur place, et à son exportation à l'aide de wagons spéciaux, au fur et à mesure des besoins, dans les centres de consommation.

« Ainsi disparaîtront, à l'avantage des éleveurs, et

consommateurs, les déchets de route; les issues et sous-produits pourront être traités dans le département où d'autres industries naîtront pour le plus grand profit de notre pays.

« A son succès seront intéressés à la fois les capitalistes qui auront souscrit au capital social, le personnel de la Société, les éleveurs et les associations agricoles, sous forme de participation aux bénéfices.

« L'Union du capital et du travail, des éleveurs et des groupements qui les représentent sera ainsi réalisée dans l'intérêt de tous.

« Nous nous permettons d'ajouter que le Ministère de la Guerre suit nos projets avec intérêt et que le concours des Américains pour la fourniture, aussi rapide que possible, des machines nécessaires à l'entreprise, est dès maintenant acquis ¹. »

Le projet d'une Société d'Exportation des Produits Agricoles du Plateau Central fut accueilli avec une grande faveur par les milieux agricoles, tout particulièrement par la jeune élite rurale, groupée dans les associations agricoles. Il était trop évident pour tous que l'agriculteur ne tirait qu'un profit injustement réduit de ses produits, faute des organisations nécessaires pour leur transformation et leur exportation.

Tandis qu'on se livrait à l'étude détaillée des organi-

1. Le Comité de Patronage de l'Entreprise nouvelle était ainsi constitué :

MM. Maurice ANGLADE; Charles DE RODAT; Bernard DE BANCAREL, propriétaire à Hyars, maire de Flavin; Elie BENOIT, propriétaire à l'Esclausade, maire de Salles-la-Source; Gabriel D'HAUTERIVE, propriétaire à Loupiac, maire de Lapanouse; Emile FOURNIALIS, propriétaire à Caussenel, ingénieur agronome; Pierre LUMET DE LA MALÈNE, propriétaire à Planèzes, sous-lieutenant au 10^e dragons; Hippolyte RAYNAL, industriel, de la Société Raynal et Roquelaure, à Capdenac; Justin RAZIMBAUD, propriétaire à Grès, près Belmont, administrateur délégué du Syndicat agricole de Saint-Affrique; Eugène DE SÉGURET, propriétaire à Veyrac, maire de Luc; Henri DE VALADY, aux Vernhettes, sous-lieutenant au 10^e dragons.

sations à promouvoir, une première expérience fut tentée dès l'automne 1917. Une installation très rudimentaire réalisée au Monastère-sous-Rodez, permit de transformer avantageusement en cidre plus de 100.000 kilos de pommes que, faute d'outillage suffisant, les agriculteurs des environs eussent laissées inutilisées ¹.

*
**

La « Société d'Exportation des Produits Agricoles du Plateau Central » fut constituée le 2 Juillet 1918, au siège de l'Union des Associations Agricoles du Plateau Central, 2, Boulevard de Guizard, à Rodez.

Elle est du type des Sociétés Anonymes et a pour objet :

1° Le commerce et l'industrie de tous produits agricoles et alimentaires, notamment, à titre énonciatif et non limitatif, des fruits, de la volaille, des œufs, du lait et de tous ses produits et sous-produits, le commerce du bétail, des viandes de boucherie, ainsi que des sous-produits, dérivés et accessoires ;

2° La fabrication, l'achat et la vente de la glace ;

3° La location de chambres froides pour la conservation des produits de toute nature ; et toutes opérations commerciales, industrielles, mobilières, immobilières et financières pouvant se rattacher aux objets ci-dessus.

Son capital social est de 500.000 francs, divisé en 1.000 actions nominatives de 500 francs chacune. Il est suscep-

1. En 1919, autre année de grande abondance de fruits, la Société d'Exportation, alors constituée, organisa rationnellement, et suivant des procédés modernes, la fabrication du cidre. Sous la direction intelligente et active de M. Linard, 250.000 kilos de pommes, traitées pour le compte des agriculteurs, produisirent 130.000 litres de cidre de première qualité. En outre, la Société d'Exportation pressura, pour son propre compte, 40.000 kilos de pommes, qui rendirent 25.000 litres, livrés à la consommation locale, au prix modique de 0 fr. 50 le litre.

tible d'être augmenté par émission d'actions nouvelles, en vertu d'une décision de l'Assemblée générale des actionnaires, représentant au moins les 3/4 du capital social.

La Société est administrée par un Conseil qui comprend neuf membres au plus, pris parmi les actionnaires possédant au moins 10 actions et nommés par l'Assemblée générale¹ pour six ans.

Le Conseil d'Administration désigne parmi ses membres un Président, un Vice-Président et un Secrétaire. Ce dernier peut être pris en dehors du Conseil.

Les pouvoirs du Conseil d'Administration sont des plus étendus, en tout ce qui concerne les actes et opérations relatifs à l'objet de la Société : représentation de la Société à l'égard des tiers et de toutes administrations, règlements, nomination et révocation du personnel, acquisitions, ventes, locations, placement des fonds disponibles, actions judiciaires, etc...

Ces pouvoirs peuvent être délégués, en totalité ou en partie, à un ou plusieurs administrateurs ou à un ou plusieurs Directeurs.

L'Assemblée générale des Actionnaires se réunit une fois par an. Elle est présidée par le Président du Conseil d'Administration ou, à son défaut, par le Vice-Président ou un Administrateur délégué par le Conseil.

Elle entend le rapport des administrateurs et des commissaires sur les affaires sociales, la situation, le bilan et les comptes présentés, décide les augmentations et réductions de capital, etc. etc.

Les bénéfices nets de la Société sont répartis ainsi qu'il suit :

1. Le Conseil d'administration, nommé par l'assemblée générale du 2 juillet 1918, fut ainsi composé :

MM. Maurice ANGLADE, Bernard DE BANCAREL, Elie BENOIT, Emile FOURNALIS, vicomte Gabriel D'HAUTERIVE, Pierre LUMET DE LA MALÈNE, Hippolyte RAYNAL, Justin RAZIMBAUD, Charles DE ROBAT, marquis Henri DE VALADY.

Commissaires-censeurs : MM. Louis RABIER, Achille MURATET,

10 % à la réserve légale ;

Une somme nécessaire pour payer aux actionnaires un premier dividende de 7 %.

Sur le surplus :

10 % au Conseil d'Administration ;

5 % à la Direction ;

25 % à la disposition du Conseil pour gratifications au personnel, subventions aux associations agricoles, à l'élevage en général et aux éleveurs porteurs d'actions.

De la sorte, la Société n'a pas un caractère exclusivement capitaliste et contribue grandement au but que se proposent toutes les associations agricoles du Plateau Central : l'organisation professionnelle agricole.

*
**

L'usine de Cantarane ⁽¹⁾

Les difficultés très grandes, rencontrées pendant la guerre pour approvisionner le pays en viande, ne devaient pas disparaître avec les hostilités. En fait, elles se sont aggravées par suite de l'élévation du change qui rend les importations ruineuses pour la nation, et aussi du fait de la nécessité d'assurer le renouvellement du cheptel national, très amoindri par les réquisitions pratiquées souvent sans clairvoyance.

Une réduction du nombre d'animaux livrés à la boucherie en est résultée et par suite une hausse considérable du prix de la viande, hausse accrue encore par l'augmentation des frais de production et le déficit des matières premières nécessaires à l'élevage et à l'engraissement des animaux.

Les intermédiaires n'ont pas peu contribué à cette hausse extraordinaire, soit en réclamant une rétribution légitime plus élevée de leurs services, en rapport avec l'accroissement de leurs frais généraux, soit en exagérant trop souvent leurs profits.

1. Voir à la fin du volume le plan de l'usine de Cantarane.

Pour remédier à cette situation, les grandes Sociétés agricoles mirent à l'étude toute une série de mesures destinées à augmenter la production nationale. Mais ces mesures ne devant porter leurs fruits qu'à assez longue échéance, on se demanda si on n'obtiendrait pas des résultats très appréciables, en recherchant une meilleure utilisation des animaux de boucherie par la suppression des déchets de route, et en réduisant au minimum les intermédiaires entre le producteur et le consommateur.

La suppression des déchets de route avait été réalisée depuis longtemps déjà en Amérique par l'établissement d'abattoirs régionaux et d'usines frigorifiques. Pourquoi n'avoir pas recours en France à des procédés qui avaient fait leurs preuves ailleurs ? Dans sa séance du 25 Juillet 1917, l'Académie d'Agriculture entendait un rapport du professeur Moussu sur ce sujet, faisant ressortir les inconvénients des procédés surannés en usage jusqu'à maintenant et les avantages incontestables d'une nouvelle organisation conçue sur les plans des organisations américaines ¹.

1. Séance de l'Académie d'Agriculture du 25 juillet 1917 :

Le problème de la viande. — M. Moussu fait une communication sur l'organisation du commerce du bétail et de la viande abattue. Il expose les inconvénients de la situation actuelle :

1° Diminution importante du cheptel au point de vue nombre, diminution de la valeur globale au point de vue poids; 2° difficultés du ravitaillement en viandes étrangères congelées.

Il s'élève contre le défaut d'organisation qui est la source d'un véritable gaspillage de nos ressources, et c'est celui-là qu'il voudrait voir supprimer aussi bien dans le ravitaillement civil que dans le ravitaillement militaire.

L'Amérique a réalisé une économie de 25 % sur les prix de la viande le jour où elle a substitué le commerce des viandes abattues au commerce du bétail sur pied. Pourquoi n'en fait-on pas autant chez nous ?

Le problème avait été étudié avant la guerre, les solutions logiques en avaient été proposées, acceptées même, mais rien n'a été fait malgré la guerre. Le transport du bétail sur pied ou des viandes abattues dans de mauvaises conditions expose à des pertes sèches considérables.

On pourrait les éviter si l'on abattait le bétail sur place dans

Devançant les vœux de l'Académie d'Agriculture l'Union des Syndicats Agricoles du Plateau Central avait élaboré un projet de création d'un centre d'abat régional, aux portes de Rodez.

Soumis au Conseil général de l'Aveyron, ce projet avait

les centres de production, dans les abattoirs industriels, d'où les viandes pourraient ensuite être dirigées sur les centres de consommation, sans risques de pertes, par des wagons frigorifiques. Il faudrait, pour cela, des abattoirs avec entrepôts frigorifiques, des wagons spéciaux et des entrepôts de réserves, dans les grandes villes.

Les frais de ces installations seraient rapidement amortis par la disparition des pertes, et il n'y aurait plus de gaspillage.

En 1913, avant la guerre, le nombre des animaux morts en cours de route, à destination des abattoirs de la Villette, a été de : bœufs, 146; veaux, 124; moutons, 896; cochons, 1.788.

En 1917, pour les six premiers mois de l'année, ces chiffres ont été de : bœufs, 330; veaux, 209; moutons, 665; cochons, 1.029. Ce sont des pertes sèches pour tout le monde et qui ne servent qu'à enrichir les industries de l'équarrissage; c'est le vrai gaspillage.

Aux Halles Centrales de Paris, en 1913, il a été saisi 225.541 kilos de viande et 223.026 kilos en 1915. Ç'en est autant d'enlevé à la consommation générale, alors qu'une organisation d'entrepôts de conservation et de transports avec wagons frigorifiques permettrait d'éviter ces pertes.

Le mode de ravitaillement militaire en viandes fraîches n'est pas moins défectueux. Le bétail réquisitionné est d'abord dirigé sur des parcs de groupement, puis ensuite sur des entrepôts de bétail, des stations-magasins, plus tard sur des gares régulatrices et, de là, dirigé sur les gares de ravitaillement et les centres d'abat du front. Les pertes par accidents, amaigrissements, inutilisation ou mauvaise utilisation des sous-produits sont considérables.

Tout cela pourrait être simplifié, tout en donnant des résultats économiques infiniment supérieurs, si l'on s'en tenait à l'organisation de grands centres d'abat à l'arrière, dans les centres de production, d'où les viandes seraient dirigées directement, par wagons frigorifiques, sur les gares régulatrices et les gares de ravitaillement.

On économiserait tout d'abord un nombre extrêmement élevé de wagons, puisqu'il faut un wagon seulement pour viandes abattues, contre quatre ou cinq de bétail sur pied. Les dépenses de fourrages, de personnel de toutes catégories, de locaux, enclos, pâtures, etc., pourraient être supprimées ou considérablement réduites.

Les frais d'installation de grands centres d'abat et d'entrepôts

fait l'objet d'une délibération et d'une approbation unanime de cette assemblée¹.

L'Union des Syndicats Agricoles chargea la Société d'Exportation des Produits agricoles du Plateau Central fondée par elle de réaliser son projet, et celle-ci, malgré les circonstances défavorables, entra résolument dans la voie qui lui était tracée.

Elle eut immédiatement le précieux concours de l'Union

frigorifiques à l'arrière eussent été moins élevés que ceux nécessités par ces parcs de groupement, ces entrepôts de bétail, ces centres d'abat d'armée ou de division, dont il ne restera rien après la guerre, alors que les installations eussent pu servir dans l'avenir pour les abattoirs industriels des centres de production et d'élevage.
(*Officiel* du 31 juillet 1917.)

1. Délibération du Conseil général de l'Aveyron (séance du 17 avril 1917) :

M. le Président donne lecture d'une communication écrite de l'Union des Syndicats agricoles du Plateau Central, qui a son siège à Rodez, au sujet de la création d'abattoirs industriels régionaux.

L'Union des Syndicats agricoles du Plateau Central fait connaître un projet de création d'une société destinée à faciliter l'exportation des produits agricoles aveyronnais. Cette association compte, en tout premier lieu, créer aux portes de Rodez un centre d'abat régional, qui permettra d'exporter sur les grands centres de consommation de la viande abattue, au lieu du bétail sur pied. Le Conseil général, approuvant cette initiative, s'engage à la seconder et à l'encourager.

Considérant, d'autre part :

1° Que dès le retour de la paix la France deviendra suffisamment riche en bétail, non seulement pour faire face à ses besoins intérieurs, mais encore pour répondre à des demandes d'exportation d'importance variable, surtout si l'extension de son élevage actuel n'est pas entravé;

2° Que le prix élevé de la viande, indépendamment des nécessités de la guerre, est une conséquence logique de l'évolution sociale et économique du pays, et que, dans les années qui suivront la conclusion de la paix, il ne faudra pas compter sur un abaissement très marqué des cours;

3° Qu'il sera cependant possible, dans une certaine mesure, d'apporter un remède à la cherté de la vie par une réforme du commerce du bétail et du régime de nos abattoirs;

4° Qu'il est indispensable d'adapter nos abattoirs aux besoins

Immobilière Aveyronnaise qui se chargea de faire construire l'Usine Frigorifique sur des terrains qu'elle possédait à 3 kilomètres de Rodez, à Cantarane, conformément aux plans qui lui seraient fournis, s'engageant d'autre part, à louer les terrains et les constructions, avec promesse de vente, à la Société d'Exportation des Produits Agricoles du Plateau Central.

Le projet d'installation fut établi par un ingénieur très au courant du fonctionnement des abattoirs de New-York et de Chicago, ancien inspecteur des abattoirs du Canada, M. Géo-Théo-Hamel. Les plans des constructions furent l'œuvre de M. Boyer, architecte départemental de l'Aveyron, qui en a dirigé l'exécution avec une remarquable compétence et un entier dévouement.

L'Usine Frigorifique de Cantarane, commencée dès la fin

de l'époque, ou d'en créer de nouveaux, en les dotant, selon leur importance, d'un outillage moderne et d'installations frigorifiques :

5° Que la construction d'abattoirs industriels dans les principaux centres de production de bétail est désirable tant dans l'intérêt de l'agriculture que dans celui de la consommation ;

6° Que la création de ces abattoirs est de nature à diminuer considérablement les risques de propagation des maladies contagieuses du bétail et à éviter des pertes dues aux risques et aux fatigues des longs transports des animaux vivants.

Le Conseil général émet le vœu :

1° Que les marchés annexés aux abattoirs des grandes villes soient transformés en marchés d'approvisionnement et soient fermés à toute réexpédition de bétail vivant ;

2° Que le législateur facilite, par tous les moyens, la création d'abattoirs régionaux dans les centres d'élevage, dans l'intérêt à la fois des producteurs et des consommateurs.

M. le Président appuie les propositions dont il vient de donner lecture. La création d'abattoirs régionaux à Rodez ou dans les environs présenterait un très grand intérêt agricole. Sur le marché de la Villette, le plus important de France, les cours varient constamment et d'une façon brusque. Malgré le volume énorme des affaires traitées, ce marché manque d'élasticité ; ce sont les arrivages de chaque jour qui déterminent les cours, sans que les arrivages de la veille ou ceux escomptés du lendemain aient une influence régulatrice. Il suffit d'un hasard quelconque, de l'abondance ou de la rareté du bétail amené en un seul jour pour déter-

de 1918, sera terminée en 1920, en dépit des difficultés rencontrées pour se procurer les matières premières nécessaires. Elle tient le milieu entre l'Usine allemande toute en surface et l'Usine américaine construite en hauteur, adoptant de chaque type les avantages les plus importants.

Sa situation, a proximité de la gare de Rodez, sur un terrain de plus de 10 hectares, dont elle n'occupe que 2, est des plus favorables à son développement futur. Elle est établie pour l'abatage de 50 à 100 têtes de bœufs par jour, sans compter les veaux, moutons et autre bétail, pour la conservation de quantités importantes de viande, fromages, beurres, œufs, volailles, fruits, etc.

miner ce jour-là une hausse considérable. Avec des abattoirs régionaux, munis d'installations frigorifiques, les cours auraient beaucoup de stabilité, au grand avantage des cultivateurs, car ces cours s'établiraient, non d'après les arrivages très variables d'un seul jour, mais d'après les approvisionnements en magasin. A un autre point de vue, on éviterait, par l'installation d'abattoirs régionaux avec chambres frigorifiques, le déchet sensible que subit le bétail vivant expédié sur les marchés par suite des souffrances qu'il endure en cours de route.

Enfin, un grand nombre de produits secondaires : peaux, cornes, suifs..., resteraient dans le pays et faciliteraient l'expansion d'industries locales.

M. LACOMBE s'associe aux conclusions de M. le Président et dit qu'une création de cette nature est éminemment utile et présente un intérêt agricole incontestable. Le plus grand de ces avantages est de mettre le cultivateur à l'abri des spéculations des marchands. S'il y avait à Rodez un abattoir muni d'appareils frigorifiques, il résisterait et se défendrait avec succès.

Cette proposition ne peut qu'inspirer la plus grande confiance puisqu'elle émane des représentants de la Société Centrale d'agriculture et de l'Union des Syndicats agricoles du Plateau Central. Il n'y a donc que des avantages à accepter l'hypothèse de la création dont il s'agit et qui ne coûtera, sans doute, pas, bien cher au département.

Après un échange de vues entre MM. CABROL, MASSABUAU et GAFFIER, président, le Conseil désigne, pour examiner cette question, une commission qui présentera un rapport à la prochaine session.



L'Usine frigorifique de Cantarane va permettre à la Société d'Exportation de jouer dans le Plateau Central, en particulier dans le département de l'Aveyron, un rôle de premier plan dans le vaste mouvement d'organisation agricole qui se développe en cette région.

En se basant sur les résultats obtenus aux Etats-Unis et au Canada, au moyen d'installations similaires, sur les observations faites en France pendant la guerre et sur les enquêtes des fondateurs de la Société d'Exportation, il n'est pas téméraire de préciser, dans une certaine mesure, les résultats qu'on peut escompter de l'entreprise ¹.

Pour toute la région environnante, l'Usine Frigorifique de Cantarane sera un débouché facile, continu, régulier, pour les agriculteurs, qui ne présentera pas les inconvénients des foires, assurera des prix plus avantageux contre paiement au comptant.

Un développement considérable de l'élevage en résultera, comme cela est arrivé aux Etats-Unis dans les régions qui avoisinent les abattoirs industriels.

Les profits des agriculteurs se trouveront accrus par des méthodes commerciales plus honnêtes : la vente se fera au poids et non plus au « jugé », et ainsi disparaîtront les fraudes, marchandages, tractations louches, auxquels se sont livrés trop longtemps les marchands de bestiaux. Le rendement en viande nette, la qualité à obtenir feront peu à peu, et de plus en plus, l'objet des préoccupations des producteurs, qui seront amenés à perfectionner les races par une sélection intelligente, des croisements et des soins appropriés.

Le bétail étant abattu dans le pays d'origine, on évitera les déchets considérables qu'entraînent le transport des

1. C'est ce qu'a fait excellemment M. Anglade, dans une étude très documentée parue au *Bulletin de l'Union des Associations agricoles du Plateau Central*, à laquelle nous empruntons les données exposées ci-dessus (avril 1920).

animaux vivants, déchets par diminution de poids qu'on peut estimer à 5 % et même à 10 % du poids vif, pour les parcours supérieurs à 250 kilomètres¹. Ce résultat très important sera obtenu sans que soient en rien diminuées les qualités de la viande, qui sera conservée fraîche dans des chambres froides, maintenues à la température de + 2° et transportée dans des wagons réfrigérés jusqu'aux centres de consommation.

Ce ne sont pas là les seuls avantages que permettra d'atteindre l'Usine de Cantarane. Il y en aura d'autres qui seront d'autant plus importants que de nombreuses entreprises similaires seront constituées dans la France entière. Les besoins journaliers des marchés locaux étant connus, les expéditions réglées conformément à ces besoins, on ne connaîtra plus les mouvements subits de hausse ou de baisse, résultat des plus intéressants pour le producteur.

Le consommateur bénéficiera peut-être plus encore de cette nouvelle organisation du marché de la viande, dont le prix pourra être réduit, grâce à la suppression des déchets de route et à la meilleure utilisation des issues et sous-produits obtenue par un outillage perfectionné et à une spécialisation plus grande du personnel.

Des relations directes étant établies entre le producteur et le consommateur, les intermédiaires onéreux disparaîtront, et avec eux un facteur important des hauts prix de la viande. On ne compte pas moins de six intermédiaires, à l'heure actuelle, entre l'agriculteur et le consommateur parisien : le marchand rural, le chemin de fer, le commissionnaire en bestiaux de la Villette, la Ville de Paris (droits d'octroi, de marché et d'abattoir) le boucher en gros

1. Le pourcentage se trouverait encore accru si on faisait entrer en ligne de compte les animaux qui meurent en cours de route, ainsi que l'a constaté M. Moussu dans le rapport cité plus haut.

2. La majoration de rendement ainsi obtenue dans les abattoirs industriels régionaux, par comparaison avec les abattoirs municipaux, atteignait, avant la guerre, aux Etats-Unis, 30 %.

(chevillard), le boucher détaillant (étalier). Et il a été établi que¹ pour un bœuf acheté 1.121 francs en 1917, et transporté de 503 kilomètres de Paris, la prime payée aux intermédiaires avait été de 376 fr. 80, soit 0 fr. 96 centimes par kilo de viande nette.

La plupart de ces intermédiaires se trouveront éliminés, le rôle des autres sera réduit et moins coûteux. En particulier, le transport de la viande abattue réalisera une économie considérable : un wagon peut transporter au plus dix bœufs, d'un poids de 5.000 kilos environ, alors qu'un wagon de tonnage égal peut transporter également 5.000 kilos de viande abattue ; en admettant un rendement en viande nette de 50 %, dans le premier cas, soit 2.500 kilos, il ressort que l'économie de combustible et de transport, qui résultera de l'établissement généralisé d'abattoirs industriels dans tout le pays, ne sera pas inférieur de ce chef, à 100 %.



En créant l'Usine Frigorifique de Cantarane, la Société d'Exportation a entrepris une œuvre appelée à avoir un retentissement considérable sur le prix de la vie, qui s'est élevé exagérément depuis la fin de la guerre. Avant même la mise en marche de l'établissement, au cours de l'année 1919, elle a pu lutter efficacement contre le renchérissement de la viande.

Malgré que le troupeau ovin fut nombreux dans l'Aveyron, le mouton avait atteint le prix de 6 francs et 6 fr. 25 le kilo, sur pied, ce qui portait le kilo de viande nette à 9 fr. 50.

Par une initiative hardie, la Société d'Exportation organisa trois centres importants d'abattage (Rodez, Saint-Affrique, Sévérac-le-Château) ; 23.000 agneaux furent abattus.

Les boucheries coopératives de la région furent appro-

1. Rapport du directeur des Services agricoles de la Seine à l'Académie d'agriculture (9 janvier 1918).

visionnées. Des ventes publiques eurent lieu, et du jour au lendemain, une baisse, allant jusqu'à 3 fr. 50 par kilo, fut obtenue, les boucheries privées étant obligées d'abaisser leurs prix au niveau de ceux qui étaient obtenus par la Société d'Exportation, et cela sans que les agriculteurs producteurs aient eu à subir un préjudice.

Cet essai improvisé et ses résultats sont de bonne augure pour le jour où l'Usine de Cantarane sera en plein fonctionnement, probablement dès le mois de décembre 1920.

*
**

La Société d'Exportation des Produits Agricoles du Plateau Central apparaît bien déjà, non pas comme une entreprise financière ordinaire, mais comme une œuvre sociale et économique, conçue aussi bien dans l'intérêt du producteur que dans celui du consommateur, et susceptible de contribuer pour une part importante à l'œuvre de rénovation du pays si éprouvé par la guerre.

CHAPITRE III.

La Société Agricole de Roquefort

L'élevage du mouton est pratiqué dans toute une partie du département de l'Aveyron, les Causses, où à pris naissance depuis longtemps l'industrie du Roquefort, fromage estimé dans le monde entier, fabriqué avec du lait de brebis.

Les qualités qui ont fait la renommée de ce produit lui viennent des herbes parfumées du Causse et de la préparation spéciale qu'on lui fait subir dans les caves ou grottes naturelles de la région. L'ensemble des opérations, auquel il est soumis dans ces locaux parcourus par des courants d'air froid, constituent l'affinage.

Généralement, les agriculteurs producteurs de lait ne transforment pas eux-mêmes en fromage le lait de leur troupeau. Ils le vendent à des laiteries locales qui, jusqu'en ces dernières années, étaient organisées par les grosses maisons de commerce de Roquefort.

Il y a une dizaine d'années, la Société des Caves et Producteurs Réunis, qui constituait la principale entreprise de fabrication et d'affinage, opéra sa fusion avec deux autres Sociétés importantes, la Société Rigal et la Société Trémolet-Tendigues, opérant ainsi la concentration de 71 % de la production totale de la région : 73.000 quintaux sur 103.000.

Cela se passait au début de l'année 1911. Vers la fin de 1910, un autre fait très alarmant s'était produit : une entente avait été conclue par la plupart des industriels au sujet du prix d'achat du lait et une réduction de 5 francs par hectolitre avait été imposée d'autorité aux producteurs. C'était déjà l'asservissement du producteur à l'industriel intermédiaire.

La fusion en une seule des trois sociétés principales allait accentuer encore la mise des producteurs de lait de brebis à la discrétion des producteurs et affineurs de fromage.

Le danger était grand. Il n'échappa pas au flair avisé des caussenards, ni à l'attention clairvoyante des militants qui menaient déjà une ardente campagne pour l'organisation professionnelle agricole.

Le Bulletin de la Fédération des Associations Agricoles de l'Aveyron jeta le cri d'alarme ¹.

En quelques mois, malgré leur isolement, les intéressés éparpillés dans une région peu peuplée sentirent la nécessité de se rapprocher, de s'unir pour résister aux prétentions des accapareurs de la production. De ci, de là, des projets d'organisation furent lancés ; on discuta beaucoup dans les villages, dans les marchés, dans la presse, sur les meilleurs moyens de défense à adopter.

Les uns préconisaient la constitution d'une nouvelle et

1. « Vont-ils (les producteurs de lait), comme dans le pas é, s'en rapporter aux bons sentiments, aux bonnes dispositions de MM. les industriels, accepter leurs conditions sans les discuter, accepter leurs prix et leurs exigences et s'estimer bien heureux d'être débarrassés de leur lait sans chercher à savoir s'il est payé ce qu'il vaut et en un rapport équitable avec les bénéfices qu'il procure à ses habiles et mystérieux manipulateurs ? »

» Vont-ils, par leur stupide isolement, prolonger leur ignorance et leur impuissance, et tandis que leurs frais rapidement croissants réduisent chaque jour leurs maigres profits, assister béatement à l'édification de gros capitaux, dont ils sont les meilleurs artisans et dont ils pourraient et devraient être les principaux bénéficiaires ? »

(Bulletin de mars 1911.)

grande société de producteurs, qui, à la fois produirait le lait, installerait des fromageries locales et posséderait, à Roquefort, des caves d'affinage.

Les autres tenaient pour la création de Coopératives locales, organisées par les agriculteurs, qui pourraient ainsi imposer des prix de vente du fromage.

D'autres enfin, peu confiants dans la possibilité d'innovations radicales, proposaient de grouper en un seul bloc fédératif tous les producteurs de lait de brebis, œuvre assez vaste pour constituer le premier stade de l'organisation défensive qui s'imposait immédiatement.

Pour cela, on commencerait par donner la liste de tous les fournisseurs des laiteries locales qui transforment le lait en fromage pour le compte des maisons de Roquefort. puis on trouverait, dans chacun de ces groupes de fournisseurs, deux militants qui recueilleraient les adhésions des autres, en vue de la formation d'un syndicat de producteurs de lait. Dès que ces syndicats locaux seraient formés, leurs adhérents se grouperaient en un syndicat cantonal. Une chambre syndicale, qui siègerait à Rodez, serait ensuite nommée par les syndicats cantonaux et aurait pour mission, toutes les études, enquêtes et négociations nécessaires, en vue d'obtenir pour tous les syndiqués, les prix les plus avantageux.

Ce dernier plan d'organisation était très rationnel et susceptible d'une réalisation rapide. Malheureusement, l'éducation professionnelle et sociale du milieu n'était pas encore suffisante pour que l'on vit surgir les quelques hommes dévoués dont l'action eût galvanisé le monde des producteurs.

*
**

Le président de l'Union des Syndicats agricoles du Plateau Central, jugeant prématurée la création de laiteries coopératives dans une région encore peu travaillée par les Œuvres agricoles du Plateau Central, accepta d'étudier les

propositions, qui lui furent faites par l'Administrateur-Délégué du syndicat agricole de Saint-Affrique, de constituer une société anonyme pour la défense des intérêts des propriétaires producteurs de lait, à la condition que la société en question aurait un caractère social et économique, plutôt que capitaliste et qu'une partie des bénéfices réalisés irait, dans une proportion à déterminer, au personnel des caves, aux propriétaires producteurs de lait ou aux groupements professionnels concourant au progrès de l'industrie laitière.

Il se chargea, d'autre part, d'intéresser le Président de la Société d'Encouragement aux Institutions rurales à cette œuvre nouvelle et de solliciter le concours des adhérents du Plateau Central.

*
**

La nouvelle Société fut fondée le 23 Août 1912. Elle prit le nom de « *Société Agricole de Roquefort* ».

Elle se proposait : « le commerce et l'industrie de tous produits agricoles et alimentaires, et notamment du fromage de Roquefort, le traitement du lait et de tous ses produits et sous-produits ; et toutes opérations commerciales, industrielles, mobilières, immobilières et financières pouvant se rattacher aux objets ci-dessus ».

Pour être à même de fonctionner sans retard, la Société Agricole de Roquefort fit l'acquisition des usines de la Société Sarrouy, Robert et C^{ie} 1 comprenant des immeubles

1. L'ensemble des constructions appartenant à la Société agricole de Roquefort couvre une superficie de 14 ares 16.

Les installations frigorifiques aménagées actuellement permettent de traiter plus de 6.000 quintaux de fromages dans des conditions très avantageuses, dues au groupement des locaux et, à la facilité exceptionnelle d'accès et d'exploitation.

La Société possède, en dehors des bâtiments achevés, une surface disponible de 17 ares, qui peut être utilisée comme emplacement à bâtir. Sa production pourrait alors être portée à plus de 10.000 quintaux.

et tout l'outillage nécessaire pour la fabrication et le traitement du fromage de Roquefort. En outre, elle se substituait à cette Société pour tous les traités, marchés et conventions passés avec les fournisseurs.

En paiement de ces apports immobiliers et mobiliers, MM. Sarrouy, Robert et C^{ie} recevaient 170.000 francs d'actions de la Société Agricole. Le surplus des actions fut souscrit par des propriétaires fonciers de la Région.

La Société Agricole de Roquefort est administrée par un Conseil d'Administration² composé de neuf membres au moins et de onze au plus, choisis parmi les actionnaires possédant au moins dix actions. Il a les pouvoirs les plus étendus pour représenter la Société vis-à-vis des tiers, établir les règlements, nommer et révoquer le personnel, fixer les dépenses, régler les approvisionnements, etc... tous pouvoirs qui peuvent être délégués à un administrateur par le Conseil.

*
**

Le caractère sociale de cette institution se remarque dans le souci constant de ses fondateurs de soutenir les intérêts de ses clients producteurs, et dans la manière de traiter son personnel.

Outre que le prix de la matière première est calculé de manière à fournir le maximum de profits aux producteurs, une part importante des bénéfices (20 %) est consacrée en partie à encourager ces producteurs sous forme de primes à la production et de récompenses aux groupements de producteurs.

Pour le personnel employé à la fabrication, une caisse de secours en cas de maladie et une caisse de retraites, une

2. Le Conseil d'administration de la Société agricole de Roquefort est ainsi composé :

MM. Maurice ANGLADE, BENOIT Elie, FABRE de Lézins, GALZIN, DE LABEAUME, RACHON, AAZIMBAUD, DE RODAT, VICTOR Robert, SARROUY Joseph.

caisse de dotation au profit des bergers, mutilés de la guerre, ont été créées. La Société se propose de réaliser encore des améliorations dans le logement, d'établir un système de primes particulières aux employés, suivant leurs charges de famille, et d'autre part, elle envisage la création future de comités mixtes qui assureraient aux employés une participation à la gestion de l'entreprise, innovation qui aurait un heureux résultat sur son rendement et sa prospérité.

La Société Agricole de Roquefort a déjà huit ans d'existence. Elle a organisé de nombreuses fromageries suivant les procédés les plus modernes. Ses produits de choix trouvent aisément des débouchés.

Sa production a subi des alternatives de baisse et de hausse, dues à l'état de guerre. Celle de l'année 1920 accusera une augmentation d'au moins 50 % sur celle des années précédentes, déjà considérable :

Années	Nombre de pièces	Poids	Prix de Vente
1913	211.160	517.705	1.029.000 fr.
1914	260.192	625.714	1.270.987 fr.
1915	165.476	399.391	1.436.119 fr.
1916	179.229	427.829	1.758.352 fr.
1917	202.938	484.193	2.405.484 fr.
1918	189.250	454.072	3.367.411 fr.
1919	207.915	499.598	5.094.273 fr.

CHAPITRE IV.

La Société Immobilière du Plateau Central

Lorsque fut constituée l'Union des Associations Agricoles du Plateau Central, la nécessité se fit sentir d'acquérir un immeuble assez vaste pour abriter tous ses services généraux et les bureaux des groupements affiliés qui ne pouvaient plus trouver place dans les locaux exigus qui avaient suffi jusque là à l'Union des Syndicats et à la Société d'Encouragement aux Institutions rurales du Plateau Central.

L'Union arrêta son choix sur un vaste immeuble occupé par l'Hôtel de l'Univers, 2, Boulevard de Guizard à Rodez.

Pour en acquérir la propriété, la Société Immobilière du Plateau Central fut fondée entre :

MM. Joseph MIGNONAC, président de la Caisse Régionale de Crédit du Plateau Central.

Ch. DE RODAT, président de l'Union de la Société Centrale de l'Aveyron.

Maurice ANGLADE, président de l'Union des Syndicats agricoles du Plateau Central.

C'est une Société civile régie par les articles 1832 et suivants du Code Civil, dont l'objet est non seulement « d'administrer et d'exploier par bail, location ou autrement »

l'immeuble devenu sa propriété et constituant aujourd'hui la Maison Sociale du Plateau Central, mais encore d'acquérir, louer, vendre ou échanger tous autres immeubles bâtis et non bâtis, et de faire toutes les opérations qui ne sont pas susceptibles de modifier son caractère civil.

Elle doit avoir une durée de 50 ans, susceptible d'être prorogée au gré de l'Assemblée générale.

L'Administration de la Société Immobilière du Plateau Central est confiée à un administrateur délégué qui a les pouvoirs les plus étendus. A l'Assemblée générale sont réservées les opérations ou engagements dont l'importance excède 5.000 francs.

CHAPITRE V.

Les Coopératives de production

La fabrication du fromage est l'industrie des montagnes du Cantal et de l'Aubrac, où elle est pratiquée pendant les mois d'été, dans des « *burons* », habitations rudimentaires construites au milieu des pâturages.

C'est la richesse de cette région, richesse qui a acquis une importance considérable du fait de l'élévation des prix survenu en ces dernières années. La *fourme* qui s'écoulait, avant la guerre, à des prix variant entre 50 et 60 francs les 50 kilos atteignit jusqu'à 500 et 600 francs pendant les hostilités, et à l'heure actuelle (septembre 1920) les prix semblent se stabiliser aux environs de 350 francs.

Les agriculteurs n'ont pas été les seuls à réaliser des profits considérables. Les nombreux négociants en fromages, intermédiaires obligés entre le consommateur et le producteur, ont fait aussi d'énormes bénéfices. Une concurrence très âpre en est résultée ; des ententes clandestines entre les plus importants négociants ont été conclues, dans le but d'agir artificiellement sur les cours dans les marchés, au détriment des producteurs et des petits négociants qui n'avaient que des capacités d'achat réduites. Peu à peu, s'est créé un mécontentement latent contre les accapareurs et un état d'esprit favorable au développement d'un mouvement coopératif, qui s'est subitement révélé avec une grande force d'expansion.

I. -- La Coopérative Agricole Cantalienne

Nous avons vu qu'une tentative d'accaparement de la production laitière et fromagère par la puissante Société des Caves de Roquefort avait provoqué, dans l'Aveyron, la création de la Société Agricole de Roquefort, qui est, avant tout, un organe de défense et de régularisation des prix au service des producteurs de lait.

Dans le Cantal, à huit ans d'intervalle, le même phénomène économique s'est produit, en 1920. En même temps que se révélait au grand jour le consortium des gros négociants du département par la constitution d'une société, au capital de trois millions, une réaction se manifesta parmi les producteurs cantaliens et les petits négociants qui se voyaient menacés de suppression pure et simple. Le 17 Juin 1920, trois de ces derniers se rendirent à Rodez pour demander à l'*Union des Associations agricoles du Plateau Central* de prendre en mains le projet de création dans le Cantal d'une grande coopérative laitière et fromagère qui pût immédiatement entrer en concurrence avec la nouvelle Société.

Avec son esprit de décision bien connu, Maurice Anglade, l'éminent Président du « Plateau Central », leur offrit, sans retard, les moyens nécessaires pour mettre sur pied l'organisation projetée. M. Vaylet, Directeur de la Société Agricole de Roquefort se rendit immédiatement dans le Cantal, apportant aux nouveaux pionniers son expérience déjà longue et ses grandes qualités d'administrateur.

Quelques réunions préparatoires eurent lieu, au cours desquelles furent déterminées les grandes lignes du projet, puis, sans perdre de temps, une tournée de conférences dans les principaux centres de production, fut commencée.

Ces conférences furent très suivies par les agriculteurs cantaliens qui se montrèrent ouverts aux idées de coopération, en dépit de leur réputation d'individualistes irréductibles. A la vérité, il ne fut pas très difficile de leur faire comprendre qu'il était nécessaire de s'unir pour se

défendre contre les inconvénients du monopole que tentait de réaliser la Société nouvellement formée. Durant les années précédentes, ils avaient pris conscience du péril qu'ils couraient : déjà associés virtuellement, les gros négociants leur avaient imposé des traités désavantageux, avaient eu à leur égard des procédés vexatoires, notamment la fixation arbitraire du prix du lait qui avait subi plusieurs fois des baisses injustifiées. Maîtres du marché, ces négociants avaient pu réaliser de gros bénéfices pendant la guerre et l'année qui suivit la cessation des hostilités, édifier des fortunes exagérées et s'étaient attiré du public une réprobation à peu près générale.

Ainsi s'explique l'excellent accueil fait aux conférences du « Plateau Central » et la facilité avec laquelle furent souscrites les parts du capital social de la Société Coopérative qui allait être fondée.

Le 17 Juillet 1920, une assemblée générale des souscripteurs, réunie à Aurillac, arrêta les statuts de la *Coopérative Agricole Cantalienne*, qui furent déposés le 29 Juillet. Le 21 Août, elle fut à même de fonctionner et commença ses opérations. C'est un remarquable exemple d'improvisation d'une institution d'intérêt rural, rendue possible par le dévouement et la compétence mis au service d'une idée. Là, comme ailleurs, s'est manifesté avec éclat la maîtrise des apôtres du « Plateau Central »¹.

*
**

La Coopérative Agricole Cantalienne a pour but « la production, la transformation, la conservation et la vente

1. Le Conseil d'administration fut ainsi composé :

Président : M. DULAC, propriétaire, à Senilhès.

Vice-président : M. JALENQUES, ancien notaire, propriétaire, à Labeau.

Secrétaire : M. DE ROCHEMONTEIX, propriétaire, à Cheylade.

Trésorier : M. BESSE, agriculteur, au Barra, président du Syndicat d'Aurillac.

Membres : MM. PICARD, propriétaire, à Espinal; POUDEROUX,

des produits agricoles ; l'acquisition, la construction, l'installation et l'appropriation des bâtiments, ateliers, magasins, matériel de transport ; l'achat et l'utilisation des machines et instruments nécessaires aux opérations agricoles d'intérêt collectif. Elle se propose, notamment, d'obtenir des prix de vente plus rémunérateurs ».

Les fondateurs de la Coopérative, on le voit, ont voulu faire œuvre large et ne s'en sont pas tenu au but particulier qui a motivé sa création. Pour eux, tous les problèmes de l'organisation professionnelle agricole se tiennent et doivent être envisagés sur le même plan. Fidèle à leur doctrine, d'après laquelle le syndicat est la cellule obligatoire de l'organisation professionnelle, ils n'ont admis comme sociétaires que les agriculteurs membres d'un syndicat agricole.

La Coopérative Agricole Cantalienne est à la fois une coopérative de production et une coopérative de consommation.

**

Quand le plan d'organisation projeté sera réalisé, la Coopérative de Production constituera une sorte de fédération des coopératives locales, qui auront été créées pour conserver et transformer les produits agricoles, en particulier le lait.

Pour le moment, comme il a fallu faire œuvre de défense immédiate, la coopérative à cadre départemental s'est

agriculteur, à la Martinie; CANIAC, propriétaire, à Vic-sur-Cère, président du Comice agricole; BONAL, agriculteur, à Lamarque; ANDRIEUX, agriculteur, à Bournazel, président du Comice agricole de Saint-Cernin; DESTOUR, propriétaire aux Aldières, Anglards-de-Salers; DUFAYET, agriculteur à La Roussilhe, Mauriac; VEZOLE, agriculteur, à Pradines, Saint-Chamant; AUGREMY, propriétaire, à Arbres, Riom-ès-Montagnes; BONNET, propriétaire, à Rodes; BAGÈS, propriétaire à Colsac, commune d'Andelat.

Commission de contrôle : PUVIS, agriculteur, à Vayrac; SARRAUSTE DE MENTHIÈRE, propriétaire, à Lacapelle-del-Fraysse; GIBERT, pharmacien, propriétaire, à Saint-Cernin.

proposée d'être l'intermédiaire des producteurs auprès des consommateurs, remplaçant le négociant qui tendait à rendre de plus en plus onéreux ses services.

Dans l'état actuel des choses, on ne pouvait songer à créer une organisation de toutes pièces, et en même temps faire vite. Les petits commerçants, menacés de disparition, s'étant offerts à être les auxiliaires du mouvement coopératif, on les a admis dans la Coopérative, dont ils sont devenus les agents techniques, rétribués comme tels à raison de 6.000 fr. par an. De plus, une part de commission, qui a été fixée à 1 % sur le produit de la vente, est à répartir entre eux, représentant le paiement par annuités de leurs fonds de commerce supprimés (clientèle, magasins, caves, installations de toutes sortes).

Les agents de la Coopérative, ex-négociants, ne peuvent être nommés administrateurs.

En résumé, constituée pour être un organe de production, la Coopérative Agricole Cantalienne a commencé par être une Coopérative de vente.

Elle borne ses opérations à recevoir les produits, à les classer par catégories et qualités, à les conserver et à les vendre aux meilleures conditions possibles.

Dès maintenant, quatorze centres de réception sont organisés : Aurillac, Vic-sur-Cère, Murat, Neussargues, Marcenat, Allanche, Mauriac, Salers, Pleaux, Riom-ès-Montagnes, Cheylade, Trizac, Saint-Chamant, Saignes.

Plusieurs de ces centres sont déjà dotés de camions automobiles qui vont prendre les produits agricoles chez les producteurs, et peuvent effectuer, en outre, toutes sortes de transports pour le compte des adhérents de la Coopérative.

La *Coopérative Agricole Cantalienne* a acquis, pour l'installation de Caves souterraines, frigorifiques, magasins de réserve, salles d'expédition, un terrain de plus de 4.000 mètres carrés, situé dans la principale avenue d'Aurillac, à proximité de la gare. Grâce aux organisations projetées, les produits achetés aux coopérateurs seront conservés et

traités dans les meilleures conditions, en attendant qu'ils soient livrés à la consommation.

Telle est l'œuvre improvisée en deux mois. Avec un sens remarquable des réalités, on n'a pas voulu tout changer du premier coup, on a su profiter de ce qui existait et l'améliorer. Par une gradation bien comprise, on passera rapidement d'un régime de production individuelle à un régime de production coopérative.

Demain, la fabrication fromagère individuelle, qui multiplie les variétés des produits et nuit à leur écoulement, sera remplacée par une fabrication uniformisée dans les coopératives locales munies de l'outillage le plus moderne et au courant des méthodes les plus perfectionnées. Les produits y gagneront en qualité et se vendront plus facilement. L'unité de direction permettra d'adapter la fabrication aux goûts de la clientèle, de suivre les fluctuations de ces goûts et d'en tenir compte dans le minimum de temps.

La *Coopérative Cantalienne* ne s'en tiendra pas à l'achat et à la vente des produits de la laiterie. Très rapidement, elle pourra étendre ses opérations à tous les produits agricoles du Cantal : céréales, lentilles, pois, haricots, pommes de terre, etc...

Peut-être même aura-t-elle un rôle utile à jouer dans les transactions des animaux de boucherie, pour mettre fin aux tromperies et duperies, dont sont trop souvent victime les agriculteurs dans les foires, de la part des marchands de bestiaux. Il ne serait probablement pas impossible, dans cette branche de la production agricole cantalienne, d'arriver à une organisation de la vente, qui sauvegarderait les intérêts des producteurs d'une manière absolue, tout en les dispensant de conduire les animaux sur le marché. Pourquoi cette vente ne se ferait-elle pas par l'intermédiaire des syndicats et de la Coopérative ?

La construction d'une ou de plusieurs usines frigorifiques dans le département du Cantal, à l'instar de celle de Cantarane, hâterait certainement l'organisation coopérative du marché de la viande. Un projet est déjà à l'étude.



En tant que société de production et de vente, la *Coopérative Agricole Cantalienne* est à même de lutte avantageusement contre les sociétés rivales à forme capitaliste, grâce aux avantages qu'elle tient, soit de sa nature elle-même, soit des lois qui la régissent :

1° Bénéfice des exemptions d'impôts, d'autant plus important que ces derniers sont de jour en jour plus lourds :

2° Avances de l'Etat au taux d'intérêt réduit de 2 % ;

3° Pas d'actionnaires à rémunérer. Les coopérateurs, par la souscription des parts, sont leurs propres bailleurs de fonds :

4° Fonctions d'administrateur gratuites.

Incontestablement, la *Coopérative Agricole Cantalienne* apparaît comme l'organisation sauvegardant le mieux les intérêts des producteurs.



Parallèlement à ses services de production et de vente, la *Coopérative Agricole Cantalienne* organise des services commerciaux destinés à procurer à tous ses adhérents et aux adhérents des syndicats agricoles tout ce qui leur est nécessaire : engrais, tourteaux, graines, semences, outillage, machines agricoles, etc.

L'approvisionnement des coopérateurs se fera par les magasins de la Coopérative établis à proximité des centres de réception, ce qui permettra d'utiliser le plus possible les camions automobiles pour les livraisons aux coopérateurs. En faisant coïncider ces livraisons avec les périodes de réception des produits agricoles, le coût des transports pourra être notablement réduit.

De vastes magasins centraux seront incessamment construits à Aurillac, dans lesquels seront établis les services de la Coopérative de consommation et réunis les stocks de marchandises nécessaires aux agriculteurs cantaliens.



Le mouvement coopératif se développe dans le Cantal avec une ampleur et une rapidité remarquables, favorisé par les circonstances et un état d'esprit accueillant chez la population rurale, guidé magistralement par les dirigeants du « Plateau Central ». Ce dernier a fourni pour la Coopérative de production fromagère, un Directeur général expérimenté, et s'est engagé à alimenter, par son service commercial, la coopérative de consommation cantalienne, qui sera contrôlée, inspectée et organisée par ses agents.

Si l'on constate, d'autre part, qu'en moins d'un an plus de 60 syndicats agricoles nouveaux ont été créés dans le département, on peut augurer qu'avant longtemps le Cantal possèdera une organisation professionnelle agricole très complète.

II. -- Les Coopératives laitières de l'Aubrac

Au printemps de 1920, un autre mouvement coopératif qui n'a pas la même importance que celui du Cantal, mais a donné cependant des résultats très intéressants, s'est dessiné dans l'Aubrac (N.-E. du département de l'Aveyron et partie de la Lozère comprise entre Nasbinals, Marchastel et Saint-Germain du Teil).

Comme dans la région de Roquefort et dans le Cantal, ce mouvement a été déterminé par la nécessité où se sont trouvés les producteurs de lait de défendre leurs intérêts menacés par l'apparition de Sociétés Laitières fondées par de gros propriétaires avec l'appui de la Société des Caves de Roquefort. C'était à bref délai la production monopolisée par ces sociétés qui ne se seraient pas fait faute de leur imposer des conditions inacceptables.

Du premier coup, à la suite d'une courte propagande dont M. Vaylet fut un des agents les plus actifs, et le « Plateau Central » l'initiateur, huit coopératives de production furent

créées¹ englobant douze laiteries locales à circonscription communale, du type des fruitières du Jura.

Ces Coopératives se fédérèrent immédiatement et formèrent l'*Union des Coopératives Laitières de l'Aubrac et de la Viadène*, qui a reçu les encouragements de toutes les associations et des principales notabilités agricoles de la région. Citons seulement : MM. Chaudière, président du Syndicat Agricole de Laguiole; de Séguret, Causses de Serre, Causses de Labro, de Rodat, Président de l'Office Agricole et de la Société Centrale d'Agriculture de l'Aveyron.

*
**

Les Coopératives Laitières de l'Aubrac et de la Viadène reçoivent dans leurs laiteries le lait des vaches qui pâturent sur la montagne, le lait également provenant des petites exploitations des localités, et le transforment en fromage type Laguiole.

Les laiteries sont de trois types différents :

1^o Celles qui reçoivent le lait des pâturages de la montagne (Fayt, Pret-Selvet, La Borie Neuve, Laguiole, Canut, Le Fasquet, Les Salières, Cap-Combatus).

2^o Celles qui reçoivent à la fois le lait des « montagnes » et celui des petites exploitations (Lacalm, Les Infruits).

3^o Enfin, des laiteries d'expériences reçoivent le lait des petits exploitants d'un village. C'est un essai en vue de déterminer les rendements et les résultats de l'exploitation communale.

Elles sont toutes dotées d'une installation moderne et complète : Bains-marie pour le chauffage, d'où empressurage à une température reconnue la plus favorable. La présure est mesurée ; la coagulation se fait dans un temps déterminé (trop rapide, elle entraînerait le saisissement de

1. Lacalm, La Terrisse, Alpuech, Laguiole, Cantoin, Saint-Chély-d'Aubrac, Nasbinals, Puech-de-la-Treille.

la masse qui deviendrait trop serrée et présenterait des taches verdâtres de présure : le lait serait « *brûlé* » selon l'expression consacrée. Trop lente, elle s'accompagnerait d'une perte considérable de matières grasses).

L'égouttage naturel est assuré en plaçant le caillé sur une toile étaminée reposant elle-même sur un wagonnet à claire-voie.

La température favorable pour toutes ces manipulations est de 18 °. On chauffe la salle pour l'obtenir, s'il y a lieu.

Le sel est pesé et dosé par rapport à la masse.

Le pressage progressif est assuré au moyen d'une presse anglaise.

Des écrémeuses et des barates, mues dans quelques laiteries par des moteurs, permettent de traiter le petit lait et d'en tirer un beurre de bonne qualité.

On a déjà pu se rendre compte que le traitement rationnel du lait, tel qu'il est pratiqué par les Coopératives de l'Aubrac, assure un rendement en matières grasses supérieur, de 600 à 800 grammes par 100 litres, à celui qui était obtenu par les procédés employés dans la fabrication individuelle. D'où amélioration considérable de la qualité du fromage.

D'autres perfectionnements à apporter à la fabrication seront bientôt réalisés, en particulier la modification du type trop lourd par l'adoption de la pièce de 8 kilos, l'imperméabilisation de la croute qui assurera une propreté absolue.

Pour leur première année de fonctionnement, les Coopératives de l'Aubrac et de la Viadène fabriqueront plus de 35.000 kilos de fromage. Dès la deuxième année, cette production sera considérablement augmentée par la création assurée de six laiteries nouvelles.

En moins d'une année, l'idée coopérative s'est implantée dans le Plateau Central. Un magnifique avenir lui est assuré, car son champ d'application est illimité et les résultats obtenus constituent pour l'esprit positif des populations rurales, le stimulant le plus efficace.

TROISIÈME PARTIE

La Société d'Encouragement

aux

Institutions Rurales du Plateau Central

La Société d'Encouragement

aux

Institutions Rurales

du Plateau Central

Nous avons vu que la nécessité d'arrêter le courant d'émigration qui dépeuplait les campagnes du Plateau Central avait été le point de départ d'un mouvement d'organisation professionnelle agricole. Dès 1914, les propagateurs de ce mouvement, désireux d'intensifier son développement, craignant que le mot de syndicat, dont la signification pouvait être encore mal interprétée par beaucoup, ne permit pas à l'Union des Syndicats de grouper toutes les personnalités susceptibles de s'intéresser à ce progrès, décidèrent de placer à côté de l'Union une Société nouvelle chargée plus spécialement d'étudier le fait de l'émigration et d'encourager la fidélité à la Terre.

Ce fut l'origine de la *Société d'Encouragement aux Institutions Rurales du Plateau Central*¹ qui allait grouper

1. Son Conseil d'administration fut ainsi composé :

Président : M. Maurice FENAILLE, à Montrozier (Aveyron).

Vice-présidents : MM. Charles DE RODAT, président de la Société Centrale d'agriculture de l'Aveyron, à Druelle, près Rodez; Philippe DE LAS CASES, vice-président de l'Union des Syndicats des Agriculteurs du Plateau Central, Labaume, près Marvejols (Lozère).

Secrétaire général : M. Maurice ANGLADE, président de l'Union des Syndicats agricoles du Plateau Central, à La Gardette, près Gabriac (Aveyron).

Secrétaires : MM. Georges CUNYAC, directeur de la Caisse régio-

toutes les bonnes volontés, en vue d'une action destinée à ramener à la vie une région qui se mourait. Le but était exposé aux adhérents et au public en ces termes :

« Cette Société s'efforce, tout d'abord, de lutter contre la dépopulation rurale en créant un courant d'opinion contre elle ; en montrant ses dangers partout, et surtout en signalant aux jeunes les difficultés que l'on éprouve à Paris pour trouver une place, soit dans les fonctions publiques, soit dans les grandes administrations privées : en faisant connaître les nombreux aléas que présentent, par suite de la concurrence, les métiers que recherchent nos compatriotes à la capitale, notamment celui de marchand de vins et la situation fort précaire, à cause de la cherté de la vie, des petits employés de commerce et du modeste cocher de fiacre.

« Mais elle fait mieux encore, car elle recherche avant tout les causes de l'émigration pour appliquer à chacune d'elles le remède qui lui convient.

« Or, ces causes sont de deux sortes : les unes d'ordre intellectuel et moral, les autres d'ordre économique et social.

« Parmi les premières, il faut placer la mode, l'opinion, l'instruction et l'éducation.

« Beaucoup émigrent parce qu'ils considèrent que c'est de bon ton, parce qu'il est de mode de croire qu'au retour du service militaire un jeune homme ne pourra se marier

nale de Crédit du Plateau Central; Vincent LINARD, directeur de la Caisse régionale des Retraites du Plateau Central; François MARCON, administrateur délégué du Syndicat agricole de Marvejols (Lozère); Achille MURATET, directeur de la Société de Crédit Immobilier de l'Aveyron; Claude POULET, directeur de l'Ecole d'agriculture de Montagnac; Louis RABIER, directeur de la Caisse Incendie du Plateau Central.

Membres du Conseil : D^r AYRIGNAC, à Paris; Henri BONNAFÉ, avocat à Rodez; BONNET DE PAILLERETS, avocat à Marvejols; Maurice COLBAT, avocat à Paris; Joseph MIGNONAC, avocat à Rodez; PASSENAUD, à Cussac (Cantal); SARRAUSTE DE MENTHIÈRES, à Lacapelle-del-Fraisse; Jules TALANSIER, à Montrodât, près Marvejols; marquis Louis DE VALADY, à Toulouse.

qu'à la condition d'aller ensuite à la ville ; et nous savons en effet que dans certaines communes de la montagne, l'émigration des jeunes ménages atteint la proportion de 90 %.

« D'autres ont entendu dire dans leurs familles que ce n'était qu'à Paris qu'on pouvait faire fortune ; à l'école même, au lieu de réagir, trop souvent on a appris à notre jeunesse que le suprême honneur pour un garçon intelligent et studieux était d'être un fonctionnaire ou tout au moins un « Monsieur » et que c'était se rabaisser que de s'occuper des travaux des champs.

« *La Société d'Encouragement aux Institutions Rurales* s'est donné pour mission de s'élever contre ces tendances en signalant, en toutes circonstances, la supériorité de la vie rurale et sa grandeur morale, et en s'associant à toutes les manifestations tendant à exalter l'âme paysanne et à refaire la vie locale.

« Au mirage de la grande ville elle oppose la vie saine et paisible de la campagne et s'efforce de faire comprendre que tout en vivant au grand air, en élevant une famille nombreuse, le cultivateur laborieux peut faire des économies sérieuses ; que le fermier qui est à son affaire peut mettre de côté une petite fortune et s'acheter un domaine ; que le simple domestique de ferme étant nourri, logé et n'ayant aucun frais, peut amasser très vite un certain pécule.

« Elle encourage au surplus, par des prix et des récompenses « la Fidélité à la Terre », les bons et loyaux services des fidèles travailleurs des champs.

La Société d'Encouragement aux Institutions Rurales se rend bien compte, d'ailleurs, qu ce n'est pas seulement par des récompenses, mais en s'adressant directement à la jeunesse de nos campagnes, qu'elle referra l'âme rurale de ce pays.

jointe à une éducation conforme aux besoins nouveaux.

Et voilà pourquoi elle attache une importance si grande à l'Ecole d'Agriculture de Montagnac, où l'élite des jeunes ruraux trouve déjà une formation professionnelle complète.

« Les Ecoles Ménagères ont retenu aussi toute son attention ; personne n'ignore l'influence de la femme dans l'exode rural et tout ce que peut une bonne ménagère, une mère de famille accomplie pour faire aimer un intérieur agricole, faire prospérer un domaine et rendre agréable la vie des champs.

« *La Société d'Encouragement aux Institutions Rurales* se propose de contribuer de plus en plus à la diffusion et aux progrès de ce genre d'enseignement, soit par ses initiatives, soit en secondant les Ecoles fixes ou ambulantes existant déjà.

« Malheureusement, il n'est que trop vrai qu'à côté des causes intellectuelles ou morales, il y a des raisons économiques et sociales, encore plus pressantes et décisives, qui déterminent nos compatriotes à émigrer.

« Il est hors de doute, en effet, que si certains vont à Paris poussés uniquement par l'attrait de la grande ville, par le désir du gain et d'une situation meilleure, d'autres s'en vont parce qu'ils ne peuvent faire autrement, parce leur situation au pays est par trop précaire, n'ayant ni capitaux, ni terres à cultiver, les métiers ruraux d'autrefois ayant disparu dans la plupart de nos communes rurales, les intermédiaires étant onéreux (en 1861 ils étaient 1.500.000 dans la France entière ; ils sont au nombre de 5 millions aujourd'hui) ; parce que les risques professionnels sont lourds ; ou encore parce que trop souvent à la campagne on manque d'hygiène et de confortable.

« Beaucoup de ces raisons ne manquent pas de valeur et voilà pourquoi la *Société d'Encouragement*¹ s'efforce d'y apporter remède par la création des *Ouvres Sociales Rurales*² ».

En résumé, le grand remède de l'organisation profes-

1. La Société d'Encouragement comprend des membres fondateurs, des membres honoraires et des membres adhérents (cotisations : 100, 10 et 3 francs).

2. Maurice ANGLADE, *Préface au Livre d'Or de la Société d'Encouragement aux Institutions rurales du Plateau Central*.

nelle entrevue, il fallait en généraliser l'emploi, le faire adopter. La Société d'Encouragement s'est dévouée à cette grande tâche par une propagande active de conférences et de presse.

Son rôle a été très important en un temps où les associations agricoles existantes n'étaient pas groupées sous une Direction puissante et ne recevaient que d'elle les impulsions, l'appui sans lequel elles eussent végété longtemps et peut-être disparu. Elle entretint leur vie et la développa.

Pour cette œuvre éminemment sociale lui fut décernée la Médaille d'Honneur de la Société d'Encouragement au bien : d'autres récompenses furent accordées, sur son intervention, à plusieurs des Institutions Rurales qu'elle patronnait :

Médaille et premier prix du Ministère du Commerce à l'Exposition des classes moyennes (Œuvre des Tapis de Montrozier, Dentelle Lozérienne).

Médaille d'Or au concours Lépine (Jouets Lozériens).

Médaille d'Or de la Société des Agriculteurs de France (Syndicat agricole de Gabriac).

Prix Trésor de la Roque (400 francs) de la Société des Agriculteurs de France (Syndicat agricole de Gabriac).

Médaille d'argent à l'Exposition de Clermont-Ferrand (Caisse Régionale Incendie du Plateau Central).

Dans la mesure de ses moyens, la Société d'Encouragement distribua, de son côté, des récompenses, en 1912, et en 1913 pour les services rendus à la cause agricole et pour la Fidélité à la Terre.

Récompenses décernées par la Société

a) *Lauréats de la Mutualité Rurale.*

M. Marcon, à Marvejols : grand prix d'honneur pour conférences et semaines rurales : un diplôme, une médaille et 100 fr.

M. Babec, secrétaire de la Mutuelle-Incendie de Balsac (Aveyron) : grand prix d'honneur, un diplôme, une médaille et 100 fr.

M. Auguste Tuzet, trésorier de la Fraternité lozérienne : diplôme, médaille et 50 francs.

M. Alcher : diplôme, médaille et 50 francs.

M. le chanoine Malaval, 89 ans, services exceptionnels à la Mutualité en Lozère : diplôme et médaille.

M. Germain Pradines, à la Salveta-Peyralès : un diplôme, une médaille et 50 francs.

M. Joseph Rey, à la Salvetat-Peyralès : un diplôme, une médaille et 50 francs.

M. Henri Dessale, instituteur public à Saint-Martin-d'Ollières (Puy-de-Dôme) : médaille d'honneur.

M. Albert Joulie, instituteur libre à Peyrusse (Aveyron) : un diplôme, une médaille et 50 francs.

M. l'abbé Garrouste, vicaire à Flavin (Aveyron) : médaille d'honneur.

M. Coudere, instituteur public à Ceignac : médaille d'honneur.

M. J.-B. Malige, à Bayac (Lozère) : un diplôme, une médaille et 50 francs.

M. Gabrillargues, à Saint-Germain-du-Teil (Lozère) : un diplôme, une médaille et 50 francs.

M. Casimir Mancillon, à Salles (Lozère) : un diplôme, une médaille et 50 francs.

b) *Associations agricoles.*

Mutuelle-Incendie de Balsac (114 sociétaires sur 120 foyers) : grand prix d'honneur, réservé à la Mutuelle-Incendie possédant le plus grand nombre de sociétaires inscrits relativement à la population comprise dans sa circonscription, diplôme et médaille.

Syndicat agricole de Lescure : un diplôme, médaille et 100 fr., pour ses initiatives au point de vue de l'organisation professionnelle.

Syndicat agricole de Lassouts : un diplôme, une médaille et 100 francs, pour ses initiatives au point de vue de la vente des produits.

c) *Prix de la Fidélité à la Terre.*

Familles Bastide, Lattelize et Varet, à Crospières, commune de Raulhac, canton de Vic (Cantal), entrées dans le domaine de la famille de Valady le 25 mars 1794 : un diplôme, une médaille et un prix de 100 francs.

Famille Guibert, entrée dans le domaine de la famille Nadal et Mignonac, à Saint-Georges-de-Luzençon, 1795 : un diplôme, une médaille et un prix de 100 francs.

Famille Trin et Bastide, à la Cayrie, commune de Raulhac

Cantal), entrées dans la famille Valady en 1810 : une médaille, un diplôme et 50 francs.

Famille Privat, entrée dans le domaine de Combelongue, appartenant à M. Vidal de Saint-Urbain, en 1856 (famille de 16 enfants, dont 13 vivants, tous restés dans le pays) : une médaille, un diplôme et 50 francs.

Famille Dijols, entrée dans le domaine de Montmaton, commune de Laguiole, appartenant à la famille Baduel d'Oustrac, en 1860 : une médaille, un diplôme et 50 francs.

Famille Berthier, à Gabriac, entrée dans le domaine de M. Denys Anglade, en 1865 : une médaille, un diplôme et 50 francs.

Famille Gary, de Montrozier, famille de cultivateurs de 12 enfants, dont 10 vivants, tous restés fidèles au pays natal : une médaille, un diplôme et 50 francs.

Famille Fabry, régisseur au domaine de Bourines, de père en fils depuis vingt-sept ans : une médaille, un diplôme et 50 francs.

M. Bousquet, cantalès chez M. de Séguret, à Veyrac, depuis trente-quatre ans : une médaille, un diplôme et 50 francs.

M. Roussellier, 78 ans, fidélité aux mêmes maîtres en qualité de domestique : un diplôme, une médaille et 50 francs.

M. Abrial, berger depuis vingt-sept ans chez M. Laurent de Crouzet, commune de Saint-Laurent-d'Olt : un diplôme, une médaille et 50 francs.

M. Brion, 52 ans, fidélité aux mêmes maîtres, chez M. Barlet, à Saint-Amans (Lozère) : un diplôme, une médaille et 50 francs.

Famille Cabirou, à Bellas, dans le même domaine depuis cinquante ans : un diplôme, une médaille et 50 francs.

Famille Lissorgues, entrée dans le domaine d'Amblard, commune de Peyrusse, en 1860, 8 enfants tous restés fidèles à la terre : un diplôme, une médaille et 50 francs.

Famille Rieu, entrée dans le domaine de Beauregard, par Sainte-Geneviève, en 1864, 7 enfants, tous occupés à l'exploitation du domaine : un diplôme, une médaille et 50 francs.

M^{me} veuve Milhau, entrée dans le domaine de la Roque en 1870 ; devenue veuve, elle a continué à faire valoir le domaine avec ses 5 enfants qui sont tous restés cultivateurs dans la commune : un diplôme, une médaille et 50 francs.

M. Courtial Baptiste, né en 1838, entré dans la propriété de M. Bouissou, à Pierrefiche, à l'âge de 16 ans ; sept ans de service à La Réunion et à Madagascar. Après son service, est revenu chez ses anciens maîtres, qu'il n'a pas quittés depuis ; père de 7 enfants : un diplôme, une médaille et 50 francs.

M^{me} Honorine Calmels, à Gillorgues, chez les mêmes maîtres depuis cinquante ans : diplôme, médaille et 50 francs.

M. Adolphe Brégou, au Montmarty, par Estaing, jeune ménage

resté fidèle à la terre natale, 27 et 32 ans, 9 enfants : diplôme, médaille et 50 francs.

M. Victor Brengou, fidélité aux mêmes maîtres depuis quarante ans, en qualité de vigneron : diplôme, médaille et 50 francs.

M. Jean-François Calmels, à Combelle, fidèle aux mêmes maîtres et au même domaine depuis 1868, 6 enfants : diplôme, médaille et 50 francs.

M^{me} Marie Crespín, au Vialaret, paroisse de Connac, fidélité aux mêmes maîtres pendant trente-six ans : diplôme, médaille et 50 francs.

M. Grousset, à Montrodât, près Marvejols : un diplôme, une médaille et 50 francs.

d) *Ecoles ménagères.*

M^{me} Palous, directrice des Ecoles ménagères de Viviez et de Penchot : un diplôme, médaille et 50 francs.

M^{me} Gaillard, directrice de cours normal ménager ambulant de la Lozère : un diplôme, une médaille et 50 francs.

M^{me} Sophie Poujouly, directrice des cours ménagers ambulants de Rodez : un diplôme, une médaille et 50 francs.

Sœur Amélie, à Gramond, ancienne élève du cours normal ménager de Rodez : un diplôme, une médaille et 50 francs.

M^{me} Marguerite Gaubert, à Saint-Sever, ancienne élève du cours normal ménager de Rodez : un diplôme, une médaille et 50 francs.

M^{me} Lucie Brunet, au Nayrac : un diplôme, une médaille et 50 francs.

e) *Propagande agricole mutualiste.*

Bulletin de la Fédération des Associations agricoles de l'Arcyron : un objet d'art.

L'Ami de Ségur : un diplôme, une médaille et 50 francs.

La Société d'Encouragement aux Institutions Rurales du Plateau Central continuant son œuvre, a distribué, en 1920, à l'occasion de la journée agricole du 3 octobre, un grand nombre de récompenses.

1^o *Récompenses aux familles intéressantes par leur attachement à la terre.*

Prix de 300 francs. — Famille Laporte, à Vallon, par Lacroix : 16 enfants, 7 soldats dans l'infanterie, 1 tué, 3 mutilés, tous les autres au pays.

Prix de 250 francs. — Famille Truel, à Lapanouse-de-Sévérac : a eu 17 enfants, 12 vivants exploitent, sans le concours de domestiques, un petit domaine.

Prix de 200 francs. — Famille Laurens, à Galouse, commune du Nayrac : mère morte à 42 ans, sa fille de 14 ans prend la direction du ménage; 14 enfants.

Prix de 150 francs. — Famille Brauze, à Nacalhac, par Sévérac-l'Eglise : a eu 2 tués, 5 mobilisés, tous sur le même domaine; 14 enfants.

Prix de 100 francs. — Famille Lavigne, à la Rodde, par Lacapelle-del-Fraysse (Cantal) : très attachée à la terre, 12 enfants.

Prix de 100 francs. — Famille Rigal Joseph, au Fromental-des-Salces (Lozère).

Un ami généreux de l'Union du Plateau Central offrit, en outre, huit prix de 25 francs, destinés spécialement aux familles lozériennes :

- 1° Famille Portefaix, à Saint-Alban.
- 2° Famille Saturnin André, au Born.
- 3° Famille Delfour, à Saint-Germain-du-Teil.
- 4° Famille Cals, à Saint-Chély.
- 5° Famille Cuminal J.-B., à Saint-Alban.
- 6° Famille veuve Astier, à Chirac.
- 7° Famille Joy-Pierre-Honoré fils, à Esclanèdes.
- 8° Famille Dalle, à Prinsuéjols.

2° Diplômes et Médailles.

M. Roquefeuil, régisseur à Valence-d'Albi, depuis cinquante-six années consécutives.

M^{me} veuve Joffre Eulalie, à Romiguière, par Saint-Martin-Laguépie (Tarn). Son beau-père, son mari et sa fille ont tour à tour continué leurs travaux sur le même domaine pendant vingt-six ans.

M. Chauzy Germain, métayer, depuis vingt-cinq ans, à Sausenac.

M. Masse Alexandre, a passé quarante ans sur deux domaines comme métayer.

3° Associations récompensées à cause de leurs nombreuses créations.

Hors concours : Gabriac, déjà récompensé par l'Union Centrale des Agriculteurs de France, d'où est sorti le mouvement du Plateau Central.

Prix de 100 francs aux syndicats de : Anglars-du-Cayrol, Com-

polibat, Flayin (Mutuelle-Incendie), Huparlac, Lescure, La Salvétat, Le Buisson (Lozère), La Vaysse-Vezins, Roannes-Saint-Mary Cantal, Saint-Jean-de-Marcel (Tarn), Saint-Germain-du-Teil (Lozère), Taussac, Syndicat central d'Albi.

Union des Syndicats agricoles du Carmausin : a obtenu de magnifiques résultats : 20 syndicats sur 23 communes.

Cercle rural de Carmaux (Tarn), le seul de la région.

Syndicat de Lampau (Tarn), qui organise des Journées sociales mensuelles.

Syndicat Central d'Albi.

4° Diplômes et médailles aux promoteurs ou secrétaires d'Associations qui se font remarquer par leur dévouement et leurs heureuses initiatives.

MM. Andrieu, à Anglars-de-Rignac; Auriac, à Marvejols; Batut et Raynal, à Huparlac; Bousquet et Forestier, à Cassagnes-Goutrens; Bonicel, à Chadenet (Lozère); Calmels, à Foissac; Clout, à Taussac; Campredon, à Saint-Cyprien; Chincholle, à Lescure; Colrat, à Vimenet; Molénat, à Roanne-Saint-Mary; Salles Célestin, aux Buissons (Lozère); Durand, à Saint-Jean-de-Marcel (Tarn); Augustin Fabre, à Lagrifoulette; Gabrillargues, à Saint-Germain-du-Teil; Julien, à Trémouilles; Landier, à Agen; Rey, Pradines et Carles, à La Salvétat; M^{me} Fabre, à la Griffoulette, par Vezins; MM. Vauris, à Compolibat; Cavalerie, au Mauron; Joulié, à Peyrusse; Aussibal, à Saint-Christophe-Vallon; Sagnet, à Salles-la-Source.

5° Diplômes et médailles accordés aux gérants des succursales dont les noms suivent :

MM. Guizot, à Rodez; Belmont, à Saint-Christophe; Besset, à Naucelle; M^{ne} Gibergues, à Estaing; MM. Gayrard, à Espalion; Mercadier, à Recoules; Bousquet, à Carcenac; Brossel, à Saint-Affrique.

**

Le rôle de la Société d'Encouragement aux Institutions Rurales reste ainsi considérable dans l'organisation professionnelle agricole du Plateau Central, tout en apparaissant moins important qu'aux premières années de son existence. Désormais, en effet, toutes les associations agricoles sont groupées autour de l'Union du Plateau

Central qui, par ses services bien organisés, pourvoit à tous leurs besoins, et veille à leur développement.

Se rencontrant avec la Société d'Encouragement sur le terrain d'action de cette dernière, l'Union a tenu à récompenser les familles rurales nombreuses. Le 3 Octobre 1920, en présence du Ministre de l'Agriculture, M. Ricard, et en même temps que celles qui étaient généreusement offertes par la Société d'Encouragement, les récompenses suivantes furent attribuées :

Prix de 300 francs. — Famille Dominge, à Bénévent, par Sainte-Geneviève : 25 enfants, 19 vivants.

Prix de 250 francs. — M^{me} veuve Cayron, à Vitrac : 22 enfants, 16 vivants.

Prix de 200 francs. — Famille Costes, à Curan, par Salles-Curan : 19 enfants, 15 vivants.

Prix de 150 francs. — Famille Delory, à Altès, par Sévérac-le-Château : 17 enfants, 8 vivants.

Prix de 100 francs. — Famille Bros, de Prinsuéjols (Lozère) : 16 enfants, 14 vivants.

Prix de 100 francs. — Famille Fabre, à Cadoul, paroisse de Canabière : 16 enfants, 14 vivants.

Diplômes et médailles.

Famille Bertrand Casimir, à Saint-Agnan : 15 enfants.

Famille Rieutort, à Lacalm : 14 enfants.

Famille Louis Durand, à Puechrizenq, par Villefranche-de-Panat : 14 enfants, 13 vivants.

Famille Gastal Pierre, à Stourniols : 14 enfants.

Famille Bouzat, à la Besse : 14 enfants.

Famille Niel Justin, au Moulin-de-Savy, par Saint-Agnan : 14 enfants.

Famille Gayraud Justin, au Martourel, par Montpaon : 13 enfants.

Famille Roch Arlabosse, à Coupiac : 13 enfants.

Famille Boutié Emilien, à Lacalm : 13 enfants.

Famille Carrière, de la Souquière-Basse : 13 enfants.

Famille Veyre Jean-François, à La Capelle-Neuve-Eglise : 13 enfants.

Famille Cance, à Bouysses, par Saint-Igest-de-Villeneuve : 13 enfants.

Famille Cros Arthémon, à Flaujac : 13 enfants.

Famille Bayol, aux Terrisses, par Moyrazès : 13 enfants.

Famille Gayrard, à Rigals, par Moyrazès : 13 enfants.

Nous ont été signalés :

15 familles de 12 enfants; 30 familles de 11 enfants; 45 familles de 10 enfants; 46 familles de 9 enfants; 53 familles de 8 enfants; 65 familles de 7 enfants; 85 familles de 6 enfants; 90 familles de 5 enfants; 40 familles de 4 enfants; 25 familles de 3 enfants.

*
**

A côté de la *Société d'Encouragement* nous devons mentionner un certain nombre d'institutions et d'œuvres rurales qui sont des créations de son Président et de plusieurs de ses membres, et sont soutenues par eux.

I. -- L'Ecole de Montagnac

L'enseignement des écoles communales n'est point organisé de manière à préparer l'enfant à l'exercice de la profession agricole, encore moins à lui faire aimer la vie des champs. Cette lacune n'échappe point à tous ceux qui s'attachent à la restauration de la vie et de la prospérité dans nos campagnes. L'exploitation de la terre soit par la culture, soit par l'élevage, exige un ensemble de connaissances qui ne peuvent être acquises par l'agriculteur que s'il a d'abord reçu une bonne instruction générale doublée d'une instruction technique et pratique.

C'est pour répondre à ce besoin que la Société d'Encouragement aux Institutions Rurales du Plateau Central, secondée par la Société Centrale d'Agriculture de l'Aveyron, en 1912, l'Ecole d'Agriculture de Montagnac, dans un domaine de 110 hectares, généreusement mis à sa disposition pour cet usage par M. Fenaille, industriel à Paris.

« Une école d'agriculture n'est pas un établissement d'instruction ordinaire. Des salles de classe et d'étude, un réfectoire et un dortoir ne lui suffisent pas. Il lui faut un grand champ d'expériences et de démonstration, c'est-à-dire un domaine. Or, le domaine de Montagnac répond admirablement à ce besoin. De beaux bâtiments d'explo-

tation parfaitement aménagés pour abriter les meilleures conditions d'hygiène et de commodité, un cheptel complet, une écurie, des étables pour bêtes à cornes, une bergerie en projet, une laiterie, une porcherie, un hangar, tout ce qui est nécessaire ou utile à une vaste exploitation aveyronnaise a été prévu et est déjà en grande partie exécuté. Les jeunes pensionnaires auront ainsi sous les yeux et des modèles de constructions et de dispositions, et des spécimens d'animaux de premier ordre, et des exemples d'alimentation et de tenue rationnelles et hygiéniques. Hors des bâtiments, de magnifiques prairies de qualité supérieure, de vastes champs susceptibles de cultures variées et d'améliorations indéfinies offriront de perpétuelles leçons de choses. Un grand enclos de plusieurs hectares leur permettra de s'initier aux meilleurs procédés de l'horticulture et de l'arboriculture fruitière. On peut dire que rien ne manque ou bientôt ne manquera, à Montagnac, pour que les fils des cultivateurs aveyronnais y trouvent une éducation saine, intelligente et pratique, à la fois utile et agréable, qui fera d'eux les véritables pionniers du progrès agricole et social dans nos campagnes ¹ ».

L'Ecole de Montagnac se proposait de donner aux jeunes gens qui se destinaient à l'agriculture une solide formation professionnelle qui leur permît de diriger avec intelligence une exploitation agricole, soit comme propriétaires, soit comme fermiers, régisseurs, ou chefs de culture. Elle n'était pas fermée aux ouvriers agricoles désireux de s'initier aux meilleurs procédés de culture, à la viticulture, à l'horticulture, à la connaissance du bétail, en vue de pouvoir occuper des situations avantageuses dans des exploitations importantes.

La première année (1912-1913), l'Ecole, en pleine période d'organisation et encore peu connue, n'eut qu'un petit

1. *Bulletin de la Fédération des Associations agricoles de l'Aveyron et de la Société d'Encouragement aux Institutions rurales du Plateau Central* (septembre 1913).

nombre d'élèves. Mais l'année suivante, elle recevait seize élèves, tous mis de cultivateurs.

Quand la guerre éclata, elle dut fermer ses portes. Tout son personnel dirigeant et enseignant ayant été mobilisé.

Au total, depuis sa création, vingt élèves avaient reçu l'enseignement de l'Ecole de Montagnac, dans de bonnes conditions. Tous ceux qui, parmi eux, sont revenus de la Guerre, s'occupent d'agriculture. Ce résultat modeste est encourageant et démontre l'excellence de l'œuvre envisagée comme moyen ... retenir les jeunes gens à la terre.

A la fin de l'année 1916, l'Ecole de Montagnac fut rouverte et transformée en centre de rééducation physique et professionnelle pour les Mutilés de Guerre. Les soldats réformés, par suite d'amputation, de paralysie, ou d'impotence d'un membre, y furent reçus gratuitement à la condition de participer aux travaux pratiques.

L'enseignement donné aux Mutilés était à la fois théorique et pratique. Il se rapportait :

1° *A la culture méthodique du sol et des plantes.* — (Conduite et réglage des machines ; Emploi rationnel des engrais chimiques ; Sélection des semences ; Création et entretien des prairies naturelles, artificielles et temporaires ; Maladies des plantes et traitements).

2° *A l'élevage rationnel du bétail.* — (Alimentation, âge, tares et défauts des animaux domestiques ; Hygiène des animaux ; Vices rédhibitoires ; Production des jeunes, de la viande de boucherie, du travail, du lait, de la laine. Etude complète de la vache et de la brebis laitière).

3° *A l'horticulture et à l'arboriculture.* — (Culture léguminière et fruitière ; Plantation, taille, greffage, pépinières ; Conservation des légumes et des fruits. Emballage).

4° *A l'arpentage, surfaces, cubages et à la comptabilité agricole.* — (Ainsi qu'à tous les petits travaux s'appliquant aux besoins d'une exploitation rurale¹ »).

1. Ce programme figurait sur le tract de propagande édité par l'Ecole des Mutilés de Montagnac.

Une laiterie-modèle (beurrerie et fromagerie) fonctionnant à l'Ecole permettait aux élèves de se spécialiser dans une industrie régionale très importante qui devait leur offrir des débouchés à leur sortie.

Au cours des trois années de fonctionnement (Octobre 1916-Mai 1919), l'Ecole des Mutilés rééduqua 62 mutilés et en fit des chefs de culture, des gérants de laiterie, des bergers, des jardiniers, des vanniers. La plupart d'entre eux sont restés à la campagne où il gagnent bien leur vie, et ont pu fonder un foyer.

Grâce au dévouement et à l'appui des Associations agricoles, l'Ecole a pu leur procurer des situations avantageuses. D'autre part, en ce qui concerne les mutilés bergers, la Société Agricole de Roquefort décida de leur accorder des encouragements sous la forme de primes d'ancienneté, de rendement et de tenue des troupeaux, prélevées sur un fonds alimenté par elle.

Depuis le 15 Octobre 1919, l'Ecole d'Agriculture de Montagnac a repris son œuvre d'enseignement agricole à peine commencée avant la guerre et interrompue depuis.

La durée des cours est de deux ans. La première année d'études est consacrée plus spécialement à l'enseignement général : Français, Mathématique, Physique, Chimie, Sciences Naturelles, Agriculture et Zootechnie générales. La deuxième année est réservée à l'étude des cultures spéciales à la région et des sciences appliquées à l'agriculture.

Des professeurs tous spécialistes, donnent des leçons, à raison de deux par jour, aux élèves qui participent, en outre, à tous les travaux exécutés au jardin de l'Ecole ou aux champs de la ferme qui lui est attenante. Ainsi, l'enseignement reçu à l'Ecole de Montagnac est complet et permettra aux jeunes gens qui le reçoivent de devenir de parfaits agriculteurs.

Un diplôme sera délivré aux élèves, qui auront obtenu la moyenne exigée ; des prix spéciaux et des médailles récompenseront les plus méritants.

L'avenir de l'Ecole de Montagnac est assuré. De plus en plus, la nécessité d'un enseignement agricole pratique s'impose à tous les esprits éclairés qui poursuivent l'œuvre d'organisation professionnelle déjà si bien commencée, et l'Ecole est appelée à devenir un centre de rayonnement de grande influence.

II. -- Les Ecoles Ménagères

L'enseignement ménager ne peut manquer d'apparaître à tous ceux qu'alarme la dépopulation des campagnes comme un des bons remèdes à apporter à ce fléau. Il s'adresse aux jeunes filles et aux femmes, parmi lesquelles l'émigration sévit encore plus que parmi les hommes, les transforme en agents éclairés et actifs du bien-être matériel et moral, leur fait prendre conscience de l'importance sociale qu'elles peuvent avoir. La bonne tenue de la maison, l'ordre, l'épargne, la prévoyance méthodique, la science raisonnée des petites sources de richesses que fournissent la ferme et le jardin, des notions d'hygiène individuelle, familiale et infantile sont pour les foyers ruraux autant de facteurs qui les rendent gais, attrayants, chers aux travailleurs des champs. Plus heureux, jouissant du confort et de la santé, entourés d'enfants sains et robustes, éloignés du cabaret par les joies et l'agrément de leur intérieur, ils ne sont plus hypnotisés par les professions que leur offrent les villes, avec leur cortège habituel de maladies et de déchéances morales.

Les premiers essais d'enseignement ménager dans le Plateau Central remontent à 1906. Aujourd'hui, dans les départements de l'Aveyron et de la Lozère, tout au moins, il y a une organisation très complète d'enseignement ménager qui fonctionne à souhait.

Elle est due aux efforts et au dévouement inlassable de deux femmes de cœur, Mme de Las Cases et Mlle Baduel d'Oustrac. Connaissant admirablement le milieu dans lequel devait se développer leur action, et les conditions de

succès d'une entreprise aussi nouvelle, elles pensèrent que le premier résultat à atteindre était la formation des professeurs. A cette œuvre première, elles apportèrent tous leurs soins.

A) Une jeune aveyronnaise, Mlle Gaillard, de Millau, accepta d'aller faire un séjour en Belgique, pour y étudier la science ménagère dont l'enseignement était déjà très développé dans le pays. Après un stage de plusieurs mois dans un cours ambulante, désigné par le ministre de l'agriculture belge et dirigé par un agronome d'Etat, un diplôme lui fut décerné à la suite de l'examen qui terminait ce cours.

A son retour en France, elle passa deux mois à l'Institut normal ménager de l'avenue de Breteuil, à Paris, fondé et dirigé par Mme de Diesbach. Enfin, elle alla à l'Ecole de laiterie de Monastier sur Gazeille (Haute-Loire) s'initier aux méthodes nouvelles de traitement du lait et de fabrication du beurre.

Ces divers stages terminés, Mlle Gaillard fit une sélection des 28 branches constituant l'enseignement ménager, tel qu'elle l'avait étudié et constitua un programme adapté aux besoins de la région, puis elle organisa un premier cours ménager pour les jeunes filles de Rodez. (Décembre 1907).

En avril 1908 fut ouvert le premier cours normal ménager destiné à former des professeurs. Pour cet essai Mlle Gaillard fut aidée par Mlle Poujouly, également munie de diplômes français et belge à qui Mme de Las Cases devait confier la formation des Ecoles ménagères en Lozère.

Cette première session forma seize élèves futurs professeurs et fut suivie d'une nouvelle session, en Août-Septembre, à laquelle assistèrent vingt quatre élèves, la plupart directrices d'écoles ou de patronages.

Une vieille cuisine vaste et enfermée et donnant de plein pied sur un jardin, avait été mise à la disposition de Mlle Gaillard, moyennant une modique somme par un couvent des sœurs de Nevers. Un badigeonnage à la chaux avait approprié rapidement ce local, lui conservant cet aspect

bien campagnard adéquat à son but pratique et simple. Aux murs, un étroit bandeau d'andrinople servait de cadre vermeil aux pancartes célébrant les qualités de la ménagère modèle et soulignait le cuivre ou la blancheur des bassines : la propreté éclatante était le seul luxe voulu.

Dans ces temps qui semblent préhistoriques aujourd'hui, le prix de pension, pour chacune des 24 élèves-professeurs, s'élevait à 45 francs par mois, logement, nourriture et enseignement compris (la même personne qui avait pris à sa charge la formation des premiers professeurs, continuait à les indemniser).

Un repas composé d'une soupe paysanne, d'une large portion de viande, d'un légume et d'un entremets, s'élevait à 0 fr. 35 par tête pour 26 personnes (les deux maîtresses et leurs 24 élèves) dans ce prix était compté le charbon de la cuisson et la graisse de l'assaisonnement.

Les élèves partagées en deux groupes dirigés chacun par un professeur, préparaient tour à tour les repas du matin et du soir, tout en suivant les cours généraux théoriques et pratiques qui se succédaient très méthodiquement.

Cours d'économie domestique, de comptabilité, de pédagogie, d'hygiène de l'alimentation (cuisine raisonnée, pâtisserie familiale, conserves de légumes et de fruits, etc., hygiène du corps et de l'habitation, nettoyages, raccommodages, remmaillages, blanchissage, repassage, coupe, notions d'horticulture, soins à donner aux animaux, jardinage, laiterie, etc.

Des cours indiquant les soins d'urgence à donner aux blessés et la manière méthodique de soigner les petits enfants étaient professés par un médecin expérimenté, le docteur Bonnefous. Les cours de pansements et de bandages étaient faits par la Directrice diplômée de la Croix-Rouge.

Les leçons de pédagogie (formation des caractères, principes et bases d'éducation) étaient donnés par un prêtre dévoué, M. l'abbé Planhard¹.

1. Les renseignements contenus dans la présente étude nous ont été gracieusement fournis par Mlle Baduel d'Oustrac.

Sept cours normaux se succédèrent de 1908 à 1913 et formèrent 93 professeurs. Celles-ci fondèrent dans leurs villages des *Ecoles Ménagères* fixes, qui ont été fréquentées par plus de 3.000 jeunes filles. Vingt cinq de ces écoles ont fonctionné régulièrement chaque année.

A côté des Ecoles ménagères fixe, des « *cours ambulants* » furent organisés distribuant l'enseignement ménager dans les chefs-lieux de cantons et les villages importants ; les cours groupaient 24 grandes jeunes filles matin et soir pendant deux mois consécutifs.

Le premier eut lieu en 1908, dans la propriété de M. Baduel d'Oustrac pour 24 jeunes filles de Laguiole, dans l'arrondissement d'Espalion.

Le deuxième fut offert dans l'arrondissement de Rodez, par Mme Roques, en 1910, à 24 jeunes filles de Sauveterre.

Le troisième fut organisé par Mme Cibiel, dans l'arrondissement de Villefranche pour les jeunes filles de Najac.

Une cinquantaine de cours ambulants ont été donnés depuis, auxquels ont assisté régulièrement plus de douze cents jeunes filles aveyronnaises.

Le nombre de jeunes filles qui ont reçu l'enseignement ménager dans les Ecoles Ménagères fixes ou dans les cours ambulants, dépasse à l'heure actuelle 4.500 pour le seul département de l'Aveyron.

C'est un résultat magnifique qui place Mlle Baduel d'Oustrac au premier rang des bienfaiteurs du pays.

B) En Lozère, l'enseignement ménager fut organisé, dès 1908, selon la même méthode qui était suivie dans l'Aveyron.

Une jeune Lozérienne fut envoyée en Belgique où, pendant un an, elle étudia principalement la laiterie, dans un couvent laitier-ménager. Elle fut ensuite professeur dans un village belge, avec une religieuse du couvent-école. Après trois autres mois passés à l'école ambulante laitière de Leuze (Belgique), elle obtint le diplôme belge de professeur d'enseignement ménager.

Pour perfectionner les notions acquises et les adapter

aux habitudes françaises, la jeune professeur relit ses études ménagères à l'Institut Normal de Mme de Diesback, à Paris. Munie du diplôme français, elle apprend pendant quatre mois l'hygiène, les pansements, l'antiseptie, les soins aux petits enfants, la cuisine des malades, l'application intelligente d'une ordonnance dans le *Dispensaire de Charonne*.

La formation du professeur étant achevée, un programme définitif d'enseignement ménager fut arrêté, semblable à celui qui était suivi dans l'Aveyron.

Des « Cours ménagers-ruraux-laitiers-ambulants, furent immédiatement organisés, non cependant sans que tout le nécessaire n'ait été fait pour faire comprendre aux populations l'importance des cours ménagers : « rassurer les mères qui se seraient péniblement étonnées, qu'on ne les supposât pas capables de donner elles-mêmes cet enseignement à leurs filles ; faire admettre aux pères qu'il n'y avait pas perte de temps ; tranquilliser l'entourage sur ces enseignements nouveaux ; encourager les jeunes filles à se donner de la peine, sans un bénéfice autre que celui qui donne l'économie ; faire comprendre, puis désirer ».

Le premier cours ménager-laitier fut donné à Saint-Alban, en Avril 1908, à 32 jeunes filles.

Le 27 Avril 1913, Mme la Comtesse Emmanuel de Las Cases, femme du Sénateur de la Lozère, pouvait faire connaître dans un rapport présenté au Congrès National des *OEuvres de Protection de la jeune fille*, à Paris, que 26 cours ambulants de 65 jours chacun, avaient été donnés dans 26 centres de travail et avaient réuni 517 jeunes filles.

L'organisation intérieure des cours avait été facile. Partout le local avait été gracieusement offert. Dans son rapport, Mme de Las Cases en a dessiné la physionomie précise :

« Le professeur arrivait au jour dit, annoncé longtemps à l'avance par les curés en chaire et par la presse locale. Le matériel, enfermé en de vastes paniers était composé de ce que tout jeune ménage peut se procurer à la campagne.

« Aucun ustensile qu'il ne pourrait avoir, n'est admis.

« La marmite et les plats sont en terre.

« Le petit fourneau, la lessiveuse, la baratte, l'écrémeuse, le malaxeur peuvent être posés partout.

Des sentences morales, des tableaux antialcooliques, ménager, sur l'hygiène, sur l'action des engrais pour les blés et les herbes ornent les murs.

« Une simple tenture de cotonnade faisant partie du bagage, est employée à cacher parfois un mur lézardé, d'où la chaux est tombée.

« Un Christ, une Sainte Famille au travail, montrent l'idéal proposé. La vie de la Vierge à Nazareth n'exprime-t-elle pas toute l'humble beauté des petits devoirs ? Son exemple n'est-il pas la glorification du rôle laborieux et fondamental de la femme au foyer ? »

Les élèves admises de 15 à 25 ans, font souvent une heure et demie et 2 heures de marche pour venir suivre les cours théoriques et pratiques, et autant pour repartir.

On les voit arriver en files indiennes, à travers les jeunes blés ou les bruyères en fleurs, des hameaux lointains.

Des mères de famille disent : « Je me lèverai 2 heures plus tôt, je ferai le travail de ma fille, pour qu'elle ne manque pas au cours ». Le soir, autour de la lampe antique où crépite de l'huile de noix, le père et les frères interrogent la jeune fille sur les sujets étudiés dans la journée.

Dans un toast porté en patois, un maire vénérable d'une petite commune, dans un repas où ses 137 administrés fusionnaient amicalement, chez leurs amis du château, disait :

« Je pleure ceux que je ne vois pas à cette table. Je pleure ceux qui ne sont pas nés, ceux qui auraient été des Français et ces catholiques de plus, si, plus tôt, par le travail, et le goût de la maison, on eut su retenir celles de nos filles qui sont parties et sont mortes à l'hôpital de Paris, sans avoir été mères ».

Une fois le cours ambulancier terminé, les élèves ne sont pas abandonnées à elles-mêmes.

« Un an après les cours, une longue visite est faite aux jeunes filles, afin de s'assurer qu'elles mettent en pratique tous les enseignements reçus pendant les soixante cinq jours d'instruction. Elles conservent précieusement sur des cahiers, ces notes remises au net et constamment y ont recours.

« Des graines potagères et des fleurs simples, des étoffes pour des chemisettes qu'elles doivent confectionner elles-mêmes, des volailles du pays sélectionnées, sont données aux élèves par rang d'exactitude au cours ».

Enfin, des bibliothèques comprenant des livres d'une inspiration morale et patriotique élevée, des brochures ayant trait à la vie des champs et à toutes les questions agricoles, sont constituées dans les localités où furent donnés des cours ménagers, continuant ainsi l'œuvre d'éducation commencée par ces derniers.

*
**

Les cours ménagers ambulants, interrompus par la guerre pendant plusieurs années, ont repris dans la campagne lozérienne dès que le retour des hommes a permis aux jeunes filles de distraire de leurs occupations le temps nécessaire pour les suivre.

Peu à peu, ils atteindront toutes les jeunes filles du département, dont la profession naturelle est dans l'agriculture et feront d'elles des agents actifs de l'attachement à la terre par l'agrément et le confort qu'elles auront appris à réaliser dans leur maison.

III. -- Les petites industries rurales

Il est indéniable que le chômage prolongé, auquel la longueur et la rigueur de l'hiver condamnent les travailleurs de la terre pendant toute cette saison, est une des principales causes d'émigration des populations du Plateau Central. C'est elle qui provoque, à la fin de l'automne, le

départ de tous les jeunes gens que ne retient pas la nécessité de soigner les animaux ou celle de maintenir un petit commerce local. Ils s'en vont, soit à Paris, soit vers les autres régions de France, qui ont un climat plus tempéré, exercer des professions diverses (rémouleurs, ramoneurs, chiffonniers, colporteurs, marchands de toiles, etc.) qu'ils abandonnent au printemps pour « remonter au pays » et s'y livrer aux travaux agricoles rapportant des économies appréciables gagnées pendant leur campagne d'hiver.

Cette émigration saisonnière n'aurait que l'heureux résultat de parer avantageusement au chômage forcé de l'hiver, si elle ne se transformait, peu à peu, en émigration définitive, enlevant à la région du Plateau Central ses forces vives : l'émigrant saisonnier finit, en effet, par s'adapter au milieu qu'il fréquente et par s'y fixer, en créant ou en achetant un fonds de commerce.

Il s'agit, dès lors, de le retenir au village, en lui procurant du travail pour les longs mois d'hiver et de le mettre à même de gagner sur place les ressources qu'il va demander au « voyage ».

C'est le but que se proposent les promoteurs des petites industries rurales, partout où elles ont été organisées.

Ces industries visent, comme les Ecoles Ménagères, à retenir les jeunes gens et les jeunes filles à la campagne. Pour ces dernières, il ne s'agit pas seulement de leur procurer de l'ouvrage pendant les mois de neige, mais encore une occupation lucrative, à laquelle elles puissent se livrer pendant la belle saison, en même temps qu'elles gardent les brebis et les vaches.

Des efforts très louables ont été faits, dans ce sens, dans la Lozère et l'Aveyron, dûs à la généreuse impulsion de Mme la Comtesse de Las Cases, de M. Philippe de Las Cases et de M. Fenaille.

A). *La Dentelle Lozérienne.*

Ce fut en 1904, à la suite d'un petit congrès d'œuvres féminines chrétiennes, présidé par Mgr de Ligonès, que

fut créée l'œuvre de la « Dentelle Lozérienne » par l'Association Dentellière Lozérienne, groupe de dames toutes dévouées aux œuvres rurales, sous la Direction de Mme la Comtesse de Las Cases.

Cette œuvre a pour but de procurer du travail sous forme de commande de dentelles recueillies à Paris et de fournir des modèles très nouveaux aux jeunes filles des campagnes ou des petites villes, qui désirent occuper profitablement leurs nombreux loisirs.

Une première instruction fut donnée à cinq dentellières et dès la fin de 1904, 57 étaient formées. L'année suivante, 150 jeunes filles se livraient au travail de la dentelle et en 1909, le nombre des dentellières, pour les seuls arrondissements de Florac et de Marvélols, s'élevait à 450.

Un grand soin fut apporté, en même temps, à la formation technique des jeunes dentellières. En 1908, deux jeunes Lozériennes allèrent à Paris suivre les cours des arts décoratifs pour le dessin appliqué à la broderie et à la dentelle. Une Italienne leur apprit ensuite de vieux points oubliés. Leur instruction terminée, elles revinrent dans leur famille. L'Association Dentellière leur donna du travail, mais chaque fois que l'émigration menaçait au village, l'une des deux professeurs s'y rendait pendant quatre ou cinq semaines, et apprenait à quinze ou vingt jeunes filles ce quelle même avait appris à Paris. Parmi les dentellières ainsi formées, l'une d'elles, la plus experte, était nommée Directrice du petit groupe. L'année suivante, l'une des professeurs revenait dans le même village pour montrer à perfectionner le travail. Enfin la troisième année, la dentellière la plus habile du nouveau centre allait au Couvent de Marvélols, où l'œuvre avait pris naissance, apprendre les points les plus difficiles.

En 1911, à l'Exposition des Arts Décoratifs, une broderie lozérienne était achetée par le Ministre des Beaux-Arts et offerte à l'Exposition Permanente d'art du Pavillon de Marsan.

En 1912, l'œuvre obtenait une médaille d'or à l'Exposition de l'apprentissage, organisée à Paris.

La même année lui était décerné un deuxième grand Prix à l'Exposition de Roubaix, pour l'ensemble de ses travaux de dentelles aux fuseaux, broderies blanches et filet brodé.

Très sagement, l'Association Dentellière Lozérienne s'appliquait à distribuer les commandes, de manière que le nouveau travail ne vint pas nuire aux travaux des champs pendant la belle saison. Elle les envoyait dans les centres où la neige recouvrait la terre, les suspendait pendant la période des récoltes. Comme il y a de grosses différences de climat entre les Cévennes et la Haute-Lozère, les commandes recueillies par l'Association pouvaient toujours être exécutées, les récoltes étant faites à des époques différentes.

Le gain journalier d'une dentellière était fonction de son habilité et du temps qu'elle consacrait à son ouvrage.

Ce salaire d'appoint a apporté dans les humbles logis un peu de bien-être. Des économies importantes ont pu être réalisées et surtout la désertion du village a été empêchée en bien des cas. Le travail chasse l'ennui, et s'il est bien rémunéré, il écarte le désir de l'aventure. Pour les terriens, l'oisiveté stérile est mauvaise conseillère.

Pendant la guerre, il y avait des travaux plus urgents à exécuter par les femmes, que la dentelle.

Mme de Las Cases et ses collaboratrices, s'inspirant de l'intérêt primordial du pays obtinrent de grosses commandes de l'Intendance et firent fabriquer à la main des chandails pour nos soldats.

Ce travail occupa, pendant trois ans, 4.200 femmes dans 42 villages.

94.000 chandails furent livrés à l'armée. Les salaires distribués s'élevèrent à 325.000 francs. Tous les frais généraux furent supportés par l'Association Dentellière Lozérienne.

Depuis la fin des hostilités, le travail de la dentelle a repris en Lozère, mais dans une proportion assez modeste.

Ce n'est pas que les commandes fassent défaut, mais l'aisance s'est généralisée ; nombre de femmes ne désirent plus travailler, même pour des salaires triples.

D'ailleurs le personnel s'est renouvelé : les demandes de travail émanent, maintenant, de jeunes filles de la petite bourgeoisie, qui, très discrètement, demandent à la dentelle des ressources devenues indispensables.

L'œuvre continue ainsi son action bienfaisante en s'adaptant aux circonstances et aux nécessités du moment. Son rôle est loin d'être terminé. Les bénéfices réalisés par les agriculteurs en ces dernières années, ont accru considérablement leur bien-être, bien-être qui, à son tour, fera naître le désir d'un bien-être plus grand, voir même d'un petit superflu, que femmes et jeunes filles des champs seront heureuses de demander encore au travail de la dentelle, ou à d'autres petites industries. L'aménagement des forces hydrauliques de la région, permettra bientôt des distributions à domicile de l'électricité, qui actionnera de nombreux petits métiers.

B. *Le jouet Lozérien.*

La création de cette industrie remonte à 1909. Elle est due à l'initiative de M. Philippe de Las Cases qui l'organisa dans le but de fournir du travail aux jeunes gens et aux femmes pendant l'hiver.

Une intention patriotique l'inspire également : les jouets vendus en France venaient presque tous d'Allemagne, qui nous approvisionnait à des conditions exceptionnelles de bon marché ; rien n'était tenté pour enrayer cette invasion qui privait notre pays de bénéfices importants, alors qu'une organisation intelligente aurait pu, grâce aux qualités de goût et d'ingéniosité de notre race, nous assurer, dans cette branche, une suprématie incontestable.

Les difficultés très nombreuses d'une institution de ce genre apparurent à l'expérience : impossibilité d'obtenir un travail régulier ; difficulté du contrôle sur le travail à domicile, difficulté pour les ouvriers et les ouvrières isolés

de se procurer le bois, de dimension voulue, soigneusement raboté ; enfin médiocre rendement des machines individuelles (scies à pédale, etc.)

Pour vivre, cette industrie du jouet a dû se transformer tout en conservant son caractère d'industrie à domicile qui était sa raison d'être.

À l'heure actuelle, l'organisation est la suivante :

À Marvélols fonctionne un atelier avec force motrice et machines modernes (scies, raboteuses, dégauchisseuses, estampeuses, etc.) qui occupe une quinzaine de personnes travaillant aux machines et au montage des objets. Ces objets sont ensuite pris à domicile par des femmes qui exécutent des peintures sculptures, polissages.

Le nombre des ouvrières étant insuffisant à Marvélols et dans ses environs, plusieurs centres ont été créés successivement : Chanac, le Monastier, Meyruels, où le travail est terminé. Les objets sont expédiés directement à Paris.

Un second atelier existe à Mende. Dans les villages éloignés des centres, un certain nombre d'ouvriers isolés, quelques-uns ayant à leur disposition un moteur, font des travaux de tournage, des petits meubles, des animaux sculptés, etc.

Le *jouet lozérien* fait exécuter des objets peu compliqués des animaux de bois sculptés et coloriés, des fermes, arches, bergeries, écuries, villages.

De Marvélols seulement, il est sorti au cours du dernier semestre, 65.000 animaux, sans compter les pantins, meubles de poupées, etc.

Tout récemment, la fabrication des hygromètres, jusqu'alors monopolisée par l'Allemagne, a été entreprise par le même atelier.

Le chiffre d'affaires annuel du *Jouet Lozérien* s'élève à environ 80.000 francs. Il occupe, l'hiver principalement, une centaine d'ouvrières et d'ouvriers, concourant, pour une part importante, à la grande œuvre entreprise : la lutte contre l'émigration rurale.

Les petites industries rurales lozériennes, la *Dentelle*

Lozérienne, le *Jouet Lozérien* auxquelles il convient d'ajouter celle des perles fines soufflées au chalumeau et celle des fantaisies en plumes pour chapeaux, moins importantes et dont l'existence est intermittente, ont un dépôt commun, depuis Novembre 1912, à Paris, 4, rue Lavoisier, v^e, dans un petit rez-de-chaussée ayant pour enseigne : *Au Travail Rural*.

C) « *Le Point Sarrazin* ».

Cette œuvre fondée comme la précédente, par M. Maurice Fenaille, se rattache à la *Société d'Encouragement* et à l'*Union du Plateau Central*, en ce sens que l'administration en est assurée par les services de cette dernière.

C'est une œuvre de relèvement du travail familial, par la fabrication de tapis point noué à la main.

Créée en 1912 au capital de 1.000.000, elle s'efforce de retenir les jeunes filles à la campagne, en leur assurant un travail agréable et rémunérateur. La mère de famille trouve en lui un salaire d'appoint appréciable, qui lui permet de concourir aux dépenses du ménage, sans cesser de s'occuper de l'intérieur de sa maison.

A la veille de la guerre, plus de 400 jeunes filles étaient passées par l'atelier d'apprentissage et l'œuvre avait payé près de 400.000 francs de salaires depuis sa fondation.

Au retour de la Paix, le nombre des ouvrières a été limité, pour ne pas détourner plus qu'il ne convient la main-d'œuvre féminine des travaux des champs.

Néanmoins, une centaine d'ouvrières travaillent à domicile, et une vingtaine à l'atelier d'apprentissage.

La société, bien qu'administrée dans les conditions ordinaires des sociétés anonymes, ne recherchant pas le bénéfice et ne visant qu'un but philanthropique, n'a pas encore distribué de dividende.

On peut dire d'ailleurs, qu'au point de vue commercial, l'affaire a pleinement réussi, les grands magasins de Paris assurant des débouchés importants.

IV. -- Le Sanatorium de la Baraque de Jean

Cette œuvre a été fondée également par M. Maurice Fenaille et elle fonctionne sous le contrôle de l'*Union du Plateau Central*.

La *Solidarité Aveyronnaise*, qui centralise le mouvement des amicales à Paris, s'est aussi intéressé à cette œuvre, dès l'origine, et concourra à assurer le recrutement des malades.

L'Etablissement situé à 1.000 mètres d'altitude au-dessus de Severac, à proximité de la station d'Engaresque est destiné aux Aveyronnais émigrés à la grande ville et anémiés par le climat parisien.

Le sanatorium, à peine terminé en 1914, a reçu, durant la guerre, des malades envoyés par les Hôpitaux militaires: ils sont tous sortis améliorés par la cure faite dans cette station d'altitude.

Actuellement, le sanatorium est peuplé de 60 malades aveyronnais, envoyés par l'assistance publique, qui y terminent leur cure, en attendant que le sanatorium reçoive sa destination définitive. Cet établissement ne devra hospitaliser seulement que des Aveyronnais résidant à Paris et que les dirigeants de l'œuvre voudraient fixer à nouveau à la Terre.

CONCLUSION

Nous avons essayé, au cours des pages qui précèdent, de rendre un compte aussi exact que possible de l'effort d'organisation accompli depuis quinze ans, parmi les agriculteurs du Plateau Central, par Maurice Anglade et ses collaborateurs. Les résultats en sont magnifiques : si l'on ne tient pas compte des années de guerre, pendant lesquelles leur activité n'a pu s'exercer que d'une façon intermittente, on constate qu'une dizaine d'années leur ont suffi pour créer et faire vivre plus de 500 Associations agricoles ou sociétés d'intérêt rural.

Cette première étape — la plus pénible — a été franchie avec un entrain admirable, qui fait bien augurer de l'avenir. Il a fallu découvrir, instruire et former les militants capables de comprendre toute l'utilité, toute la portée morale et sociale des institutions rurales préconisées, et de les soutenir avec une foi ardente et un dévouement de tous les instants.

Aujourd'hui, la tâche des dirigeants, toujours plus étendue, est aussi plus facile.

Par les syndicats, un profond travail de pénétration s'est fait par lequel l'individualisme tenace et routinier a été ébranlé, une conscience précise des intérêts professionnels a pris corps, en même temps que s'imposaient la nécessité et le désir de s'unir pour les défendre utilement.

L'association, hier encore suspecte à la grande majorité, est de plus en plus acceptée. Des habitudes et des mœurs nouvelles se forment grâce aux relations plus fréquentes et plus cordiales sur le terrain de la profession, où l'union

est facile. Une sélection éclairée des individus se produit, les plus intelligents et les plus dignes étant choisis pour gérer les affaires communes sans souci d'origine et d'opinion.

De tous les foyers d'activité, que sont les nombreuses Associations éparses dans toute la région du Plateau Central, rayonne une puissante et généreuse influence, qui suscite de jour en jour des initiatives nouvelles, de nouveaux dévouements. Partout se révèlent des militants de plus en plus nombreux, animés de l'esprit qui crée et qui soutient.

C'est l'élite rurale qui existait, mais s'ignorait. L'action la met peu à peu à sa place, à la tête de l'organisation professionnelle agricole. Dans dix ans, une puissante hiérarchisation des forces de la terre sera définitivement établie, un grand courant de vie aura mis en valeur les richesses naturelles du Plateau Central, l'existence y sera devenue plus agréable et plus intéressante à tous les points de vue, parce que l'effort des collectivités aura considérablement amélioré le sort des individus, l'émigration dévastatrice sera en grande partie enrayée.

Lorsque, à la lumière des résultats, leur œuvre apparaîtra dans toute sa grandeur, on pourra rendre à ceux qui conçurent et créèrent ce magnifique mouvement du « *Plateau Central* » un juste hommage de reconnaissance. Ils auront pris place parmi les plus grands bienfaiteurs du pays.

BIBLIOGRAPHIE

CHARLES GIDE. — *Cours d'Economie politique* (Paris, Larose et Tenim).

*Les Institutions du progrès social au début du
xx^e siècle* (Paris, Larose et Tenim).

La Coopération. Conférences de propagande,
3^e édition (Paris, Larose et Tenim).

Les Sociétés coopératives de consommation
(Armand Colin, Paris).

A. SOUCHON. — *Cours d'Economie Rurale*, professé à la Faculté
de Droit de Paris.

D. ZOLLA. — *L'Agriculture Moderne* (Flammarion, Paris, 1913).

J. MÉLINE. — *Le Retour à la terre et la surproduction indus-
trielle* (Paris, Hachette, 6^e édition, 1912).

Le Salut par la Terre (Paris, Hachette, 6^e édi-
tion, 1919).

—
H. SAGNIER. — *Le Crédit agricole en France, son avenir, son
essor* (Paris, librairie de la Maison Rustique,
1911).

MARTIN-SAINT-LÉON. — *Syndicalisme ouvrier et syndicalisme agri-
cole* (Paris, Payot, 1920).

P. CAZIOT. — *La terre et la famille paysanne* (Paris, Payot, 1920).

J.-H. RICARD. — *L'appel de la terre* (Paris, 1920).

DE ROCQUIGNY. — *Les Syndicats agricoles et leur œuvre* (Paris,
1900).

DE MARCILLAC. — *Les Syndicats agricoles. Leur action économi-
que et sociale* (Paris, Lecoq, 1913).

Congrès des Syndicats agricoles. Comptes rendus des années
1907, 1908, 1909, 1910, 1911, 1912, 1913.

PELUD et DES ESSARTS. — *L'Assurance Mutuelle contre l'Incendie* (Lyon, Union du Sud-Est).

VIDAL DE LA BLACHE. — *La France* (Paris, Hachette).

ARDOUIN-DUMAZET. — *Voyage en France* (Rouergue, Auvergne, Gévaudan).

Jean BRUNHES. — *Géographie humaine* (Paris, Alcan).

Marcellin BOULE et Louis FARGES. — *Le Cantal. Guide du touriste, du naturaliste et de l'archéologue* (Paris, Masson).

Jean LAPRADELLE. — *Une variété du type auvergnat* (La Séance Sociale, janvier 1899).

A. LAMOUROUX. — *De la production agricole dans le Massif Central et de la possibilité de l'organiser* (Aurillac, 1913).

Maurice ANGLADE. — *Un Essai d'organisation professionnelle agricole* (Rodez, 1919, brochure).

La Jeunesse à la Terre (Rodez, 1919, brochure).

Mgr LECŒUR. — *La Dépopulation dans le Cantal* (Saint-Flour, 1912).

Comtesse Em. DE LAS CASES. — *Rapport sur un groupement d'œuvres rurales en Lozère* (Dijon, Jobard, 1913).

PUBLICATIONS DIVERSES. — *Almanach de l'Union des Associations du Plateau Central* (1920).

Le Livre d'Or de la Société d'Encouragement aux Institutions rurales du Plateau Central.

Bulletin du Syndicat agricole de l'Arcyron (années 1909, 1910, 1911).

Bulletin de la Fédération des Associations agricoles de l'Arcyron (1911-1914).

Bulletin de l'Union des Syndicats agricoles et tions rurales du Plateau Central (1914-1918).

de la Société d'Encouragement aux Institu-

Bulletin de l'Union des Associations agricoles du Plateau Central (1918-1920).

L'Echo du Plateau Central (mai-novembre 1920).

Statuts des diverses Institutions rurales.

SOCIÉTÉ D'EXPORTATION DES PRODUITS
AGRICILES DU PLATEAU CENTRAL
USINE FRIGORIFIQUE DE CANTARANNE



Legende

- A. Voie du midi.
- B. Debarquement
- C. Voies de service
- D. Abattoir
- E. Remise
- F. Fûts frigorifiques
- G. Sous-produits
- H. Comptoirs
- I. Chaudières
- J. Parc à bestiaux
- K. Génies
- L. Case des sous-produits
- M. Convoi
- N. Administration
- O. Chemins d'accès
- P. Pont bascule
- Q. Réservoir



- R. Route de Laisac.
- S. Anc. route de Rodez.
- T. Prairies
- V. Fruits et fromages

ANDRÉ BOYER
architecte DPLG

Table des Matières

Un Essai d'Organisation Professionnelle Agricole Le Plateau Central

AVANT-PROPOS.	1
PREMIÈRE PARTIE	
L'Union des Associations agricoles du Plateau Central..	1
CHAPITRE I ^{er} . — <i>Les Syndicats agricoles. — L'Union des Syndicats agricoles du Plateau Central.</i>	
Quelques syndicats modèles.....	12
CHAPITRE II. — <i>L'Assurance mutuelle.....</i>	40
a) L'assurance mutuelle contre l'incendie. La Caisse Régionale Incendie du Plateau Central.	43
b) L'assurance mutuelle contre la mortalité du bétail.....	58
c) L'assurance mutuelle contre les accidents agricoles.	62
d) Les Retraites ouvrières et paysannes. La Caisse Régional de retraites du Plateau Central.	67
CHAPITRE III. — <i>Le Crédit agricole.....</i>	74
La Caisse Régionale de Crédit du Plateau Central.	78
Les dépôts à long terme. Le compte courant agricole. Le compte courant postal.	82
Développement du Crédit dans le Plateau Central.	85
CHAPITRE IV. — <i>La Coopération agricole. — La Coopérative Rouergue-Auvergne-Gévaudan.</i>	88

CHAPITRE V. — Les services généraux de l'Union : secré- riat social; conférences; bulletin, l' <i>Echo</i> <i>du P. C.</i> ; contentieux; service d'hygiène et de construction rurales; société coo- pérative de transports; service indus- triel.	94
---	----

DEUXIÈME PARTIE

Les Sociétés filiales.	103
CHAPITRE I ^{er} . — La Société de Crédit Immobilier de l'Avey- ron.	107
CHAPITRE II. — La Société d'Exportation des Produits agricoles du P. C. L'Usine de Cantarane.	118
CHAPITRE III. — La Société agricole de Roquefort.	135
CHAPITRE IV. — La Société immobilière du P. C.	141
CHAPITRE V. — Les Coopératives de production.	143
I. La Coopérative agricole cantalienne.	145
II. Les Coopératives laitières de l'Aubrac.	150

TROISIÈME PARTIE

<i>La Société d'Encouragement aux Institutions rurales du</i> <i>Plateau Central.</i>	153
L'Ecole de Montagnac.	166
Les Écoles ménagères.	170
Les petites industries rurales : la Den- telle Lozérienne, le Jouet Lozérien, le Point Sarrazin.	176
Le Sanatorium de la Baraque-de-Jean.	183
Bibliographie.	187
Table des matières.	189

